

MOOC 3

VERDUN, D'HIER A AUJOURD'HUI



TRANSCRIPTIONS FRANÇAIS – ALLEMAND

UMSCHRIFTEN FRANZÖSISCH-DEUTSCH



SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
Einleitung.....	4
• Thème n°1 : La recomposition de l'Europe dans l'immédiat après-guerre	
Cours n°1 : Verdun et les Verdunois dans l'immédiat après-guerre. Partie 1/2.....	5
Unterricht 1 : Verdun und seine Bewohner unmittelbar nach dem Krieg. Teil 1/2.....	7
Cours n°1 : Verdun et les Verdunois dans l'immédiat après-guerre. Partie 2/2.....	9
Unterricht 1 : Verdun und seine Bewohner unmittelbar nach dem Krieg. Teil 2/2.....	11
Cours n°2 : La conférence de paix de Paris, janvier 1919 - août 1920. Partie 1/2.....	13
Unterricht 2 : Von der Pariser Friedenskonferenz Jan. 1919 bis Aug. 1920. Teil 1/2.....	15
Cours n°2 : La conférence de paix de Paris, janvier 1919 - août 1920. Partie 2/2.....	17
Unterricht 2 : Von der Pariser Friedenskonferenz Jan. 1919 bis Aug. 1920. Teil 2/2.....	20
Cours n°3 : Le traité de Versailles, 28 juin 1919.....	22
Unterricht 3 : Der Versailler Vertrag vom 28. Juni 1919.....	24
Cours n°4 : Les autres traités de paix.....	26
Unterricht 4 : Andere Friedensverträge.....	29
Cours n°5 : Tensions diplomatiques et apaisement dans l'Europe des années 1920 - Partie 1/2.....	32
Unterricht 5 : Diplomatische Konflikte und Entspannung im Europa der 20er-Jahre, Teil 1/2.....	35
Cours n°5 : Tensions diplomatiques et apaisement dans l'Europe des années 1920. Partie 2/2.....	38
Unterricht 5 : Diplomatische Konflikte und Entspannung im Europa der 20er-Jahre. Teil 2/2.....	41
• Thème n°2 : Le retour des hommes et la reconstruction	
Cours n°1 : Le retour des civils, des démobilisés et des prisonniers de guerre en Meuse.....	43
Unterricht 1 : Der Rückkehr der Zivilisten, Soldaten und Kriegsgefangenen nach Meuse.....	45
Cours n°2 : La reconstruction de Verdun. Partie 1/2.....	47
Unterricht 2 : Der Wiederaufbau von Verdun. Teil 1/2.....	49
Cours n°2 : La reconstruction de Verdun. Partie 2/2.....	51
Unterricht 2 : Der Wiederaufbau von Verdun. Teil 2/2.....	53
Cours n°3 : Veuves de guerre et orphelins : la question des pensions.....	55
Unterricht 3 : Kriegswitwen und -waisen: das Rentenproblem.....	57
Cours n°4 : Verdun et le choix du Soldat inconnu.....	59
Unterricht 4 : Verdun und die Wahl des unbekanntes Soldaten.....	61
Cours n°5 : Le traitement des corps et l'aménagement des cimetières militaires.....	64
Unterricht 5 : Der Umgang mit den Leichen und die Gestaltung der Soldatenfriedhöfe.....	67
Cours n°6 : Douaumont et les autres monuments emblématiques de la mort de masse.....	69
Unterricht 6 : Douaumont und andere symbolträchtige Denkmäler des Massentods.....	71
• Thème n°3 : Le mouvement "anciens combattants"	
Cours n°1 : Structuration et rôle social.....	73
Unterricht 1 : Organisation und soziale Rolle der Veteranenbewegung.....	76
Cours n°2 : Le rôle politique durant l'entre-deux-guerres.....	79
Unterricht 2 : Die politische Rolle der Veteranenbewegung zwischen den Kriegen.....	81
Cours n°3 : Verdun et les Anciens Combattants.....	83
Unterricht 3 : Verdun und die Veteranen.....	85
Cours n°4 : Le mouvement des Anciens Combattants après la Seconde Guerre mondiale.....	87
Unterricht 4 : Die Veteranenbewegung nach dem 2. Weltkrieg.....	90
Cours n°5 : 1967 : inauguration du Mémorial de Verdun.....	92
Unterricht 5 : 1967: Einweihung der Gedenkstätte Mémorial de Verdun.....	94
• Thème n°4 : Verdun après la Seconde Guerre mondiale : de la réconciliation à l'amitié franco-allemande	
Cours n°1 : 1966 : les cérémonies du cinquantenaire de la bataille de Verdun.....	96
Unterricht 1 : 1966: Gedenken am 50. Jahrestag der Schlacht von Verdun.....	98
Cours n°2 : 22 septembre 1984 : Kohl-Mitterrand.....	100
Unterricht 2 : 22. September 1984: Kohl-Mitterrand.....	103
Cours n°3 : 1998-2008 : un tournant au sujet des questions mémorielles. Partie 1/2.....	106
Unterricht 2 : 1998-2008: neue Ansätze in der Erinnerungspolitik. Teil 1/2.....	108
Cours n°2 : 1998-2008 : un tournant au sujet des questions mémorielles. Partie 2/2.....	110
Unterricht 2 : 1998-2008: neue Ansätze in der Erinnerungspolitik. Teil 2/2.....	114
Cours n°4 : 2016 : les cérémonies du centenaire.....	117
Unterricht 4 : Die 100-Jahr-Feierlichkeiten von 2016.....	120
Cours n°5 : Perspectives de l'après-centenaire et conclusion.....	123
Unterricht 5 : Perspektiven nach den 100-Jahr-Feiern und Schlussfolgerung.....	126

INTRODUCTION

Par François Cochet

Professeur émérite des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

Bienvenue dans cette 3^{ème} version du MOOC consacré à Verdun et proposé par le Mémorial de Verdun et l'Université de Lorraine.

Qu'elles vont être cette année les grandes lignes de ce MOOC 3^{ème} version ?

Dans le MOOC n°1, nous avons consacré l'essentiel à l'étude de la bataille de Verdun proprement dite, de la bataille la plus connue : celle de 1916.

Puis, dans le MOOC n°2, nous avons travaillé sur les batailles un peu plus oubliées de 1917 et de 1918.

Pour la 3^{ème} et dernière version de ce MOOC, nous allons vous proposer d'intégrer une réflexion sur les dimensions mémorielles de Verdun.

Verdun n'est pas n'importe quelle ville de France, bien au contraire, c'est un nom qui, aujourd'hui encore, est extrêmement symbolique.

Pour ce faire, nous allons d'abord contextualiser les dimensions mémorielles de Verdun en étudiant la sortie de guerre, la conférence de la paix et les traités de paix qui en découlent. Et puis, nous changerons de focale, pour revenir sur Verdun, pour nous intéresser aux dimensions mémorielles de cette bataille, à l'importance des anciens combattants, à l'importance que les anciens combattants consacrent au champ de bataille.

Nous essayerons de comprendre pourquoi Verdun a un tel sens symbolique dans la mémoire française jusqu'à aujourd'hui et ce en lien avec les commémorations de 2018.

Bon parcours avec nous !

Einleitung

von François Cochet

Prof. Emeritus für moderne Geschichte an der Université de Lorraine.

Willkommen zum dritten Modul des Onlinekurses über Verdun, der vom Mémorial de Verdun und der Université de Lorraine angeboten wird.

Was sind dieses Jahr die Hauptthemen dieses dritten Kursmoduls?

Der erste Kursteil beschäftigte sich hauptsächlich mit der eigentlichen Schlacht um Verdun, die am bekanntesten ist und sich 1916 ereignete.

Der zweite Teil drehte sich dann um weniger bekannte Schlachten, die 1917 und 1918 stattfanden.

Im dritten und letzten Kursteil werden wir genauer diskutieren und erörtern, wie und in welchem Maße Verdun gedacht wird.

Verdun ist nicht irgendeine französische Stadt, sondern ein Ort mit extrem hohem Symbolcharakter.

Dazu werden wir zunächst die Erinnerung an Verdun im Kontext betrachten, indem wir die Verträge untersuchen, die nach Kriegsende aus der Friedenskonferenz hervorgingen. Anschließend richten wir unser Augenmerk wieder auf Verdun und sehen uns an, in welchem Maße diese Schlacht gedacht wird, welche Bedeutung den ehemaligen Kämpfern zukommt und welche Bedeutung diese Kämpfer dem ehemaligen Schlachtfeld beimessen.

Wir werden der Frage nachgehen, warum Verdun im kollektiven Gedächtnis Frankreichs so symbolträchtig ist, und zwar bis heute hin. Daran schließen natürlich auch die Gedenkfeiern von 2018 an.

Viel Erfolg bei dem Kurs.

Thème n°1 – Cours n°1 : Verdun et les Verdunois dans l'immédiat après-guerre. Partie 1/2

Par Franck Meyer

Enseignant d'Histoire-Géographie

Membre du comité scientifique de l'EPCC Mémorial de Verdun - Champ de bataille

De 1916 à 1918, la population civile de Verdun a été totalement évacuée. La ville est aux mains de l'armée française qui y a fait cantonner des troupes. A la fin de la guerre, comment la vie reprend-elle avec le retour des premiers civils ? Comment ces gens vont-ils faire indemniser leurs maisons détruites ou dégradées ? Vers quelle activité économique cette population va-t-elle se tourner ? Voilà un ensemble de questions qui nous montre que les Verdunois sont à un tournant crucial de leur histoire à la fin de la Première Guerre mondiale.

Les premiers retours

Posons-nous la question de savoir comment ont lieu ces premiers retours ? Les conditions de vie sont extrêmement dégradées. Ceci effraie énormément certains civils qui reviennent et qui, devant cette dégradation considérable, vont décider de repartir. On sait aussi que la municipalité verdunoise est réfugiée à Paris mais qu'elle est en relation avec le service des travaux de première urgence du ministère des Régions libérées, lequel service est déjà implanté à Verdun. Or, on s'aperçoit tout de suite que les services de l'Etat sont extrêmement insuffisants.

En mars 1919, a lieu le retour du conseil municipal qui quitte Paris et revient à Verdun dans un dénuement absolument total. Il faut d'abord se préoccuper de reloger à peu près dignement une partie de ces Verdunois de retour. On va trouver des centres de logement provisoires avec quelques grands bâtiments du centre-ville qui ne sont pas trop atteints par les bombardements (par exemple, la caserne Jeanne d'Arc et le collègue Buvignier). Certains de ces Verdunois trouveront à se reloger dans des maisons peu dégradées du quartier Saint-Sauveur et du quartier Saint-Victor qui ont été moins bombardés que les autres. En revanche, très peu de baraquements de logement sont fournis par les services des travaux de première urgence du ministère des régions libérées. L'Etat n'arrive pas à faire face.

Le problème du ravitaillement

La question du ravitaillement est également extrêmement difficile. Il est entre les mains d'un comité d'assistance de l'arrondissement sous l'autorité du sous-préfet. La fourniture de la viande et du pain sont encore entre les mains de l'intendance militaire.

Il faut ajouter que les œuvres américaines agissent à Verdun, par exemple la Croix-Rouge, sous la direction de Miss Sibley ; la Vassar Relief Unit sous l'autorité de Margaret Lambie qui va ouvrir une cantine à la gare et un dispensaire où œuvrent trois médecins Verdunois.

Elle va aussi créer une œuvre d'assistance appelée « La Goutte de lait » qui reste dans la mémoire des vieux Verdunois. Celle-ci consiste à distribuer du lait aux nourrissons, aux malades et aux vieillards... Et ce lait est gratuit.

Un fort mécontentement dans les régions dévastées

Dans l'ensemble des régions dévastées du Nord, du Nord-Est, et de l'Est de la France, au fur et à mesure que le temps passe, les populations et les élus vont laisser éclater leur colère devant la faiblesse de l'Etat, devant les incapacités du ministère des Régions libérées à aider suffisamment les populations. Les gens considèrent qu'ils sont plongés dans une vie indigne depuis trop longtemps. L'Etat fait trop peu. Cette colère éclate réellement à l'été 1919 contre l'administration des Régions libérées. Ces régions dévastées vont tenir à Paris des Etats généraux fin août et début septembre 1919. Ces Etats généraux vont exprimer les rancœurs qui montent de la population, les rancœurs des élus. Mais il faut bien également prendre en compte que le ministère des Régions libérées va conserver son impopularité et va conserver ses faiblesses. Il aura toujours énormément de mal à répondre aux besoins des populations civiles.

L'indemnisation des dommages de guerre

Comment les Verdunois vont-ils obtenir l'indemnisation de leurs biens perdus, dégradés, détruits ? C'est la loi du 17 avril 1919 sur les dommages de guerre qui va s'occuper de cette question. Cette loi dit très clairement que l'Etat assurera le remboursement des biens. Avant de parler de remboursement, il faut évidemment évaluer ces biens. C'est le ministère des Régions libérées qui va s'en occuper, organisé en commissions (une commission par canton). On les appellera « Commissions cantonales ». La ville de Verdun aura sa propre commission cantonale qui va travailler jusque début 1924. Cette commission va recueillir les dossiers de demandes d'indemnisations de la population civile. Ces commissions cantonales seront très impopulaires, tout simplement parce qu'elles n'indemnisent que la moitié de ce qui est déclaré. Deux chiffres très simples le démontrent : les Verdunois vont déclarer 418 000 000 francs de biens détruits. La commission cantonale de Verdun indemnisera 208 000 000 de francs, seulement la moitié. Autre grief contre ces commissions cantonales : elles sont très lentes à verser les indemnisations.

Même si ces questions sont très difficiles, les Verdunois, ne sont pas au bout de leurs peines. Ils vont avoir également à régler d'autres difficultés, d'autres conflits, pendant cette période qui suit la Première Guerre mondiale : la période de la reconstruction.

Thema 1 – Unterricht 1 : Verdun und seine Bewohner unmittelbar nach dem Krieg. Teil 1/2

von Franck Meyer

Dozent für Geschichte und Geografie

Mitglied des Wissenschaftsausschusses an der öffentlichen Einrichtung für kulturelle Zusammenarbeit (EPCC) Mémorial de Verdun - Champ de bataille.

Zwischen 1916 und 1918 wurde die Zivilbevölkerung von Verdun komplett aus der Stadt evakuiert, und die Truppen des französischen Militärs wurden hier einquartiert. Wie ging das Leben nach der Rückkehr der Menschen bei Kriegsende weiter? Wie entschädigte man die Menschen für ihre zerstörten oder beschädigten Häuser? Welchen wirtschaftlichen Tätigkeiten konnten diese Menschen nachgehen? Diese Fragen zeigen, dass die Bewohner von Verdun am Ende des 1. Weltkriegs an einem Wendepunkt in ihrer Geschichte standen.

Die ersten Rückkehrer

Wie ging die Rückkehr anfangs überhaupt vonstatten? Die Lebensbedingungen waren extrem schlecht. Manche Rückkehrer waren so entsetzt, als sie die schlimme Lage vor Ort sahen, dass sie sich entschlossen, wieder wegzugehen. Die Stadtverwaltung von Verdun hat damals in Paris Zuflucht gesucht. Sie stand aber in Verbindung mit der Behörde für dringende Sofortmaßnahmen des Ministeriums der befreiten Gebiete, die bereits in Verdun untergebracht war. Die Kapazitäten der staatlichen Behörden reichten also nicht aus.

Im März 1919 kehrte der Stadtrat von Paris nach Verdun zurück, wo extreme Not herrschte. Zunächst einmal ging es darum, die zurückgekehrten Stadtbewohner in neuen Unterkünften unterzubringen. Es wurden provisorische Unterkünfte in Gebäuden eingerichtet, die keine allzu großen Bombenschäden aufwiesen, wie zum Beispiel die Jeanne-d'Arc-Kaserne oder die Buvignier-Schule. Manche Verduner zogen in weniger beschädigte Häuser in den Vierteln Saint-Sauveur und Saint-Victor, die weniger Bombardierungen erlitten hatten. Allerdings wurden nur sehr wenige Baracken-Unterkünfte von der Behörde für dringende Sofortmaßnahmen bereitgestellt. Die Regierung war also überfordert.

Das Versorgungsproblem

Neben der Unterbringung gestaltete sich die Versorgung enorm schwierig. Diese lag in der Zuständigkeit eines Ausschusses des Arrondissements, also des Unterpräfekten. Man muss sagen, dass die Bereitstellung von Lebensmitteln wie Fleisch und Brot noch dem militärischen Versorgungsdienst unterstand. Außerdem waren auch amerikanische Hilfswerke in Verdun tätig, zum Beispiel das Rote Kreuz unter der Leitung von Miss Sibley in Verdun. Ein weiteres Hilfswerk war die Vassar Relief Unit, die in Verdun von Margaret Lambie geleitet wurde.

Dieses Hilfswerk eröffnete eine Kantine am Bahnhof sowie eine Krankenstation, in der drei Ärzte aus Verdun arbeiteten. Es eröffnete auch "La Goutte de lait", eine Milchverteilungsstelle, an die sich alte Verduner noch erinnern. Hier wurden Säuglinge, Alte und Kranke mit Milch versorgt, und zwar kostenlos.

Große Unzufriedenheit in den zerstörten Regionen

In allen zerstörten Gebieten im Norden, Nord-Osten und Osten Frankreichs machte sich mit der Zeit unter der Bevölkerung und Abgeordneten immer mehr Ärger darüber breit, dass der Staat und das Ministerium der befreiten Gebiete unfähig waren, der Bevölkerung ausreichend zu helfen. Die Menschen fühlten sich zu lange unwürdigen Bedingungen unterworfen und vom Staat im Stich gelassen. Im Sommer 1919 kam dieser Ärger deutlich gegen die Verwaltung der befreiten Gebiete zum Ausbruch. Diese verwüsteten Regionen hielten im Sommer 1919, das heißt Ende August/Anfang September, eine Generalversammlung in Paris ab. Hier wurde die Wut der Bevölkerung und der Abgeordneten zum Ausdruck gebracht. Trotzdem blieb das Ministerium der befreiten Gebieten auch weiterhin schwach und unbeliebt. Er tat sich sehr schwer damit, auf die Bedürfnisse der Zivilbevölkerung einzugehen.

Entschädigung für Kriegsschäden

Wie wurden die Verduner für ihre Besitztümer, die verloren gegangen, beschädigt oder zerstört worden waren, entschädigt? Diese Frage wurde durch das Gesetz vom 17. April 1919 über Kriegsentschädigungen gesetzlich geregelt. Hier wurde klar festgelegt, dass der Staat die Kosten für diese Besitztümer übernehmen muss. Vor der Entschädigung mussten die Güter natürlich erst einmal geschätzt werden. Diese Aufgabe oblag dem Ministerium der befreiten Gebiete und wurde durch je eine Kommission pro Kanton ausgeführt. Die Stadt Verdun hatte ihre eigene kantonale Kommission, die dort bis Anfang 1924 im Einsatz war. Bis dahin war die Kommission damit beschäftigt, Anträge auf Entschädigung der Zivilbevölkerung aufzunehmen. Diese kantonalen Kommissionen waren äußerst unbeliebt, wie in Verdun, weil sie nur etwa die Hälfte der Schadensforderungen zahlten. Folgende Zahlen beweisen das: Die Verduner deklarierten zerstörte Güter im Wert von 418 Mio. Francs, von denen die Kommission in Verdun 208 Mio. vergütete, also nur die Hälfte. Zudem warf man den Kommissionen vor, dass sie so langsam zahlten.

Dies waren nicht die einzigen Probleme, die die Verduner meistern mussten. Sie mussten noch andere Schwierigkeiten und Konflikte bewältigen in dieser Zeit nach dem 1. Weltkrieg, der Zeit des Wiederaufbaus.

Thème n°1 – Cours n°1 : Verdun et les Verdunois dans l'immédiat après-guerre. Partie 2/2

Par Franck Meyer

Enseignant d'Histoire-Géographie

Membre du comité scientifique de l'EPCC Mémorial de Verdun - Champ de bataille

Le conflit entre la municipalité et les habitants

Dans toutes les difficultés que les populations civiles vont avoir à régler à Verdun, il y en a une qui se surajoute : c'est le conflit entre certains habitants et leur propre Conseil municipal. Certains habitants vont subir des expropriations. Il faut savoir que la loi oblige les villes à reconstruire en produisant un plan qui aligne les rues, qui les élargit, qui les redresse, justifiant des expropriations. Il faut savoir également que la ville compte réserver des espaces libres à l'intérieur du centre-ville pour la future construction du Monument à la Victoire de Verdun.

Or ces espaces étaient occupés auparavant par des commerces situés en centre-ville, notamment sur la rue Mazelle. Donc, de 1920 à 1925, ces habitants qui sont sous le coup d'expropriation vont produire des pétitions. Vont opérer également des réunions publiques qui vont finir par faire plier la ville, ce qui va réduire considérablement le nombre des expropriations dans le centre-ville.

Les hommes de la reconstruction

Qui sont les hommes dont les noms vont compter dans la reconstruction verdunoise ? Politiquement, il faut savoir que le conseil municipal était très majoritairement à droite avant la guerre. Il va le rester après la guerre.

Apparaît un nom très important : celui d'Edmond Robin. Aux élections municipales de 1919, Edmond Robin est le seul candidat au poste de maire. C'est lui qui accueille les réfugiés, qui va relancer les services de sa mairie. C'est lui qui lance la reconstruction. Edmond Robin a à ses côtés une personne de grande valeur : Victor Schleiter. En 1919, il est son premier adjoint. Victor Schleiter sera également député en 1924. Il succède à Edmond Robin en 1925. Il est proche du ministre André Maginot. C'est véritablement lui qui sera l'homme de la reconstruction de Verdun. Victor Schleiter reste donc dans la mémoire des Verdunois.

Le relèvement économique

L'équipe municipale et la population de Verdun sont face à un défi extrêmement important : la reconversion économique de la ville. Verdun était une place forte extrêmement importante, placée sur la nouvelle frontière qui séparait la France de l'Empire allemand entre 1870 et la Première Guerre mondiale.

Avec la reconquête des provinces perdues, Verdun n'est plus aux avant-postes de la défense de cette frontière. Verdun va perdre son énorme garnison avec laquelle les Verdunois faisaient énormément de commerce et sur laquelle reposait l'économie locale.

L'équipe municipale décide que Verdun doit reconvertir son économie dans l'industrie portuaire avec le développement d'un grand port fluvial sur la Meuse. On constate rapidement que c'est un mauvais choix. Et ce choix échoue clairement en 1925-1926. La Chambre de commerce de la Meuse et l'Etat ne le soutiennent pas dans ce projet.

En même temps, s'est développée à Verdun une nouvelle activité qu'on appelle le « tourisme de guerre » ou le « tourisme patriotique », c'est-à-dire, la visite des champs de bataille, des forts, de la Citadelle basse où a eu lieu le choix du Soldat inconnu. En outre, énormément de pèlerins viennent sur les nécropoles. La ville choisit que le 23 juin sera le jour anniversaire de la victoire de Verdun. C'est ce jour-là, tous les ans, qu'auront lieu les cérémonies.

Évidemment, la ville doit s'équiper en hôtels, en restaurants. Partant de zéro, les commerçants vous faire un énorme effort. On estime qu'en 1924, environ 600 chambres sont disponibles dans la ville de Verdun.

Mais cette activité du tourisme de guerre reste une activité saisonnière. Dès le milieu des années 1920, on s'aperçoit que les effectifs plafonnent, que finalement cette activité économique n'assure l'enrichissement que d'un nombre restreint de commerçants. Mais, au milieu des années 1920, en 1925-1926, arrive le projet de défense de la frontière avec la ligne Maginot. Ce projet de défense donne un nouveau rôle militaire à Verdun.

Verdun ne serait pas en première ligne, mais aurait un rôle qui consisterait à éviter la prise à revers du groupe fortifié Metz-Thionville.

Donc, que voit-on ? On rénove et on remet en état les tourelles des forts autour de Verdun. De nouveaux régiments arrivent dans la ville : régiment d'infanterie, d'artillerie, de chars, etc...

Au terme de ces années 1920, on constate que tout est reparti de la situation extrême d'après-guerre. Les transports avaient un fonctionnement catastrophique. Les pénuries étaient généralisées, le ravitaillement et le relogement très difficiles. L'Etat était défaillant. S'ajoute l'échec de la reconversion économique de Verdun.

Ce que l'on constate, c'est que le sort de Verdun est, dès le milieu des années 1920, toujours lié à la politique militaire du pays. On a redonné à la ville une fonction dans la défense de la frontière.

Thema 1 – Unterricht 1 : Verdun und seine Bewohner unmittelbar nach dem Krieg. Teil 2/2

von Franck Meyer

Dozent für Geschichte und Geografie

Mitglied des Wissenschaftsausschusses an der öffentlichen Einrichtung für kulturelle Zusammenarbeit (EPCC) Mémorial de Verdun - Champ de bataille.

Der Konflikt zwischen Stadt und Einwohner

Zu allen Schwierigkeiten, die die Menschen in Verdun bewältigen mussten, kam noch eine hinzu: der Konflikt zwischen dem Stadtrat und einigen Bewohnern, die einer Enteignung unterzogen wurden. Die Städte waren gesetzlich zum Wiederaufbau verpflichtet und mussten einen Plan zur Begradigung, Verbreiterung und Sanierung der Straßen vorlegen. Dies rechtfertigte die Enteignungen. Außerdem war die Stadt darauf angewiesen, im Zentrum Platz für den künftigen Bau des Siegesdenkmals zu schaffen.

Dieser Platz war bisher jedoch durch Geschäfte belegt, denn es ging um Bauland mitten im Zentrum, besonders an der Rue Mazelle. In der Zeit zwischen 1920 und 1925 haben die Bewohner, die von Enteignungen betroffen waren, Petitionen eingereicht und öffentliche Versammlungen organisiert. Sie brachten die Stadt schließlich zum Einlenken, was zu einer deutlichen Reduzierung der Anzahl der Enteignungen im Zentrum führte.

Die Männer des Wiederaufbaus

Wer waren die Männer, die hinter dem Wiederaufbau Verduns standen? Von seiner politischen Ausrichtung her stand der Stadtrat vor dem Krieg mehrheitlich rechts, was nach dem Krieg auch so blieb.

Hier taucht ein wichtiger Name auf, nämlich Edmond Robin. Bei der Kommunalwahl 1919 war Edmond Robin der einzige Kandidat fürs Bürgermeisteramt. Er kümmerte sich um die Aufnahme der Kriegsflüchtlinge und darum, die städtischen Einrichtungen wieder aufzubauen, die nicht mehr existierten. Er brachte den Wiederaufbau in Gang. Edmond Robin hatte einen wichtigen Mann an seiner Seite, nämlich Victor Schleiter, der 1919 sein erster Stellvertreter wurde. 1924 wurde Schleiter auch Ortsvorsteher, und bei der Wahl von 1925 wurde er zu Edmond Robins Nachfolger gewählt. Er stand Minister André Maginot nahe und wurde schließlich zur zentralen Figur des Wiederaufbaus von Verdun. Als solcher ist er den Menschen von Verdun in Erinnerung geblieben.

Der wirtschaftliche Wiederaufbau

Die Stadtverwaltung und die Bevölkerung von Verdun standen vor der enormen Herausforderung, die Wirtschaft umzustellen. Verdun war eine hoch bedeutende Festung. Sie saß auf der neuen Grenze, die zwischen 1870 und dem 1. Weltkrieg Frankreich vom Deutschen Reich trennte.

Nach der Rückeroberung der verlorenen Provinzen war Verdun kein Vorposten auf der Verteidigungslinie an dieser Grenze. Folglich hat die Stadt ihre riesige Garnison verloren, auf der die Wirtschaft vor Ort beruhte, da die Verduner hier sehr viele Geschäfte betrieben.

Die Stadtverwaltung war nach dem Krieg der Meinung, dass sich die Wirtschaft hier wieder zur Industrie hin orientieren sollte. Man plante, das neue Industriegebiet an einem Binnenhafen an der Maas anzusiedeln. Dies stellte sich jedoch bald als Fehlentscheidung heraus. 1925-26 war das Projekt eindeutig gescheitert und wurde weder von der Industriekammer noch vom Staat unterstützt.

Gleichzeitig regte sich in Verdun eine neue Aktivität: der damals so genannte "Kriegstourismus" oder "Patriotentourismus", also Besuche von Schlachtfeldern, Festungen oder der Zitadelle, in der damals die Auswahl des unbekanntes Soldaten stattfand. Eine große Anzahl von Pilgern besuchte auch die Gräberfelder. Die Stadt legte dann fest, dass von nun an der 23. Juni zum Gedenktag für den Sieg von Verdun werden sollte. An diesem Tag sollten von nun an jährliche Gedenkfeiern stattfinden.

Natürlich mussten in der Stadt Hotels und Restaurants angeboten werden. Die Kaufleute gingen bei null an und unternahm große Anstrengungen: 1924 standen in der Stadt schätzungsweise 600 Zimmer zur Verfügung.

Der Kriegstourismus lief allerdings nur saisonbedingt. Ab Mitte der 20er-Jahre begannen die Besucherzahlen merklich zu sinken und es wurde deutlich, dass der Wirtschaftszweig ausschließlich einer kleinen Gruppe von Geschäftsleuten diene. Doch Mitte der 20er-Jahre, 1925 bis 1926, wurde ein großes Verteidigungssystem entlang der Grenze geplant: die Maginot-Linie. Dieses System verlieh der Stadt eine neue militärische Bedeutung.

Verdun lag nicht auf der ersten Verteidigungslinie, aber diene dazu, die Festungsgruppe Metz-Thionville vor einem Angriff von hinten zu bewahren.

Was war also die Folge? Die Geschütztürme um Verdun herum wurden erneuert und instand gesetzt und Regimenter wurden wieder in der Stadt stationiert: Infanterieregiment, Artillerie, Panzer usw.

Ende der 20er-Jahre erlebte die Stadt dieselbe extreme Not wie in der Nachkriegszeit. Die Verkehrsinfrastruktur war katastrophal, es mangelte an allem, und Verpflegung sowie Umsiedelung gestalteten sich sehr schwierig. Die Regierung war schwach. Hinzu kam, dass die geplante wirtschaftliche Umstellung Verduns gescheitert war.

Es lässt sich feststellen, dass das Schicksal Verduns Mitte der 20er-Jahre immer noch direkt an die Militärpolitik des Landes geknüpft war, weil der Stadt erneut eine Rolle in der Grenzverteidigung übertragen wurde.

Thème n°1 – Cours n°2 : La conférence de paix de Paris, janvier 1919 - août 1920. Partie 1/2

Par François Cochet

Professeur émérite des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

Cette conférence de la paix, grosse organisation diplomatique, est extrêmement importante puisqu'elle va solder la Grande Guerre et déboucher sur les traités de paix. Elle va fonctionner à Paris du 18 janvier 1919 au 21 janvier 1920. Elle sera ensuite prise en relais par la Conférence des ambassadeurs.

Nous sommes dans un contexte très différent de celui de 1815, de la fin des guerres napoléoniennes au traité de Vienne.

Pour la première fois, nous avons 27 États représentés, ce qui suscite une organisation extrêmement lourde. Pour la première fois encore, nous avons à solder matériellement mais aussi géographiquement la guerre, puisqu'il y a, notamment, des frontières à redéfinir. Il s'agit donc d'une tâche d'ampleur extraordinaire que cette conférence de la paix va mener.

Quelle est la composition de cette conférence ? Il y a là, pour la première fois, au total 32 États, avec les Dominions britanniques, qui sont représentés. Ceci entraîne une lourdeur, en quelque sorte de représentation, mise en place au nom de la diplomatie ouverte de Woodrow Wilson. Cela va déboucher sur des lourdeurs de fonctionnement. Celles-ci vont amener assez rapidement à ce que cette conférence de la paix ne fonctionne pas en assemblée plénière, mais va fonctionner dans un comité plus réduit que l'on va appeler le « Comité des Dix ». Ce Comité des Dix est représenté par cinq ministres des Affaires étrangères et cinq chefs de gouvernement. Ces gouvernements qui sont en quelque sorte les puissances fortes au sortir de la guerre sont : la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Italie mais aussi le Japon qui figure, bien entendu, parmi les vainqueurs de la guerre.

Cette conférence des Dix va fixer le programme de cette conférence de la paix. Mais ce conseil des Dix s'avère encore trop lourd à gérer. Les alliés vont donc se mettre d'accord pour fonctionner en circuit encore plus réduit avec ce que l'on va appeler le « Conseil des Quatre ».

Ce Conseil des Quatre regroupe les quatre principaux dirigeants des quatre principales puissances, c'est à dire, l'Italie avec Vittorio Emanuele Orlando, la France avec Georges Clemenceau, les États-Unis avec Woodrow Wilson et la Grande-Bretagne avec le Premier ministre David Lloyd George. Ce sont ces quatre personnes qui ont entre leurs mains l'essentiel des négociations de la conférence de la paix.

Ce sont ces quatre personnes qui vont décider, qui vont élaborer, en tout cas, des propositions pour établir les nouvelles frontières de l'Europe, pour fixer le sort des empires centraux, et notamment de la puissance allemande et de ses colonies car la question des colonies allemandes se pose également.

Ce Conseil des Quatre va fonctionner pendant plusieurs mois, de fin mars 1919 au 28 juin 1919. Il travaille en permanence puisqu'il se réunit deux fois par jour. Les quatre dirigeants se voient deux fois par jour en séances de travail.

Que font ces quatre dirigeants ? Ils reçoivent des délégations. Ils écoutent les doléances des uns et des autres. Ils vont commencer à travailler au principe de la Société des Nations (la SDN) puisque c'est un vœu du Président Woodrow Wilson qui souhaite absolument qu'une organisation internationale puisse régler les conflits internationaux à l'avenir.

Mais, en même temps, ce Conseil des Quatre ne prend pas véritablement de décision. Il existe aussi une certaine lenteur dans les négociations. Ce n'est qu'au mois de mars 1919, par exemple, que les clauses militaires des futurs traités vont être mises au point. Voilà comment va fonctionner, au quotidien, ce Conseil des Quatre dans ses progrès, mais aussi dans une certaine lenteur.

Thema 1 – Unterricht 2 : Von der Pariser Friedenskonferenz Jan. 1919 bis Aug. 1920. Teil 1/2

von François Cochet

Professor Emeritus für moderne Geschichte, Université de Lorraine

Die Friedenskonferenz war enorm wichtig, da sie zur Begleichung von Kriegsschulden und zum Friedensvertrag führte. Sie fand vom 18. Januar 1919 bis zum 21. Januar 1920 in Paris statt. Sie wurde dann von der Botschafterkonferenz abgelöst. Es war ein großes diplomatisches Unterfangen, das es in dieser Form noch nicht gegeben hatte. Es lagen ganz andere Umstände vor als im Jahr 1815, als nach den Koalitionskriegen die Wiener Kongressakte beschlossen wurde.

Es kamen zum ersten Mal Delegierte aus 27 Staaten zusammen, es war also eine große Versammlung. Hier ging es zum ersten Mal nicht nur um Reparationspflichten, sondern auch um Gebietsabtretungen, denn die Grenzen mussten neu gezogen werden. Es war also eine gewaltige Aufgabe, die bei der Friedenskonferenz gestemmt werden musste. Soviel zur Ausgangssituation der Konferenz.

Wie setzte sich die Konferenzrunde zusammen? Insgesamt waren erstmals 32 Staaten und britische Herrschaftsgebiete vertreten. Dieses große Aufgebot an Delegierten, das im Namen der offenen Diplomatie von Woodrow Wilson geladen wurde, stellte eine logistische Herausforderung dar. Diese Schwierigkeiten führten ziemlich schnell dazu, dass die Konferenzteilnehmer nicht in einer Vollversammlung, sondern nur in kleineren Ausschüssen tagen konnten. Hierbei ist insbesondere der sogenannte "Rat der Zehn" zu erwähnen, der sich aus fünf Außenministern und fünf Staatsoberhäuptern zusammensetzte. Letztere stammten von den fünf Staaten, die am Ende des Kriegs als mächtigste Staaten hervorgingen: Frankreich, Großbritannien, die USA, Italien, aber auch Japan, das natürlich auch zu den Siegermächten gehörte.

Dieser Rat der Zehn, also fünf Regierungschefs und fünf Außenminister, legte das Programm dieser Friedenskonferenz fest. Dieses Zehnergremium erwies sich jedoch als noch schwieriger zu leiten. Die Alliierten einigten sich also darauf, in einem noch kleinerem Gremium, dem "Rat der Vier", zu tagen.

Dieser Rat setzte sich aus den Regierungschefs der vier mächtigsten Siegernationen zusammen. Italien war mit Vittorio Emanuele Orlando, Frankreich mit Georges Clémenceau, die USA mit Woodrow Wilson und Großbritannien mit Premierminister David Lloyd George vertreten. In den Händen dieser vier Männer lagen die Hauptverhandlungen bei dieser Friedenskonferenz. Diese vier Männer trafen Entscheidungen darüber, bzw. erarbeiteten Vorschläge dazu aus, wie die Grenzen Europas neu gezogen werden sollten.

Sie entschieden darüber, was mit den Mittelmächten und insbesondere mit dem Deutschen Reich und seinen Kolonien passieren sollte, denn die Frage der Kolonien stellte sich ebenfalls. Der Rat der Vier tagte über mehrere Monate, vom Ende März 1919 bis zum 28. Juni 1919.

Die Ratsmitglieder waren mit zwei Sitzungen pro Tag ununterbrochen im Einsatz. Das heißt, die vier Regierungschefs trafen täglich zu zwei Arbeitssitzungen zusammen.

Was machten sie in diesen Sitzungen? Sie empfingen Delegationen und hörten sich Beschwerden der verschiedenen Parteien an. Sie begannen auch damit, das Konzept des Völkerbundes zu erarbeiten. Es war der ausdrückliche Wunsch des US-Präsidenten Woodrow Wilson, dass künftig eine internationale Organisation internationale Konflikte schlichten würde.

Dem Rat der Vier oblag es allerdings nicht wirklich, Entscheidungen zu fällen. Man muss dazu auch sagen, dass die Verhandlungen relativ schleppend vorangingen. Zum Beispiel dauerte es bis März 1919, bis die militärischen Bestimmungen der künftigen Verträge ausgearbeitet wurden. So gestaltete sich die tägliche Arbeit des Rats der Vier, die Fortschritte mit sich brachte, aber teilweise auch nur langsam voran ging.

Thème n°1 – Cours n°2 : La conférence de paix de Paris, janvier 1919 - août 1920. Partie 2/2

Par François Cochet

Professeur émérite des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

Cette conférence de la paix va fonctionner tant bien que mal, avec des hauts et des bas mais également avec une crise entre alliés à partir de fin mars 1919. Quels sont les éléments de cette crise interalliée ? On peut les résumer en deux grands pans.

Premier pan : le Premier ministre britannique Lloyd George fait paraître ce que l'on appelle le « Mémoire de Fontainebleau » à la fin du mois de mars 1919, dans lequel il explique qu'il ne faudrait pas que la paix future à l'égard de l'Allemagne soit trop dure, de manière à ce que les Allemands ne soient pas tentés de prendre un jour une revanche. Lloyd George souhaite aussi que les négociations se fassent plus discrètes. Cela pose la question de l'énormité de la tâche à accomplir et des informations plus ou moins réalistes qui circulent. Nous parlerions aujourd'hui de « Fake news » durant cette conférence. Cela constitue le premier pan de la crise interalliée.

Le deuxième pan : c'est une opposition forte, entre le président fédéral américain Woodrow Wilson et le Président du conseil français Georges Clemenceau. Leur antagonisme porte sur le sort de la Sarre. Les Français et leur porte-voix Clemenceau souhaiteraient que la Sarre devienne française, de manière à faire une zone tampon entre l'Allemagne et la France. Woodrow Wilson est vent debout contre cette proposition française, que l'on retrouve aussi chez le maréchal Ferdinand Foch.

Comment alors va se résoudre cette crise interalliée de fin mars - début avril ? Le compromis est trouvé au mois d'avril 1919. Les Français obtiennent un certain nombre de garanties. Ils obtiennent notamment la garantie que la Sarre sera administrée internationalement pour une durée de 15 années. Au bout de cette période, les Sarrois seront consultés pour savoir s'ils veulent redevenir Allemands ou s'ils veulent devenir Français.

Deuxième compensation de taille : les Français obtiennent la garantie de leur frontière par les Anglo-Américains, c'est à dire que si la France devait un jour être à nouveau attaquée par l'Allemagne, il y aurait automatiquement une clause d'alliance militaire avec les Britanniques et les Américains. Bien entendu, les Français obtiennent quasi automatiquement la réintégration de l'Alsace et de la Lorraine.

Sur le papier, tout semble régler. Mais ce n'est pas tout à fait encore le cas. Nous verrons, d'une part, que ce traité militaire de garantie va être désavoué dès 1920 par le Sénat américain, et d'autre part, que se pose un autre motif de conflits interalliés : l'attitude des Italiens.

En effet, les Italiens souhaitent récupérer la ville de Fiume qui se trouve sur l'Adriatique (aujourd'hui en Croatie). Il s'agit d'une promesse formulée par les alliés avec le traité de Londres de 1915. Woodrow Wilson et les Etats-Unis ne voulant absolument pas en entendre parler, les représentants Italiens, Vittorio Emanuele Orlando et Sidney Costantino Sonnino, vont quitter cette conférence interalliée.

Voilà donc comment on peut résumer les difficultés de fonctionnement aux quotidiens de cette conférence de la paix, ce qui prouve bien évidemment que les buts de la guerre de chacun des alliés étaient forts différents.

Les résultats

Quels sont en fin de compte les résultats de cette conférence de la paix qui dure plusieurs mois ? Les Allemands arrivent au mois d'avril 1919 pour prendre connaissance de ces résultats, puisqu'ils n'ont pas été, bien entendu, associés. Ils ont même été interdits de négociation comme tous les représentants des puissances vaincues. C'est le comte Ulrich von Brockdorff-Rantzau qui dirige la délégation allemande.

Deux grands résultats, quand même, sont à mettre au crédit de cette conférence de la paix : d'abord, le traité avec l'Allemagne, le fameux traité de Versailles ; peut-être plus encore, la création de la SDN née de la volonté du Président américain Woodrow Wilson.

Intéressons-nous à cette SDN, cette Société des Nations dont le but est de régler pacifiquement les différents politiques qui pourraient surgir entre les différents membres de cette assemblée. L'organisation va siéger à Genève à partir du 28 avril 1919.

Les buts est de pratiquer la diplomatie ouverte, et non pas la diplomatie du secret, attente très forte de Woodrow Wilson. Il s'agit de créer une émulation internationale et d'apprendre aux différents diplomates à travailler ensemble.

Comment l'organisation fonctionne-t-elle ?

Les États contractants envoient des délégations à Genève. Dans un premier temps, les anciens vaincus de la guerre sont exclus de la SDN, ainsi, d'ailleurs, que l'Union Soviétique. Il y aura des élargissements successifs de cette Société des Nations en 1922, en 1926 et l'Union Soviétique sera finalement admise en 1934.

Il y a bien entendu quelques problèmes de représentation dans cette Société des Nations : par exemple, les seuls pays africains représentés sont, d'une part, le Libéria et, d'autre part, l'Afrique du Sud. En revanche, en Asie, on peut penser qu'il y a aussi des problèmes de représentation. La Chine est représentée. Le Japon est représenté mais il y a surtout une forte présence de ce que l'on peut appeler les « Etats associés aux Britanniques » : le Siam a un siège, l'Inde a un siège ainsi que d'autres représentants proches des Britanniques. Donc il y a une certaine surreprésentation du monde anglo-saxon.

Cette Société des Nations est dirigée par un conseil qui consiste à régler, si possible et préventivement, les problèmes. Il est aujourd'hui d'habitude de dire que la SDN n'a servi à rien. C'est un problème un peu biaisé. Il est bien évident que la SDN a réussi à régler un certain nombre de conflits internationaux, mais que face à la volonté d'un dictateur, la SDN ne peut pas grand-chose, parce qu'elle ne dispose pas de force armée d'interposition.

Il reste un dernier problème, que nous avons déjà évoqué, mais qu'il convient de revoir à nouveau et qui est réglé par la conférence de la paix : c'est la question de la Sarre.

Comme nous l'avons vu, la Sarre doit être administrée collectivement pour une quinzaine d'années. Effectivement, en janvier 1935, les Sarrois vont être consultés pour savoir s'ils souhaitent redevenir Allemands ou s'ils souhaitent intégrer la France. Il faut contextualiser le résultat de janvier 1935 : nous sommes deux ans après l'arrivée au pouvoir des nazis et ce régime est largement soutenu par les populations allemandes de l'époque. Le résultat est absolument sans aucune ambiguïté puisque 91% des Sarrois se prononcent pour le rattachement à l'Allemagne. Seuls 0,9% d'entre eux souhaitent le rattachement à la France le reste préférant la continuation du statut quo de 1919. Il y a là, très réellement, un échec, mais un échec pour la politique française et non pas pour la SDN.

L'autre difficulté majeure du fonctionnement de cette SDN, c'est que, dès janvier 1920, le Sénat américain, dont le rôle est de ratifier les traités internationaux qui ont été signés par le président fédéral, refuse la participation américaine à la SDN. C'est dire que tout l'édifice wilsonien et tout l'édifice même de la conférence de la paix se voient fondamentalement remis en question par la non-participation des Etats-Unis. De fait, le fameux traité de garantie militaire à l'égard de la France par les États-Unis tombe. Il devient automatiquement caduc à partir du refus du Sénat américain de ratifier cette SDN.

Thema 1 – Unterricht 2 : Von der Pariser Friedenskonferenz Jan. 1919 bis Aug. 1920. Teil 2/2

von François Cochet

Professor Emeritus für moderne Geschichte, Université de Lorraine

Die Friedenskonferenz erlebte ihre Höhen und Tiefen und durchlief ab Ende März 1919 auch eine Krise zwischen den Alliierten. Welche Aspekte spielten bei dieser Krise eine Rolle? Sie lassen sich grob in zwei Teile teilen.

Erstens: Der britische Premierminister, Lloyd George, unterbreitete am Ende März 1919 das sogenannte Fontainebleau-Memorandum. In dem Papier erklärte er, dass die Friedensbedingungen für das Deutsche Reich nicht zu hart sein sollten, sodass die Deutschen nicht geneigt seien, sich eines Tages zu rächen. Lloyd George äußerte auch den Wunsch, dass die Verhandlungen auf diskretere Weise ablaufen. Dies warf Fragen dazu auf, wie die riesige bevorstehende Aufgabe zu bewältigen war und wie realitätsnah die Informationen waren, die bei der Konferenz zirkulierten. Heute würde man von "fake news" sprechen. Dies war der erste Aspekt dieser Krise.

Der zweite bestand in der starken Opposition zwischen US-Präsident Woodrow Wilson und dem französischen Premierminister Georges Clémenceau. Ihr Konflikt drehte sich in erster Linie um das Schicksal des Saargebiets. Denn die Franzosen und Clémenceau als ihr Fürsprecher wollten, dass das Saargebiet französisch wird. Es sollte als Pufferzone zwischen Deutschland und Frankreich eingerichtet werden. Woodrow Wilson stellte sich diesem französischen Vorschlag entgegen, der auch bei Marschall Ferdinand Foch Unterstützung fand.

Wie fand man zu einer Lösung in dieser Krise zwischen den Alliierten, die vom Ende März bis Anfang April andauerte? Im April 1919 wurde schließlich ein Kompromiss gefunden. Den Franzosen wurde eine Reihe von Garantien eingeräumt, insbesondere die Zusicherung, dass das Saargebiet für 15 Jahre unter die Verwaltung des Völkerbunds gestellt wurde. Nach Ablauf dieser 15 Jahre sollten die Saarländer abstimmen, ob sie wieder deutsch oder französisch werden wollten.

Als zweiten großen Ausgleich erhielten die Franzosen bzw. Georges Clémenceau von den Briten und den Amerikanern die Garantie für ihren Grenzverlauf. Das bedeutete, dass im Fall eines künftigen Angriffs der Deutschen auf Frankreich automatisch eine Klausel für ein Militärbündnis mit den Briten und den Amerikanern greifen würde. Außerdem wurde den Franzosen automatisch das Recht zugesprochen, Elsass und Lothringen wieder einzugliedern.

Auf dem Papier schien zwar zunächst alles geregelt, doch in Wirklichkeit war das noch nicht der Fall. Ohne zu viel vorwegzugreifen: Einerseits wurde das zugesicherte Militärbündnis bereits 1920 vom amerikanischen Senat widerrufen. Andererseits trug ein weiterer Aspekt zum interalliierten Konflikt bei, nämlich die Position Italiens.

Denn die Italiener wollten die Stadt Rijeka an der Adria im heutigen Kroatien zurückerlangen. Dies war ihnen im Londoner Vertrag von 1915 zugesprochen worden. Für Wilson und die Vereinigten Staaten kam dies überhaupt nicht infrage, woraufhin die italienische Delegation mit Orlando und Sonnino die interalliierte Konferenz verließ. So lassen sich die alltäglichen Schwierigkeiten zusammenfassen, denen die Friedenskonferenz gegenüberstand. Dies ist ein Beweis dafür, dass die Alliierten im Krieg jeweils völlig andere Ziele verfolgten.

Die Ergebnisse

Welche Ergebnisse wurden bei der Konferenz erzielt, die mehrere Monate dauerte? Die Deutschen trafen im April 1919 ein, um die Ergebnisse zur Kenntnis zu nehmen, denn sie waren von den Verhandlungen ausgeschlossen worden, genau wie die Vertreter der anderen Verlierermächte auch. Ulrich von Brockdorff-Rantzau führte die deutsche Delegation an.

Zwei wichtige Ergebnisse wurden bei der Konferenz aber erzielt. Erstens, der Vertrag mit Deutschland, der berühmte Versailler Vertrag, auf den wir noch zurückkommen werden. Zweitens, vielleicht noch wichtiger, die Gründung des Völkerbundes auf Wunsch des amerikanischen Präsidenten Woodrow Wilson.

Werfen wir zunächst einen Blick auf den Völkerbund. Ziel der Organisation war es, auf friedliche Weise politische Differenzen beizulegen, die zwischen den Mitgliedern der Versammlung aufkommen könnten. Diese Versammlung tagte erstmalig am 28. April 1919 in Genf.

Ziel des Bundes war also, eine offene und keine versteckte Diplomatie auszuüben. Darauf legte Wilson großen Wert. Das Prinzip sollte international nachgeahmt werden und auch dazu führen, dass verschiedene Diplomaten zusammenarbeiten. Wie funktionierte das in der Praxis? Die Vertragsstaaten entsandten ihre Delegationen nach Genf. Zunächst wurden die ehemaligen Verliererstaaten des Krieges vom Völkerbund ausgeschlossen, ebenso wie die Sowjetunion. Der Bund wurde etappenweise um weitere Mitglieder erweitert, zuerst 1922, dann 1926 und 1934 wurde dann die Sowjetunion aufgenommen.

Natürlich gab es im Völkerbund das Problem der ungleichen Repräsentation. Zum Beispiel waren als einzige afrikanische Länder nur Liberia und Südafrika im Bund vertreten. Auch bei den asiatischen Mitgliedsstaaten lässt sich ein Ungleichgewicht erkennen. China und Japan waren vertreten, doch es gab eine verstärkte Repräsentation der Länder, die mit Großbritannien assoziiert waren. Sowohl Siam als auch Indien waren Mitglieder, ebenso wie auch andere Länder, die Großbritannien nahestanden. Die angelsächsische Welt war also in gewissem Maße überrepräsentiert.

Der Völkerbund wurde von einem Rat geleitet, dessen Aufgabe darin bestand, Probleme soweit wie möglich zu lösen und ihnen vorzubeugen. Heutzutage wird dem Völkerbund oft nachgesagt, dass er nichts bewegt hat. Das ist eine etwas einseitige Sicht. Der Völkerbund hat eindeutig eine Reihe von internationalen Konflikten erfolgreich beigelegt. Doch gegen die Absichten eines Diktators konnte er nicht viel ausrichten, weil er über keine militärische Eingreiftruppe verfügte.

Thème n°1 – Cours n°3 : Le traité de Versailles, 28 juin 1919

Par François Cochet

Professeur émérite des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

Qu'elles sont les principales dispositions du traité de Versailles qui marque un des grands points de la conférence de la paix en 1919 ?

Commençons peut-être par un symbole. Le fait que ce traité soit signé à Versailles n'est pas anodin puisque c'est à Versailles qu'avait été proclamé l'Empire allemand, le 18 janvier 1871 par Guillaume 1er et Bismarck. Donc, il s'agit bien entendu d'un retour sur l'Histoire et de remettre totalement en cause cet Empire allemand.

Deuxième symbole : les plénipotentiaires allemands qui vont signer ce traité, qui ne sont mis au courant des clauses du traité qu'au mois de mai 1919, vont devoir passer avant d'aller signer ce traité devant cinq gueules cassées françaises, cinq grands blessés de la face. Il ne s'agit pas de dénoncer la guerre, car nous ne sommes pas encore dans une ambiance pacifiste, mais il s'agit surtout de culpabiliser les Allemands lors de cette signature. Les Français veulent montrer, en quelque sorte, à travers ses visages ravagés de cinq anciens combattants français, les torts qu'ils ont commis à la communauté internationale.

Maintenant, quelles sont les principales dispositions de ce traité de Versailles ?

Il y a d'abord des dispositions territoriales. L'Allemagne perd l'Alsace-Moselle qu'elle avait annexée en 1870. Elle perd la Posnanie, un certain nombre de territoires et notamment ses colonies. Mais elle perd aussi le Schleswig-Holstein qu'elle avait acquise par la guerre contre le Danemark en 1864. Les pertes territoriales allemandes sont donc extrêmement importantes.

Deuxième grand point problématique de ce traité de Versailles : les Allemands signent un chèque en blanc, puisque ils savent qu'ils vont devoir, avec ce traité payer des réparations financières. Ils n'en connaissent pas encore la somme exacte, puisque le montant va faire l'objet d'intenses négociations entre alliés qui ne sont pas d'accord entre eux sur les sommes à demander à l'Allemagne. Les Allemands ne connaîtront finalement le montant des réparations qu'au mois de mai 1921, c'est à dire deux ans après la signature du traité de Versailles. Au fur et à mesure des négociations interalliées, les sommes d'argent vont monter considérablement. On va atteindre, sous la pression des Français et des Belges, 132 milliards de marks-or. C'est une somme absolument colossale qui est à payer sur 40 années, qui plus est, en dollars. C'est tout à fait intéressant puisque cela montre déjà le poids nouveau mais très puissant du dollar.

Autre point fondamental du traité de Versailles : il y a ce que l'on appelle les décrets infâmants : les « Schmach Paragraphen ». Plusieurs édits du traité de Versailles posent problème pour la suite de la vie internationale, notamment, les fameux articles 228 et 229. Ces articles 228 et 229 pointent du doigt la personne de l'ancien Empereur Guillaume II, puisque Guillaume II est accusé de trahison.

internationale, de non-respect des traités. Est pointé par là l'ordre qu'il a donné en 1914 de violation de la neutralité belge. En effet, l'Allemagne, avec l'Angleterre, s'étaient portés garants en 1839 de cette neutralité belge. Donc, effectivement, l'Allemagne a été parjure à sa parole, mais c'est une personne qui est accusée et non pas l'ensemble du fonctionnement de l'Etat allemand.

Et puis, l'article qui pose encore plus de problème, c'est le fameux article 231. D'entrée de jeu, celui-ci avait plutôt une coloration financière mais qui va rapidement prendre un tour plus moral. Cet article 231 dit en substance que l'Allemagne est la seule responsable de la guerre. Or les historiens qui ont travaillé cette question savent que l'entrée en guerre de 1914 est tout sauf simple et que l'Allemagne porte de lourdes responsabilités. De lourdes responsabilités, certes, mais n'est pas le seul État à en porter. Donc, le fait que l'Allemagne soit désignée comme seule responsable de la guerre va être effectivement perçu en Allemagne, et pas seulement par les franges de la droite nationale la plus extrême, comme une injustice et comme un diktat.

Il y a aussi les clauses militaires de ce traité de Versailles.

L'Allemagne doit, en gros, livrer toutes ses armes lourdes : 5 000 canons, 5 000 pièces d'artillerie lourde. Elle doit livrer 25 000 avions. Elle doit abandonner toute sa flotte de guerre qui va être emmenée en captivité à Scapa Flow, au nord de l'Ecosse. L'Allemagne, d'ailleurs, va faire un pied de nez gigantesque aux alliés, puisque cette flotte de guerre allemande va se s'aborder en rade de Scapa Flow en 1919.

Le grand état-major allemand est supprimé, le service militaire également. Il n'y a plus qu'une armée de 100 000 hommes destinée au maintien de l'ordre. C'est là aussi un clin d'œil à l'histoire, puisque 100 000 hommes, c'est ce que les Allemands avaient autorisé à la France en 1870.

Au bilan de ce traité de Versailles, il n'y a guère que la Belgique qui soit pleinement satisfaite des conditions de ce traité. Les autres Etats, les vainqueurs comme l'Allemagne, sont globalement déçus et ont des récriminations à faire contre les clauses de ce traité. Il est peut-être facile a posteriori de dire que ce traité était entaché d'un certain nombre de défauts pour l'avenir. Les diplomates ont fait ce qu'ils ont pu. Mais il est certain que l'intransigeance française à l'égard de l'Allemagne va jouer quand même beaucoup pour les années à venir.

Thema 1 – Unterricht 3 : Der Versailler Vertrag vom 28. Juni 1919

von François Cochet

Professor Emeritus für moderne Geschichte, Université de Lorraine

Was waren die Hauptbestimmungen des Versailler Vertrags, der ein Kernstück der Friedenskonferenz von 1919 darstellte?

Zunächst ist da der Symbolwert des Vertrags. Dass der Vertrag in Versailles unterzeichnet wurde, war kein Zufall, denn in Versailles wurde das 2. Deutsche Reich am 18. Januar 1871 von Wilhelm I. und Bismarck ausgerufen. Mit dieser Ortswahl spielte man natürlich auf die Vergangenheit an und stellte das Deutsche Reich von Grund auf infrage.

Zweiter Symbolwert: Die deutschen Bevollmächtigten, die den Vertrag unterzeichnen sollten und erst im Mai 1919 Einsicht in die Vertragsklauseln bekamen, mussten auf dem Weg zum Vertragsdokument an fünf vom Krieg schwer gezeichneten französischen Veteranen vorbeigehen. Es ging nicht darum, den Krieg anzuprangern, denn es herrschte noch keine allgemeine pazifistische Stimmung. Man wollte hier vor allem an das Schuldgefühl der Deutschen appellieren und ihnen anhand dieser stark im Gesicht deformierten Veteranen zeigen, welches Unrecht sie der Weltgemeinschaft angetan hatten.

Welche waren also die wichtigsten Bestimmungen des Versailler Vertrags?

Zunächst gab es territoriale Bestimmungen. Deutschland musste Elsass-Lothringen abtreten, das es 1870 annektiert hatte. Es verlor Posen und andere Reichsgebiete, insbesondere all seine Kolonien. Deutschland verlor auch Nordschleswig, das es 1864 im Deutsch-Dänischen Krieg eingenommen hatte. Deutschland verlor also einen großen Teil seines Staatsgebiets.

Der zweite problematische Punkt des Versailler Vertrags bestand darin, dass die Deutschen mit ihm einen Blankoscheck ausstellten. Denn sie wussten, dass sie Reparationen zu zahlen hatten, die ihnen im Vertrag auferlegt wurden. Die exakte Summe kannten sie jedoch noch nicht. Dies war Gegenstand intensiver Verhandlungen unter den Alliierten, die sich nicht untereinander einig waren, wie viel man Deutschland in Rechnung stellen sollte. Den Deutschen wurde die Summe der Reparationszahlungen schließlich erst im Mai 1921 bekannt, also zwei Jahre nach Vertragsunterzeichnung.

Im Laufe der interalliierten Verhandlungen stieg die Geldsumme beträchtlich an. Besonders unter dem Druck der Franzosen und Belgier wurde ein Gesamtbetrag von 132 Milliarden Goldmark ausgehandelt.

Diese gewaltige Geldsumme sollte innerhalb von 40 Jahren abbezahlt werden, und zwar in Dollar. Dieser interessante Punkt zeigt, dass dem Dollar eine neue aber einflussreiche Rolle zukam.

Ein weiterer wichtiger Aspekt des Versailler Vertrags war die darin enthaltenen sogenannten "Schmachparagrafen".

Mehrere im Vertragstext aufgenommene Bestimmungen stellten eine Bedrohung für das künftige internationale Zusammenleben dar. Hier sind die berühmten Artikel 228 und 229 hervorzuheben. Diese Artikel 228 und 229 waren ein direkter Fingerzeig auf den ehemaligen Kaiser Wilhelm II. Denn Wilhelm II. wurde internationaler Verrat und Vertragsbruch vorgeworfen. Hierbei ging es darum, dass er 1914 den Befehl gegeben hatte, die belgische Neutralität zu verletzen. Deutschland hatte sich 1839 mit Großbritannien dazu verpflichtet, als Garantiemächte die Neutralität Belgiens zu wahren. Deutschland hatte also sein Wort gebrochen, doch hier wurde eine Einzelperson beschuldigt, und nicht die Gesamtheit des deutschen Staats.

Der Artikel, der zudem für noch größere Probleme sorgte, war der berühmte Artikel 231 des Versailler Vertrags. Er schien zunächst eher finanzieller Natur zu sein, doch erwies sich dann schnell als moralische Klausel. Im Grunde besagte Artikel 231, dass Deutschland einzig und allein für den Krieg verantwortlich war. Historiker, die sich mit dieser Frage beschäftigt haben, wissen: Die Umstände des Kriegsbeginns von 1914 sind sehr komplex und Deutschland trug zweifellos in hohem Maße mit Schuld daran, doch war nicht der Alleinverantwortliche. Die Tatsache, dass Deutschland allein für den Krieg verantwortlich gemacht wurde, wurde von den Deutschen, und zwar nicht nur von rechtsextremen Randgruppen, als ungerechtfertigte Maßregelung empfunden.

Des Weiteren enthielt der Versailler Vertrag natürlich auch militärische Bestimmungen.

Deutschland musste alle schweren Waffen abgeben: 5.000 Kanonen, 5.000 schwere Geschützte, 25.000 Flugzeuge und seine gesamte Kriegsflotte, die in Scapa Flow im Norden Schottlands interniert wurde. Doch die Deutschen schlugen den Alliierten ein riesiges Schnippchen, indem sie ihre Kriegsflotte, die vor Scapa Flow vor Anker lag, 1919 selbst versenkten.

Der deutsche Generalstab sowie das deutsche Militär wurden aufgelöst. Es blieben noch 100.000 Soldaten zur Wahrung der inneren Sicherheit. Diese Zahl hatte geschichtliche Relevanz, da die Deutschen den Franzosen 1870 ebenfalls 100.000 Männer zugebilligt hatten.

Zieht man eine Gesamtbilanz, so ist Belgien der einzige Staat, der mit den Konditionen des Versailler Vertrags rundum zufrieden war. Die anderen Staaten, die Siegermächte ebenso wie Deutschland, waren insgesamt enttäuscht und beschwerten sich über die Vertragsklauseln. Rückblickend ist es vielleicht leicht zu sagen, dass der Vertrag gewisse Mängel hatte. Die Diplomaten haben ihr Möglichstes getan. Doch die französische Unnachgiebigkeit gegenüber Deutschland sollte künftig noch große Auswirkungen haben.

Thème n°1 – Cours n°4 : Les autres traités de paix

Par François Cochet

Professeur émérite des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine
et Julie d'Andurain

Professeur des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

Le traité de Saint-Germain-en-Laye, 10 septembre 1919

François Cochet – Dans la foulée de la conférence de la paix, le traité de Saint-Germain-en-Laye est signé le 10 septembre 1919. Il concerne l'Autriche seule et non pas l'Autriche-Hongrie, puisqu'il va y avoir un autre traité concernant la Hongrie.

Ce traité de Saint-Germain comporte des modalités territoriales. En gros, l'Autriche est réduite à une communauté de 6,5 millions d'habitants. Lorsque l'on voit aujourd'hui la taille de Vienne, qui est une capitale d'empire avant 1914, on voit combien elle est totalement disproportionnée par rapport à la taille de l'Autriche actuelle, État issu du traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919.

Les modalités territoriales de l'Autriche se marquent par des pertes extrêmement importantes de territoires. La Galicie passe à la Pologne, nouvellement créée. La Bohême-Moravie revient à la Tchécoslovaquie, également nouvellement créée. Le Tyrol du Sud, ce que l'on appelle le Haut-Adige, revient à l'Italie. La Styrie-Carinthie, quant à elle, est intégrée à la Yougoslavie, nouvellement créée également.

D'autre part, par le traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, l'Autriche se voit interdite de procéder à tout Anschluss, c'est-à-dire à tout rapprochement, à toute fusion avec l'Allemagne.

Ces différentes modalités posent énormément de problèmes et de questions. Elles interrogent aussi sur les attitudes des diplomates de 1919, parce qu'il faut se souvenir qu'en octobre 1918, les populations autrichiennes avaient demandé leur rattachement à l'Allemagne. En termes de principes des nationalités chers à Woodrow Wilson, on est dans deux poids - deux mesures, puisqu'on a ici des territoires nombreux, la Galicie, la Bohême, etc., qui sont de culture et de langue germaniques, qui passent à des entités qui ne sont pas de culture allemande.

Ce traité de Saint-Germain est donc perçu en Autriche comme un Diktat, comme un démantèlement, bien sûr, mais plus encore comme un Diktat. Il faut y ajouter aussi des clauses militaires puisque l'Autriche se voit interdite de mettre en place tout service militaire.

Voilà résumées les grandes dimensions de ce traité de Saint-Germain.

Le traité de Neuilly, 27 novembre 1919

Le traité de Neuilly est signé le 27 novembre 1919 avec la Bulgarie, un des États associés à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie pendant la Grande Guerre. Les clauses sont essentiellement des clauses territoriales. La Bulgarie perd la Dobroudja qui passe désormais à la Roumanie. Puis elle perd une partie de la Macédoine qui revient à la Yougoslavie, un des États nouvellement créés après la Grande Guerre. Elle perd aussi une partie de la Thrace occidentale qui revient à la Grèce. Cette perte d'une partie de la Thrace occidentale est assez grave pour la Bulgarie, puisqu'elle perd désormais tout accès à la mer.

Et puis, il y a des clauses militaires et des clauses financières décidées par ce traité de Neuilly. D'abord, l'armée bulgare est réduite à sa plus simple expression : 20 000 hommes. En outre, la Bulgarie s'engage à payer des réparations pour les dégâts qu'elle a causés auprès des pays alliés.

Le traité de Trianon, 4 juin 1920

Le dernier traité engageant les puissances européennes est le traité de Trianon, qui est signé le 4 juin 1920 avec la Hongrie. Comme indiqué précédemment, on a séparé le traitement de l'Autriche de celui de la Hongrie. Il faut dire que, dès avant la fin de la Grande Guerre, les Hongrois avaient demandé leur séparation de la double monarchie austro-hongroise. La séparation avec l'Autriche est donc entérinée totalement. Et comme d'habitude dans ces traités de paix de 1919-1920, les modalités, essentiellement territoriales, viennent créer une toute nouvelle carte de l'Europe.

Dans ce cas du traité du Trianon, la Hongrie se voit privée d'un certain nombre de territoires. La Croatie passe à la Yougoslavie nouvellement créée. La Transylvanie devient roumaine, la Ruthénie-Slovaquie tchécoslovaque, la Tchécoslovaquie, un État nouvellement créé avec la fin de la guerre.

Cela pose un certain nombre de questions très concrètes sur le principe des nationalités. 3,5 millions de Magyars parlant Hongrois se retrouvent désormais sous la houlette des Roumains et vont devoir apprendre une autre langue administrative.

Donc, on constate bien que le principe des nationalités cher à Wilson est quelque peu violé ou en tout cas pas adopté. On comprend effectivement pourquoi cela pose un certain nombre de questions, de problèmes dans les années 1920-1930, dans tous ces pays d'Europe centrale.

Le traité de Sèvres, 10 août 1920

Julie d'Andurain – Le traité de Sèvres a été signé le 10 août 1920. C'est un traité qui est très connu parmi les traités de la fin de la Première Guerre mondiale. Il est intéressant et célèbre parce qu'en réalité, il n'a pas été ratifié et a donné lieu à une révolte.

Ce traité reprenait les accords Sykes-Picot qui avaient été signés pendant la Première Guerre mondiale, en 1916. Ils partageaient le Moyen-Orient en deux grandes zones d'influence, anglaise et française, et avaient été confirmés par les accords de San Remo, en avril 1920.

Ce traité de Sèvres, lorsqu'il est signé en août 1920, entraîne une révolte en Turquie. Cette révolte va donner naissance à une armée kémaliste qui va reprendre la guerre, qui va lutter contre les Français, les Anglais et les Grecs, afin de récupérer une partie du territoire.

Quels sont les territoires concernés ?

D'une part à l'Est, on a la Grande Arménie qui veut un territoire indépendant ; le Kurdistan qui veut aussi son indépendance ; au Sud, la Syrie et l'Irak qui empiètent sur le plateau anatolien ; à l'Ouest enfin, le territoire de Smyrne qui est destiné à être donné aux Grecs.

C'est le personnage de Mustafa Kemal qui va lancer la révolte et qui va la mener sans discontinuer pendant trois ans. Au bout de ces trois années, les négociations reprennent, dès la fin de 1920. L'ensemble aboutit à un nouveau traité qui est le traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923.

Ce traité de Lausanne permet à Mustafa Kemal (« Atatürk ») de devenir un chef d'État important et indépendant. Mais surtout sur un plan territorial, il entérine le fait que le Kurdistan indépendant ne verra pas le jour, que la Grande Arménie qui était prévue ne verra pas le jour non plus, que les détroits restent sous souveraineté turque mais sont démilitarisés et qu'un certain nombre de populations qui posaient problème aux Turcs, notamment les Grecs, sont déplacés.

Donc, ce traité de Sèvres est un traité important par cette histoire assez particulière. Il n'est pas un traité qui amène la fin de la guerre, mais un traité qui, paradoxalement, relance la guerre pendant trois ans.

Thema 1 – Unterricht 4 : Andere Friedensverträge

von François Cochet

Professor Emeritus für moderne Geschichte, Université de Lorraine
und Julie d'Andurain

Professorin für moderne Geschichte, Université de Lorraine

Der Vertrag von Saint-Germain-en-Laye, 10. September 1919

François Cochet - Nach der Friedenskonferenz wurde der Vertrag von Saint-Germain am 10. September 1919 unterzeichnet. Er betraf Österreich und nicht das Gefüge Österreich-Ungarn, da es für Ungarn einen separaten Vertrag gab.

Der Vertrag von Saint-Germain beinhaltete mehrere territoriale Bestimmungen. Österreich wurde auf einen Reststaat von 6,5 Mio. Einwohnern verkleinert. Sieht man sich heute die Stadt Wien an, die bis 1914 Reichshauptstadt war, wirkt sie unverhältnismäßig groß im Vergleich zum heutigen Österreich, das aus dem Vertrag von Saint-Germain vom 10. September 1919 hervorging.

Die territorialen Bestimmungen waren für Österreich mit enormen Gebietsverlusten verbunden. Galizien fiel an das neu gegründete Polen. Böhmen und Mähren gingen an die ebenfalls neu gegründete Tschechoslowakei. Die Provinz Südtirol ging an Italien zurück. Und Teile der Steiermark und Kärntens gingen an das auch neu gegründete Jugoslawien.

Des Weiteren wurde Österreich mit dem Saint-Germain-Vertrag von 1919 ein Anschlussverbot auferlegt, das ihm jede Art der Annäherung an Deutschland untersagte.

Diese Bestimmungen warfen viele Probleme und Fragen auf, auch bezüglich der Haltung der Diplomaten im Jahre 1919. Man muss bedenken, dass die österreichische Bevölkerung gerade im Oktober 1918 einen Zusammenschluss mit Deutschland gefordert hatte.

Hinsichtlich des von Woodrow Wilson vorangetriebenen Nationalitätenprinzips wurde hier mit zweierlei Maß gemessen. Es waren zahlreiche Gebiete wie Galizien oder Böhmen im Spiel, die die deutsche Sprache und Kultur pflegten, aber nun zu nicht-deutschen Einheiten wurden. Der Saint-Germain-Vertrag wurde daher in Österreich natürlich als Zerschlagung des Staats, vor allem aber als Diktat empfunden. Der Vertrag enthielt auch militärische Bestimmungen und die allgemeine Wehrpflicht wurde in Österreich verboten.

Dies sind die wichtigsten Aspekte des Vertrags von Saint-Germain.

Der Vertrag von Neuilly, 27. November 1919

Der Vertrag von Neuilly wurde am 27. November 1919 mit Bulgarien geschlossen, einem Verbündeten Deutschlands und Österreich-Ungarns im 1. Weltkrieg. Er enthielt vor allem territoriale Bestimmungen. Bulgarien musste Dobrudscha an Rumänien abtreten. Es verlor auch einen Teil Mazedoniens an Jugoslawien, eines der Länder, die nach dem 1. Weltkrieg neu gegründet wurden. Zudem musste Bulgarien einen Teil Westthakiens an Griechenland abtreten. Dies war ein ziemlich schwerer Verlust für Bulgarien, weil es ohne dieses Gebiet den Zugang zum Meer verlor.

Der Vertrag enthielt auch militärische und finanzielle Bestimmungen. Die bulgarische Armee wurde auf ein Minimum von 20.000 Männern reduziert. Bulgarien verpflichtete sich zusätzlich, Reparationen für die Schäden zahlen, die es in den alliierten Ländern verursacht hatte.

Der Vertrag von Trianon, 4. Juni 1920

Der letzte Vertrag zwischen den europäischen Mächten war der Vertrag von Trianon, der am 4. Juni 1920 mit Ungarn geschlossen wurde. Wir haben hier bewusst die Abkommen mit Österreich und mit Ungarn voneinander getrennt. Bereits vor Ende des 1. Weltkriegs forderten die Ungarn die Abspaltung von der Doppelmonarchie Österreich-Ungarn. Die Trennung von Österreich stieß hier also auf breite Zustimmung. Bei den 1919 und 1920 geschlossenen Friedensverträgen sorgten wie gewohnt die territorialen Bestimmungen dafür, dass die europäische Landkarte völlig neu gezeichnet wurde.

Im Zuge des Vertrags von Trianon musste Ungarn einige Gebietsverluste hinnehmen. Kroatien fiel an das neu gegründete Jugoslawien. Transsilvanien fiel an Rumänien und die Karpatenukraine und Slowenien fielen an die Tschechoslowakei, ebenfalls ein bei Kriegsende neu gegründeter Staat.

Dies warf einige Fragen in Bezug auf das Nationalitätenprinzip auf. 3,5 Millionen Magyaren, die Ungarisch sprachen, befanden sich nun unter rumänischer Herrschaft und mussten eine andere Amtssprache lernen.

Wilson's Nationalitätenprinzip wurde hiermit in gewisser Weise verletzt bzw. mit zweierlei Maß gemessen. Verständlicherweise warf dies in den 20er- und 30er-Jahren in ganz Mitteleuropa eine Reihe von Fragen und Problemen auf.

Der Vertrag von Sèvres, 10. August 1920

Julie d'Andurain - Der Vertrag von Sèvres vom 10. August 1920 ist einer der bekanntesten Friedensverträge der Nachkriegszeit. Das Interessante an diesem Vertrag ist, dass er nie ratifiziert wurde und einen Aufstand herbeiführte.

Der Vertrag griff das Sykes-Picot-Abkommen auf, das 1916, während des 1. Weltkriegs, getroffen wurde. Jenes Abkommen sah vor, den Nahen Osten in eine britische und eine französische Zone zu teilen, und wurde durch das San-Remo-Abkommen im April 1920 bestätigt.

Die Unterzeichnung des Vertrags von Sèvres führte zum Aufstand in der Türkei. Aus diesem Aufstand ging eine Kalifatsarmee hervor, die gegen die Franzosen, Briten und Griechen in den Krieg zog, um Teile der türkischen Gebiete zurückzugewinnen.

Um welche Gebiete ging es hier?

Im Osten forderte Armenien ein unabhängiges Gebiet, ebenso wie Kurdistan. Im Süden drangen Syrien und Irak in die anatolische Hochebene vor. Im Westen war die Region um Izmir Griechenland zugesprochen worden.

Mustafa Kemal lancierte den Aufstand und führte ihn drei Jahre lang an. Im Laufe dieser drei Jahre, bereits ab Ende 1920, wurden die Verhandlungen erneut aufgenommen. Diese führten zu einem neuen Abkommen, dem Vertrag von Lausanne, der am 24. Juli 1923 geschlossen wurde.

Der Vertrag von Lausanne ermöglichte es Mustafa Kemal Atatürk, zum unabhängigen Staatschef aufzusteigen. Hinsichtlich der Gebietsfragen jedoch legte er fest, dass es weder ein unabhängiges Kurdistan noch den vorgesehenen Staat Armenien geben würde, dass die Meerengen unter türkischer Souveränität bleiben aber entmilitarisiert werden und dass für die Türken problematische Bevölkerungsgruppen, insbesondere die Griechen, vertrieben werden sollten.

Der Vertrag von Sèvres ist in Hinblick auf seine besondere Geschichte ein wichtiges Abkommen. Doch statt das Ende des Kriegs herbeizuführen entfachte er über drei Jahre hinweg paradoxerweise einen erneuten Krieg.

Thème n°1 - Cours n°5 : Tensions diplomatiques et apaisement dans l'Europe des années 1920 - Partie 1/2

Par Nicolas Czubak

Enseignant d'Histoire-Géographie

Membre du service éducatif de l'EPCC Mémorial de Verdun - Champ de bataille

Les relations internationales concernant l'Europe dans les années 1920 sont marquées par deux périodes bien distinctes : une période marquée par des crises et des difficultés de 1919 à 1924 et une période d'apaisement de 1925 à 1929.

Les traités de paix ont été signés en 1919-1920. Il restait maintenant à les faire appliquer. Mais désormais les relations internationales doivent composer avec la Société des Nations, la SDN. Cette dernière avait été créée par la volonté du président américain Wilson, avec la signature du traité de Versailles de juin 1919.

La SDN souhaite insuffler une nouvelle philosophie dans les relations internationales. Finie, la diplomatie secrète ! Il faut désormais instaurer une transparence dans les relations internationales. C'est par des négociations collectives et par la reconnaissance de l'égalité des droits entre les peuples qu'il faut arriver à obtenir des arbitrages afin d'éviter tout nouveau conflit.

Cependant la SDN, dès le départ, va être confrontée à deux difficultés majeures. La première, c'est qu'elle ne dispose pas de forces coercitives. Il n'y a pas d'armée de la SDN pour faire appliquer la paix dans le monde. La deuxième c'est qu'en mars 1920, le sénat américain va refuser de ratifier le traité de Versailles. Pourquoi ? Le sénat, à majorité républicaine, veut recentrer les affaires des Etats-Unis sur le continent américain. Il ne veut pas trop lier le destin des États-Unis avec les affaires européennes. D'autre part, les sénateurs républicains reprochent au président Wilson de ne pas vouloir amender le projet, ce qui va déboucher sur une opposition claire : les Etats-Unis rejettent le traité de Versailles.

Les tensions entre la France et l'Allemagne

Le refus de la ratification du traité de Versailles par les Etats-Unis va avoir une conséquence directe sur les relations internationales en Europe. En effet, lorsqu'en France on apprend que le traité de Versailles n'a pas été ratifié par les Etats-Unis, cela est perçu comme une remise en cause de la sécurité collective garantie par les Anglo-Saxons vis-à-vis de l'Allemagne. De fait, la France va nouer de nouvelles alliances militaires avec d'autres pays, en cas de nouvelle guerre avec l'Allemagne : en 1920 avec la Belgique, en 1921 avec la Pologne et en 1924 avec la Tchécoslovaquie.

Mais, pour les Français, le meilleur moyen de garantir la sécurité du pays, c'est de faire en sorte que l'Allemagne soit à genoux en faisant appliquer strictement les clauses du traité de Versailles et notamment en faisant en sorte que l'Allemagne paye les réparations de guerre, comme il est prévu par l'article 231 du traité.

Le traité de Versailles parlait de réparations de guerre. C'est en juillet 1920, lors de la conférence de Spa, que va être fixée la répartition de ces réparations de guerre. On n'a pas encore le montant, mais il est prévu que la France touche plus de la moitié des réparations de guerre qui seront versées par l'Allemagne. C'est lors du Printemps suivant, en 1921, que ces réparations sont fixées à 132 milliards de marks-or.

Si les Français souhaitent mettre à genoux l'Allemagne, ce n'est pas du tout le cas du Royaume-Uni et des États-Unis. Ils considèrent que le pays n'est plus un danger du fait de son désarmement avec le traité de Versailles. Au contraire, ils souhaitent ménager l'Allemagne parce que ce pays peut être un partenaire économique majeur vers lequel peuvent converger les investissements, notamment industriels. Les Anglo-Saxons souhaitent donc ne pas mettre à genoux l'Allemagne. Au contraire, ils sont très inquiets de voir s'affirmer une hégémonie française sur le continent.

En effet, les Français se retrouvent dans une situation économique favorable. Avec le retour de l'Alsace et de la Moselle, ils récupèrent un potentiel industriel important. Ils peuvent exploiter, pour leurs besoins, les charbonnages de la Sarre, territoire placé sous mandat de la SDN jusqu'en 1935. Désormais, il n'y a plus d'obstacle à la pénétration du marché allemand des produits français.

Les Anglo-Saxons craignent cette hégémonie économique. Mais ils craignent également une hégémonie militaire. En effet, lors de la conférence de paix, Clemenceau n'avait pas obtenu des alliés une présence interalliée en Rhénanie pour prévenir toute nouvelle invasion de la part de l'Allemagne. Par contre, l'ancien président du conseil avait obtenu la démilitarisation de la Rhénanie et la présence de troupes françaises sur trois têtes de pont sur le fleuve du Rhin, ces trois têtes de pont étant Coblenze, Cologne et Mayence. C'est en profitant de cette situation favorable que les Français ont fait un véritable coup de force en 1923, qui va relancer vivement les tensions en Europe.

En effet, en janvier 1923, le président du conseil Raymond Poincaré, l'ancien président de la République pendant la Première Guerre mondiale, va décider de faire entrer les troupes françaises dans la Ruhr. Pourquoi cette décision ? Elle s'explique par trois raisons.

La première c'est qu'en 1922, les Français ont été très inquiets de voir que les Allemands étaient en train de rompre leur isolement diplomatique. En effet, les Allemands s'étaient rapprochés de l'URSS par le traité de Rapallo qui prévoyait un rapprochement économique entre les deux pays. Deuxième élément : nous sommes à l'été 1922 et les Américains ainsi que les Britanniques demandent à ce que la France rembourse les dettes contractées envers eux pendant la guerre. Enfin, et c'est le troisième élément qui va déclencher véritablement l'intervention, c'est que le gouvernement allemand, pendant cet été 1922, se dit être incapable de payer les réparations de guerre et demande un moratoire de six mois. Pour les Français, ce n'est pas compliqué : si les Allemands ne peuvent pas payer, il faudra se payer en nature en saisissant la production minière de la Ruhr.

En Janvier 1923, les troupes françaises pénètrent dans cette région allemande. Tout de suite se met en place une résistance passive de la part des Allemands. Un mouvement de grève généralisée va très rapidement toucher plus de deux millions d'ouvriers. Il va y avoir des heurts entre troupes françaises et grévistes, notamment dans les usines Krupp à la fin mai 1923. Il y aura des victimes. Les Français vont faire passer en conseil de guerre un ouvrier allemand qui avait sabordé un train militaire français. Cet ouvrier sera fusillé. Cette résistance passive des Allemands est financée par leur propre gouvernement.

Poincaré a entraîné l'expulsion de 150 000 Allemands et a fait venir des ouvriers et des mineurs français et belges pour remplacer les grévistes. Finalement, cette situation difficile va durer jusqu'en septembre 1923 lorsque le gouvernement allemand va décider de l'arrêt de cette résistance passive. Pourquoi ?

Le gouvernement, dirigé par Gustav Stresemann, est confronté à une crise économique majeure. En effet, le pays est touché par une hyperinflation. Imaginez-vous, en novembre 1923, 1 dollar s'échange contre 2500 milliards de marks ! Face à cette situation économique dramatique, les Allemands abandonnent la résistance passive.

Du côté français, Raymond Poincaré va, finalement, assouplir les conditions d'occupation de la Ruhr lorsqu'il va voir que cette résistance passive s'est interrompue. Poincaré est soucieux tout de même de la légalité. Il sait très bien ce que sont en train de faire les Français : c'est une violation du droit international. C'est un coup de force. En outre, la France n'a aucun intérêt à ce que l'Allemagne soit mise à genoux économiquement parlant, puisque, après tout, la France était là pour que les Allemands payent les réparations. Enfin, les Français sont eux aussi confrontés à des difficultés financières, ce qui les force à se tourner vers les banques anglo-saxonnes pour demander de l'argent, notamment vers la banque Morgan.

Par ce biais, les Anglo-Saxons, qui voient d'un très mauvais œil cette occupation française de la Ruhr, vont faire pression sur les Français pour les inciter à évacuer la Ruhr. En 1924 sera adopté le plan Dawes, ce plan prévoit un rééchelonnement du paiement des réparations de guerre de l'Allemagne. L'adoption de ce plan permet de faire diminuer d'un cran les tensions. En 1925, les Français vont se retirer totalement de la Ruhr.

Echecs et succès de la Société des Nations

Cette occupation de la Ruhr par les troupes françaises marque une des limites fortes de la SDN. En effet, lorsqu'une puissance majeure refuse de recourir à l'arbitrage, la SDN est impuissante à faire appliquer le droit international.

Dans la première moitié des années 1920, la SDN va connaître d'autres échecs. En effet, en 1923, elle ne va pas pouvoir empêcher l'annexion du territoire de Memel en Prusse-Orientale, habité par des Allemands, annexion effectuée par la Lituanie. Un an plus tard, elle sera également impuissante à empêcher l'annexion du territoire de Fiume, une ville portuaire de l'Adriatique, annexion effectuée par l'Italie fasciste de Benito Mussolini.

Mais, on a tendance à ne retenir que les échecs de la SDN. Or, elle connaît quand même déjà des succès dans la première moitié des années 1920. En 1921, elle va trancher dans le litige qui oppose la Yougoslavie et l'Albanie sur le tracé des frontières entre les deux pays. En 1922, elle va arbitrer le partage de la Haute-Silésie, territoire à cheval entre l'Allemagne et la Pologne, arbitrage qui va être accepté par les gouvernements polonais et allemand. Mais c'est surtout dans la deuxième moitié des années 1920, avec un apaisement marqué dans les relations internationales, que la SDN va pouvoir pleinement jouer son rôle.

Thema 1 – Unterricht 5 : Diplomatische Konflikte und Entspannung im Europa der 20er-Jahre, Teil 1/2

von Nicolas Czubak

Dozent für Geschichte und Geografie, Bildungsabteilung an der öffentlichen Einrichtung für kulturelle Zusammenarbeit (EPCC) Mémorial de Verdun - Champ de bataille

Die 20er-Jahre waren klar zweigeteilt: Auf die schwierigen Krisenjahre von 1919 bis 1924 folgte von 1925 bis 1929 eine Phase der Entspannung.

Jetzt galt es, die Friedensverträge von 1919 und 1920 umzusetzen. In den internationalen Beziehungen trat der Völkerbund auf den Plan. Dieser war auf Initiative von US-Präsident Wilson im Rahmen des Versailler Vertrags im Juni 1919 gegründet worden.

Der Völkerbund verfolgte das Ziel, die Geheimdiplomatie abzuschaffen und die internationalen Beziehungen transparent zu gestalten. Durch Verhandlungen und das Anerkennen der Gleichberechtigung der Völker sollten Einigungen erzielt und neue Konflikte vermieden werden.

Doch von Beginn an traten sich Schwierigkeiten auf. Der Völkerbund besaß keine Zwangsgewalt, keine Armee, um in der Welt für Frieden zu sorgen. Zudem wurde der Versailler Vertrag im März 1920 vom US-Senat abgelehnt. Der mehrheitlich republikanische Senat wollte das eigene Land erneut ins Zentrum rücken und die USA aus dem Geschehen in Europa heraushalten. Die Republikaner kritisierten Wilson, der an dem Entwurf festhielt. Dies führte dazu, dass die USA den Versailler Vertrag ablehnten.

Die Spannungen zwischen Frankreich und Deutschland

Die Ablehnung des Versailler Vertrags zeigte in Europa direkte Folgen. In Frankreich wurde die Nachricht der Vertragsablehnung durch die USA als Gefährdung des Garantieabkommens mit den USA und Großbritannien gegenüber Deutschland gesehen. Frankreich schmiedete neue Militärbündnisse für den Fall eines weiteren Kriegs gegen Deutschland: 1920 mit Belgien, 1921 mit Polen, 1924 mit der Tschechoslowakei. Doch die beste Sicherheitsmaßnahme sahen die Franzosen darin, Deutschland mit dem Versailler Vertrag in die Knie zu zwingen und dafür zu sorgen, dass Deutschland seine Reparationspflicht gemäß Artikel 231 des Vertrags erfüllte.

Diese Reparationen waren im Vertrag vorgesehen. Bei der Konferenz von Spa im Juli 1920 wurde die Aufteilung der Zahlungen festgelegt. Frankreich sollte über die Hälfte der deutschen Reparationen erhalten. Im darauffolgenden Frühjahr 1921 wurde die Höhe der Reparationen auf 132 Milliarden Goldmark festgelegt.

Anders als Frankreich wollten Großbritannien und die USA Deutschland nicht in die Knie zwingen. Nach der Entwaffnung sahen sie in Deutschland keine Gefahr mehr. Für sie war das Land vielmehr ein potenzieller Wirtschaftspartner, der der Industrie Investitionen ermöglichte.

Die Briten und Amerikaner befürchteten jedoch eine Vorherrschaft Frankreichs auf dem europäischen Kontinent.

Die wirtschaftliche Situation der Franzosen war günstig. Mit Elsass und Moselle gewannen sie wichtiges Industriepotenzial zurück. Zudem betrieben sie die Kohlegruben des Saargebiets, das bis 1935 dem Völkerbund unterstand. Französische Produkte kamen nun ungehindert auf den deutschen Markt.

Briten und Amerikaner fürchteten diese wirtschaftliche und militärische Vormacht. Bei der Friedenskonferenz war es Clémenceau zwar nicht gelungen, eine interalliierte Präsenz im Rheinland durchzusetzen. Er hatte es aber geschafft, das Rheinland zu entmilitarisieren und französische Truppen an drei Brückenköpfen zu platzieren, die sich in Koblenz, Köln und Mainz befanden. Unter Ausnutzung dieser günstigen Situation unternahm Frankreich 1923 einen Gewaltstreik, der die Spannungen in Europa verschärfte.

So beschloss im Januar 1923 Ministerpräsident Raymond Poincaré, der ehemalige Staatspräsident, französische Truppen ins Ruhrgebiet zu schicken, und zwar aus drei Gründen. 1922 hatte Frankreich mit großer Sorge bemerkt, dass Deutschland seine diplomatische Isolation durchbrach. Mit dem Vertrag von Rapallo nahm Deutschland wirtschaftliche Verbindungen mit der UdSSR auf.

Zweitens forderten im Sommer 1922 die Amerikaner und Briten von den Franzosen deren Schulden aus dem Krieg zurück.

Der dritte Auslöser für die Intervention war, dass die deutsche Reichsregierung 1922 erklärte, keine Reparationen leisten zu können, und sechs Monate Aufschub verlangte. Für die Franzosen war es klar: Wenn die Deutschen nicht zahlten, würden sie die Bergbauproduktion des Ruhrgebiets übernehmen.

Im Januar 1923 zogen die Franzosen ins Ruhrgebiet ein, worauf die Deutschen mit passivem Widerstand reagierten. Rasch kam es zu einem Generalstreik, der über 2 Millionen Arbeiter traf, sowie zu Auseinandersetzungen zwischen französischen Truppen und Streikenden, vor allem Ende Mai 1923 bei den Krupp-Werken. Ein Deutscher wurde wegen Sabotage gegen den Zugverkehr von den Franzosen erschossen. Finanziert wurde der passive Widerstand von der Reichsregierung. Es war eine schwierige Situation: Poincaré hatte die Ausweisung von 150.000 Deutschen veranlasst und sie durch französische und belgische Arbeiter ersetzt. Diese Situation dauerte bis September 1923 an, als die Reichsregierung den Widerstand beendete. Gustav Stresemanns Regierung steckte in einer tiefen Wirtschaftskrise. In Deutschland herrschte eine Hyperinflation. Im November 1923 entsprach 1 US-Dollar umgerechnet 2.500 Milliarden Mark. Aufgrund dieser dramatischen Lage beendete Deutschland den Widerstand.

Auf französischer Seite wechselte Poincaré in der Ruhrbesetzung zu milderem Mitteln, als der passive Widerstand aufgegeben wurde. Zunächst war Poincaré auf Rechtmäßigkeit bedacht. Ihm war sehr wohl bewusst, dass das Handeln Frankreichs eine Völkerrechtsverletzung und einen Gewaltstreik darstellte. Zudem hatte Frankreich kein Interesse an einem geschwächten Deutschland, von dem es schließlich Reparationen erwartete.

Drittens hatte Frankreich eigene finanzielle Probleme und bat britische und amerikanische Banken um Geld, vor allem die Morgan Bank. Großbritannien und die USA, die die Ruhrbesetzung ablehnten, konnten die Franzosen so dazu drängen, aus dem Ruhrgebiet abzuziehen.

1924 wurde der Dawes-Plan verabschiedet, der eine Umschuldung der deutschen Reparationsleistungen vorsah. Die Verabschiedung dieses Gesetzes lockerte die Spannungen, bis Frankreich 1925 das Ruhrgebiet endgültig verließ.

Erfolge und Misserfolge des Völkerbunds

Die Ruhrbesetzung zeigte die Grenzen des Völkerbunds auf. Wurde eine schiedsgerichtliche Lösung abgelehnt, konnte er das Völkerrecht nicht durchsetzen.

Zu Beginn der 20er-Jahre musste der Völkerbund weitere Misserfolge einstecken. 1923 konnte er nicht verhindern, dass das von Deutschen besiedelte ostpreußische Memelland von Litauen annektiert wurde. Im Jahr darauf gelang es ihm nicht, die Annexion der Hafenstadt Rijeka an der Adria durch das faschistische Italien Mussolinis zu unterbinden.

Doch der Völkerbund konnte zu Beginn der 20er-Jahre auch Erfolge verbuchen. 1921 schlichtete er Grenzstreitigkeiten zwischen Albanien und Jugoslawien. 1922 regelte er die Aufteilung des Grenzgebiets Oberschlesien zwischen Deutschland und Polen, die von beiden Regierungen akzeptiert wurde. Doch vor allem in der entspannteren zweiten Hälfte der 20er-Jahre konnte sich der Völkerbund entfalten.

Thème n°1 – Cours n°5 : Tensions diplomatiques et apaisement dans l'Europe des années 1920. Partie 2/2

Par Nicolas Czubak

Enseignant d'Histoire-Géographie

Membre du service éducatif de l'EPCC Mémorial de Verdun - Champ de bataille

Dans la deuxième moitié des années 1920, on va connaître un apaisement très marqué, très net, dans les relations internationales en Europe. En effet, la situation politique des États se stabilise. Les idées démocratiques prospèrent. La croissance économique est de retour, notamment en Allemagne, ce qui permet d'améliorer les conditions sociales. En fait, on pourrait dire que l'après-guerre commence véritablement en 1925.

Dans cette deuxième partie des années 1920, on va assister à un mouvement très important, celui d'un rapprochement franco-allemand. Ce rapprochement est le fruit de la politique de deux hommes politiques, l'un français, l'autre allemand. D'un côté, on a le ministre français des Affaires étrangères Aristide Briand et de l'autre son homologue allemand Gustav Stresemann.

Quelles sont les motivations de l'un et de l'autre ?

Pour Aristide Briand, il s'agit de se réconcilier avec l'Allemagne, quitte à revenir sur certaines clauses du traité de Versailles, ce qui lui vaut d'ailleurs la critique d'une partie de la classe politique française, notamment de droite. Pourquoi cette réconciliation est-elle voulue ? C'est parce que Briand sait très bien que le pays est sorti à genoux, démographiquement et économiquement, de la Première Guerre mondiale. Il constate en outre que l'Allemagne est en train de rompre son isolement diplomatique et qu'elle bénéficie d'une grande bienveillance de la part des Anglo-Saxons. Briand, à côté de cette politique de rapprochement, souhaite amorcer une logique de désarmement en Europe.

De son côté, Gustav Stresemann, souhaite que son pays retrouve la place qu'il a perdue avec la guerre. Il sait qu'il ne peut pas le faire par la force, parce que le traité de Versailles a réduit à néant la puissance militaire de l'Allemagne. Donc, c'est par la diplomatie, par la négociation qu'il souhaite essayer de faire en sorte que son pays regagne la position qu'il a perdue. Il veut donc se rapprocher de la France pour pouvoir revenir sur certaines clauses du traité de Versailles, notamment celles qui traitent du tracé des frontières à l'Est du pays.

L'espoir d'une paix universelle

Un événement va marquer cet apaisement en Europe et ce rapprochement entre Français et Allemands. Ce sont les accords de Locarno qui vont être signés le 16 octobre 1925. Dans cette ville de Suisse se sont réunis Briand, représentant de la France, Stresemann, représentant de l'Allemagne, mais également le Britannique Austen Chamberlain, l'Italien Benito Mussolini et également le Belge Emile Vandervelde.

Ces personnages vont signer des accords qui garantissent le tracé des frontières en Europe de l'Ouest (le tracé des frontières entre la France, le Luxembourg, la Belgique et l'Allemagne). De fait, par cette signature, l'Allemagne renonce à l'Alsace et à la Moselle et il s'agit évidemment d'un élément d'apaisement entre Français et Allemands. Par contre, Stresemann ne s'engage aucunement sur le tracé des frontières à l'Est de son pays. Mais il n'empêche que ces accords de Locarno montrent clairement qu'il n'y a plus de contentieux territorial entre Français et Allemands.

L'année suivante, à la demande de la France, l'Allemagne intègre la SDN. C'est un moment très fort parce qu'on a ces deux anciennes puissances ennemies qui sont désormais réunies côte à côte dans une instance internationale qui a pour but de promouvoir des arbitrages internationaux, d'empêcher de nouveaux conflits. D'ailleurs, la même année, on va attribuer conjointement à Briand et à Stresemann, le Prix Nobel de la Paix.

Mais c'est encore une autre manifestation qui va marquer cette politique d'apaisement, cette volonté de ne plus recourir à la guerre : c'est la signature du pacte Briand-Kellogg, à Paris, le 27 août 1928. En effet, ce jour-là, quinze pays vont signer des accords dans lesquels ils refusent de recourir à la guerre en cas de nouvelles tensions internationales. Ils veulent recourir à l'arbitrage de la SDN. Avec cette manifestation, on a vraiment l'expression de l'apogée de cet apaisement. Ce pacte avait été voulu par Aristide Briand pour rapprocher les États-Unis de cette logique d'apaisement que l'on était en train de connaître en Europe à ce moment.

En 1929, toujours dans le sens de l'apaisement, un nouveau plan est adopté quant aux réparations de guerre allemandes : le plan Young. Celui-ci prévoit une réduction des réparations de guerre et leur versement en trente-six annuités. En 1930, les dernières troupes françaises qui étaient encore présentes en Allemagne se replient en France.

La fin de l'apaisement

La crise économique qui va commencer en octobre 1929 aux États-Unis, le « Krach boursier » de Wall-Street, va tout balayer sur son passage. En effet, l'économie américaine va être touchée par une crise sans précédent, crise qui va se transmettre très rapidement à l'Allemagne et aux autres États européens. La crise économique s'installant, le malaise social s'installe, de crise économique elle devient crise sociale qui devient ensuite crise politique. En effet, les États étant impuissants à régler cette crise économique, on va retrouver dans les pays des discours nationalistes.

On va retrouver des débats idéologiques très haineux, et finalement, cette tempête qu'est la crise économique de 1929, va mettre au placard deux projets majeurs que souhaitait mettre en place Briand. Le premier était l'union européenne, c'est-à-dire cette volonté de rapprocher politiquement et économiquement les pays de l'Europe de l'Ouest. C'est balayé ! De même, la politique de désarmement généralisé qu'il souhaitait mettre en place est balayée par la crise économique.

En juillet 1931, le gouvernement allemand, qui est dans l'impossibilité de payer les réparations de guerre, se tourne vers les États-Unis et demande un arbitrage envers le président américain Herbert Hoover.

Celui-ci prévoit un moratoire d'un an. Mais finalement, l'année suivante, lors de la conférence de Lausanne, les réparations de guerre sont tout bonnement annulées, ce qui entraîne un fort mécontentement chez les Français. Mais en même temps, les Etats-Unis de leur côté demandent que leurs anciens alliés, le Royaume-Uni et la France, remboursent les dettes qu'ils ont contractées envers eux pendant la Première Guerre mondiale. Or, ni Londres, ni Paris ne souhaitent rembourser ces dettes, ce qui va renforcer l'isolationnisme américain.

Le 30 janvier 1933, Adolf Hitler arrive au pouvoir en Allemagne. Une des premières mesures qu'il prend est de faire sortir son pays de la SDN et de relancer le réarmement. La nuit commence à s'abattre à nouveau sur le vieux continent...

Thema 1 – Unterricht 5 : Diplomatische Konflikte und Entspannung im Europa der 20er-Jahre. Teil 2/2

von Nicolas Czubak

Dozent für Geschichte und Geografie, Bildungsabteilung an der öffentlichen Einrichtung für kulturelle Zusammenarbeit (EPCC) Mémorial de Verdun - Champ de bataille

In der 2. Hälfte der 20er-Jahre entspannte sich die Lage in Europa. Die politischen Beziehungen stabilisierten sich, der Demokratiedanke erstarbte, die Wirtschaft wuchs wieder, vor allem in Deutschland, die sozialen Verhältnisse wurden besser. Die eigentliche Nachkriegszeit begann im Jahr 1925.

Eine wichtige Entwicklung fand statt: die deutsch-französische Annäherung. Diese war das Werk zweier Staatsmänner aus Frankreich und Deutschland: des französischen Außenministers Aristide Briand und seines deutschen Amtskollegen Gustav Stresemann.

Was waren ihre Beweggründe? Aristide Briand ging es um die Versöhnung mit Deutschland, auch wenn dies eine Revision des Versailler Vertrags bedeutete, wofür ihn vor allem rechte Stimmen kritisierten. Weshalb strebten sie nach Versöhnung? Briand wusste, dass Deutschland demografisch und wirtschaftlich am Boden war. Er sah, dass Deutschland nun seine Isolation durchbrach und das Wohlwollen der Briten und Amerikaner genoss. Briands Ziel war zudem die Abrüstung in Europa.

Stresemann wollte seinem Land die Stellung zurückgeben, die es durch den 1. Weltkrieg verloren hatte. Nach dem Versailler Vertrag stand der militärische Weg außer Frage. Somit versuchte er mittels Diplomatie und Verhandlungen, Deutschland in die alte Position zurückzubringen. Ziel der Annäherung an Frankreich war, den Versailler Vertrag zu revidieren, vor allem hinsichtlich der deutschen Ostgrenzen.

Die Hoffnung auf universellen Frieden

Ein herausragendes Ereignis der Friedensbestrebungen in Europa waren die Verträge von Locarno vom 16. Oktober 1925. In der Schweizer Stadt trafen sich Briand als Vertreter Frankreichs, Stresemann für Deutschland sowie der Brite Austen Chamberlain, Benito Mussolini aus Italien und Émile Vandervelde aus Belgien.

Sie unterzeichneten Verträge, die die Grenzen Westeuropas garantieren sollten: die Grenzen zwischen Frankreich, Luxemburg, Belgien und Deutschland. In dem Vertrag verzichtete Deutschland auf die Gebiete Elsass und Moselle, ein klares Zeichen für Friedensabsichten. Bezüglich der Ostgrenzen allerdings machte Stresemann keine Zugeständnisse. Dennoch markierte Locarno ein Ende der Territorialkonflikte zwischen Frankreich und Deutschland.

Auf Antrag Frankreichs trat Deutschland im Jahr darauf dem Völkerbund bei. Dies war ein großer Moment, denn die ehemals verfeindeten Mächte standen nun Seite an Seite in einer internationalen Instanz, die Konflikte beizulegen versuchte. 1926 wurde Briand und Stresemann der Friedensnobelpreis verliehen.

Noch ein Ereignis prägte diese Entspannungspolitik, den erklärten Verzicht auf Krieg: der Briand-Kellogg-Pakt, der in Paris am 27. August 1928 zustande kam. 15 Staaten unterzeichneten an jenem Tag einen Vertrag, in welchem sie erklärten, zukünftig auf Krieg zu verzichten. Der Völkerbund sollte Konflikte schlichten. Dieser Pakt stellte den Höhepunkt der Friedensbestrebungen dar. Aristide Briand wollte mit dem Pakt eine Einbindung der USA in die europäischen Bemühungen um Frieden erreichen.

Im Jahr 1929 folgte ein weiterer Plan zu den deutschen Reparationszahlungen: Der Young-Plan sah eine Senkung der Reparationssumme vor, die über 36 Jahre gezahlt werden sollte. Die letzten französischen Truppen zogen sich 1930 aus Deutschland zurück.

Das Ende der Entspannung

Im Oktober 1929 stieß der Börsenkrach an der Wall Street alles um. Die amerikanische Wirtschaft stürzte in eine nie gekannte Krise, die sich bald auf Deutschland und den Rest Europas ausweitete. Die Wirtschaftskrise führte zu sozialen Missständen und damit zu einer gesellschaftlichen und politischen Krise. Die Staaten waren angesichts der Wirtschaftskrise machtlos und neue nationalistische Tendenzen kamen auf. Hasserfüllte ideologische Debatten entbrannten erneut. Diese heftige Wirtschaftskrise im Jahr 1929 war das Aus für zwei große Projekte, die Briand umsetzen wollte. Seine frühen Pläne für eine europäische Union, die Westeuropa politisch und wirtschaftlich vereinen sollte, sowie seine Idee einer Abrüstungspolitik wurden gleichermaßen zunichtegemacht.

Im Juli 1931 war Deutschland unfähig, seine Reparationen zu zahlen, und suchte Hilfe bei den USA. US-Präsident Hoover erließ daraufhin ein einjähriges Moratorium. 1932, bei der Konferenz von Lausanne, wurden die Schulden gestrichen. Dies rief großen Unmut bei den Franzosen hervor. Zugleich forderten die USA von ihren früheren Alliierten, Großbritannien und Frankreich, deren Schulden aus dem 1. Weltkrieg. Doch weder London noch Paris war zu der Schuldentrückzahlung bereit, was den Isolationismus der USA noch verstärkte.

Am 30. Januar 1933 kam Adolf Hitler in Deutschland an die Macht. Seine ersten Maßnahmen waren der Austritt aus dem Völkerbund und die Wiederaufrüstung. Erneut brach Dunkelheit über den alten Kontinent herein.

Thème n°2 – Cours n°1 : Le retour des civils, des démobilisés et des prisonniers de guerre en Meuse

Par François Cochet

Professeur émérite des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

A la fin de la guerre se pose la question du retour des populations meusiennes. En fait, ces populations sont multiples, puisqu'il y a les populations civiles, dont une partie a été occupée pendant quatre ans par les Allemands, et d'autres ont été déplacées en raison des combats. Il y a aussi la question des démobilisés puisque les jeunes Meusiens encore sous les drapeaux vont être démobilisés progressivement. Se pose aussi la question du retour des prisonniers de guerre, car 1914-1918 est la première guerre où la captivité est massifiée. Environ 600 000 Français sont détenus dans les camps de prisonniers en Allemagne. Il faut donc prévoir leur retour, leur rapatriement, leur réintégration.

Commençons par les populations civiles. Dans quelles conditions rentrent-elles dans leurs villes et dans leurs villages ? Soulignons d'abord l'exceptionnalité meusienne, puisque la ligne de front y est restée figée pendant quatre ans. Il faut commencer par un constat : un certain nombre de populations civiles ne vont pas rentrer. Au recensement de 1911, la Meuse comptait environ 278 000 habitants. Au recensement de 1921, il n'y aura plus que 207 000 habitants dans le département. Les cantons les plus touchés sont ceux de Verdun, de Commercy et de Montmédy. Il y a donc dans ce cas une spécificité meusienne, que l'on retrouve dans la Marne ou dans d'autres lieux où les combats ont été violents.

Quand est-ce que rentrent ces populations meusiennes ? Le rythme de retour est relativement étalé. A partir de janvier 1919, rentrent les Meusiens qui s'étaient installés le moins loin, notamment à Nancy. Les retours de Nancy se font dès janvier-février 1919. Cela n'est pas le cas des populations nord-meusiennes, du haut pays, qui vont rentrer plus tardivement. Dans tous les cas de figure, ces populations sont prises en charge par des administrations spécifiques, notamment l'administration des territoires occupés. Elles sont désormais des rapatriées. Mais elles sont des rapatriées qui deviennent aussi des sinistrées puisque leurs biens, leurs maisons, leurs habitations, sont souvent détruites, partiellement ou totalement. Il existe alors une série d'administrations de prise en charge. Par exemple, à la préfecture de Bar-le-Duc, fonctionne un service de réintégration à destination des populations meusiennes.

Voilà pour les grandes lignes de ces retours. On peut considérer qu'en 1921, la quasi-totalité des populations meusiennes qui avaient envie de rentrer sont effectivement revenues dans leurs villages.

Elles connaissent des conditions de vie difficiles parce qu'un grand nombre de villages sont considérablement touchés. Elles vont être hébergées dans des bâtiments souvent provisoires, les fameuses « baraques Adrian », ou dans des bâtiments en bois qui ne sont d'ailleurs pas toujours des baraques Adrian proprement dites. En bref, les conditions de vie demeurent difficiles. En 1919-1920, il y a une énorme tâche à accomplir pour les Meusiens. C'est la tâche de reconstruction.

En ce qui concerne les démobilisés, il faut se souvenir que les jeunes Français sous les drapeaux ne vont pas être démobilisés simplement, par un claquement de doigt, après le 11 novembre 1918. Ils continuent leurs obligations militaires. Les classes les plus jeunes, c'est-à-dire les classes de 1910 à 1917, ne vont être libérées et ne vont retrouver la vie civile, qu'à la fin de l'année 1919, à partir d'octobre 1919.

Un troisième cas de figure se pose : le cas des prisonniers de guerre. Jamais la France n'avait compté autant de captifs de guerre. Le 11 novembre 1918, rien n'est véritablement prévu pour ces captifs de guerre. Mais très rapidement, le gouvernement met sur pied une commission chargée du rapatriement. Cette commission est dirigée par le général Charles Dupont qui gagne l'Allemagne dans la nuit du 5 au 6 décembre 1918. Les choses sont allées assez rapidement. Charles Dupont raconte dans ses mémoires comment la situation révolutionnaire en Allemagne l'oblige à négocier parfois avec les comités de soviets. Mais il va, très rapidement, mettre sur pied des instances de rapatriement assez efficaces, notamment des instances de parcours à opérer en Allemagne et en France.

Pour le retour de ces prisonniers, les Allemands sont obligés de fournir les moyens de transport, notamment les trains, les wagons. Aucun prisonnier français rentrant ne doit théoriquement avoir plus de 30 km à parcourir à pied. Les couvertures sont fournies par les Allemands. En revanche, la nourriture de ces prisonniers libérés est fournie par les Français. Les Français, une fois sur le territoire national, organisent le rapatriement des prisonniers dans leurs différentes régions par le biais d'une structure déjà existante qui est celle des trains de permissionnaires. Certains prisonniers, fort célèbres, sont impatients de rentrer en France. Ainsi, on peut citer le cas de figure emblématique du capitaine Charles de Gaulle, futur chef de la France Libre. Charles de Gaulle rentre à ses frais, en train, parce qu'il estime que les mesures de rapatriement sont trop lentes. Il se fait envoyer par sa mère un uniforme neuf avec sa Légion d'honneur, puisqu'il a reçu cette décoration, à titre posthume, puisqu'on le croyait mort en mars 1916 à Douaumont.

Se pose également une autre question, un peu subsidiaire par rapport à la Meuse, mais qu'il convient d'aborder quand même. C'est la question des prisonniers de guerre allemands en France. Ils sont moins nombreux que les Français en Allemagne. Mais la France va, d'une part les mettre au travail, ce qui est admis par les réglementations internationales de l'époque. Mais elle va surtout les libérer plus tardivement que les autres alliés. La France se sert des prisonniers de guerre allemands en France comme une espèce de garantie à l'application du traité de Versailles.

Les Français ne vont libérer totalement leurs prisonniers de guerre allemands qu'à la fin de l'année 1920, après la ratification du traité de Versailles par le Sénat français, alors qu'à titre d'exemple comparatif, les Anglais libèrent leurs prisonniers de guerre allemands dès la fin de l'année 1919.

A travers cette question du retour des populations, tant civiles que militaires, en Meuse, se posent effectivement un certain nombre de problèmes extrêmement importants pour l'après Grande Guerre.

Thema 2 – Unterricht 1 : Der Rückkehr der Zivilisten, Soldaten und Kriegsgefangenen nach Meuse

von François Cochet

Professor Emeritus für moderne Geschichte an der Universität de Lorraine.

Nach Kriegsende stand die Rückkehr der Bevölkerung von Meuse an. Die Rückkehrer waren vielschichtig: einerseits waren es Zivilisten, die teils vier Jahre unter deutscher Besatzung gelebt hatten oder wegen der Kampfhandlungen vertrieben wurden. Es ging auch um demobilisierte Soldaten, da die Wehrpflichtigen aus der Region aus dem Dienst entlassen wurden. Es stellte sich auch die Frage der Kriegsgefangenen. Das lag daran, dass es im ersten Weltkrieg massenhaft Kriegsgefangene gab. Circa 600.000 Franzosen wurden in Deutschland gefangen genommen. Ihre Rückführung und Reintegration mussten organisiert werden.

Zunächst zur Zivilbevölkerung. Unter welchen Bedingungen kehrte sie in ihre Städte und Dörfer zurück? Wir sollten die besondere Stellung des Departements Meuse betonen, denn es vier Jahre lang direkt an der Front lag. Eine gewisse Anzahl der Zivilisten kehrte nie zurück. Bei der Volkszählung von 1911 gab es in Meuse circa 278.000 Einwohner. Bei der Volkszählung von 1921 hingegen waren es nur noch 207.000. Die am meisten betroffenen Kantone waren die von Verdun, Commercy und Montmédy. In der Hinsicht nahm das Departement Meuse also eine Sonderstellung ein, wie auch in andere Regionen wie die Marne, wo es heftige Gefechte gab.

Wann sind die Menschen aus Meuse in ihre Heimat zurückgekehrt? Der Rückkehrerstrom war relativ gleichmäßig verteilt. Ab Januar 1919 kehrten die Bewohner nach Meuse zurück, die sich in der Umgebung niedergelassen hatten, besonders in Nancy. Aus Nancy begannen die Menschen also ab Januar-Februar 1919 zurückzukehren. Die Bevölkerung aus dem Norden des Departements kehrte erst später zurück. In jedem Fall wurden diese Menschen von spezifischen Behörden unterstützt, besonders von der Behörde für besetzte Gebiete. Diese Rückkehrer waren gleichzeitig auch Katastrophenopfer, da ihre Besitztümer, ihre Häuser und Wohnungen teilweise oder völlig zerstört waren. Es gab eine Reihe von Stellen, die Unterstützung anboten. Zum Beispiel gab es in der Präfektur Bar-le-Duc eine Wiedereingliederungsstelle für die Bevölkerung von Meuse.

So wurde die Rückkehr im Großen und Ganzen organisiert. Bis 1921 waren quasi alle Bewohner aus Meuse, die zurückkehren wollten, in ihre Dörfer heimgekehrt.

Sie standen schwierigen Lebensbedingungen gegenüber, da eine große Anzahl von Dörfern betroffen waren. Die Menschen wurden in provisorischen Behausungen untergebracht, oft in sogenannten "Adriansbaracken" aus Holz, obwohl es nicht immer Adriansbaracken im eigentlichen Sinne waren. Die Bedingungen waren also sehr hart. 1919 und 1920 standen die Bewohner vor der riesigen Herausforderung, nämlich der des Wiederaufbaus.

Zu den Kriegsdienst entlassenen Soldaten muss man sagen, dass die jungen wehrpflichtigen Franzosen nach dem 11. November 1918 nicht einfach so aus dem Wehrdienst entlassen wurden. Sie erfüllten weiterhin ihre militärischen Pflichten. Und die jüngsten Soldaten, die zwischen 1910 bis 1917 im Einsatz waren, wurden nicht vor Ende 1919 aus dem Militärdienst ins Zivilleben entlassen.

Das passierte erst ab Oktober 1919. Das heißt, erst ab Oktober 1919 konnten die Soldaten aus Meuse in ihre Dörfer und Städte heimkehren.

Die dritte Kategorie der Rückkehrer stellten die Kriegsgefangenen. Wie ich zuvor erwähnte, hatte es bis dato noch nie so viele französische Kriegsgefangene gegeben. Unmittelbar nach dem 11. November 1918 hatte man noch keinen Plan für diese Kriegsgefangenen zur Hand. Doch die Regierung setzte dann schnell eine Kommission ein, die mit ihrer Rückführung beauftragt wurde. Leiter dieser Kommission war General Charles Dupont, der in der Nacht des 5. Dezembers 1918 nach Deutschland reiste. Die Dinge entwickelten sich also relativ schnell. Charles Dupont beschrieb in seinen Memoiren, dass er durch die revolutionäre Lage in Deutschland oft mit den sowjetischen Komitees verhandeln musste. Es ist ihm jedoch schnell gelungen, effiziente Instanzen für die Rückführung auf die Beine zu stellen, die sich vor allem um die Rückreise kümmerten und von Deutschland und Frankreich aus arbeiteten.

Einfach ausgedrückt: die Deutschen waren verpflichtet, Verkehrsmittel bereitzustellen, vor allem Eisenbahnzüge. Kein französischer Kriegsgefangener sollte auf der Heimreise mehr als 30 km zu Fuß zurücklegen. Auch Decken sollten die Deutschen zur Verfügung stellen. Die Nahrung für die befreiten Gefangenen wurde hingegen von Frankreich bereitgestellt. Sobald die befreiten Gefangenen wieder auf heimischen Boden waren, organisierten die Franzosen ihre Rückführung in die jeweilige Region. Dabei nutzte man die bereits bestehende Infrastruktur der Urlaubszüge. Das Schienennetz der Urlaubszüge wurde also dazu genutzt, die Kriegsgefangenen in ihre Heimat zurückzubringen. Einige bekannte Persönlichkeiten konnten ihre Rückkehr kaum erwarten, darunter die zentrale Figur des Hauptmanns Charles de Gaulle. Er kehrte auf eigene Kosten mit dem Zug zurück, weil ihm die Rückführungsmaßnahmen zu langsam vorangingen. Seine Mutter schickte ihm eine neue Uniform mit seinem Orden der Ehrenlegion, den er erhalten hatte, und zwar posthum, da er im März 1916 in Douaumont tot geglaubt wurde. Er zahlte seine Rückkehr also selbst.

Es stellte sich auch eine Frage, die in Bezug auf Meuse zweitrangig, aber erwähnenswert ist: die der deutschen Kriegsgefangenen in Frankreich. Es gab weniger von ihnen als französische Gefangene in Deutschland, doch Frankreich setzte sie teilweise als Arbeiter ein, was den damaligen internationalen Regelungen entsprach. Vor allem aber ließ Frankreich sie später frei als die anderen Alliierten. Das heißt, Frankreich setzte seine deutschen Kriegsgefangenen als Garantie zur Einhaltung des Versailler Vertrags ein. Die Franzosen ließen ihre deutschen Kriegsgefangenen erst Ende 1920 komplett frei, nach Ratifizierung des Versailler Vertrags durch den französischen Senat. Im Vergleich dazu ließen die Engländer ihre deutschen Kriegsgefangenen bereits ab Ende 1919 frei.

Abgesehen von der Rückkehr der Bevölkerung nach Meuse, sowohl der Zivilisten als auch des Militärpersonals, gab es nach dem Krieg eine Reihe von riesigen Problemen zu meistern.

Thème n°2 – Cours n°2 : La reconstruction de Verdun. Partie 1/2

Par Franck Meyer

Enseignant d'Histoire-Géographie

Membre du comité scientifique de l'EPCC Mémorial de Verdun - Champ de bataille

Quel est l'état de la ville de Verdun après la Première Guerre mondiale ? Comment la loi encadre-t-elle la reconstruction ? Cette ville symbole de la Première Guerre mondiale connaîtra-t-elle une reconstruction hors du commun ? Voilà des questions auxquelles nous allons répondre.

L'état de la ville en 1918

On a déjà abordé cette question avec le Mooc n°2. Rappelons simplement que les quartiers les plus touchés se situent entre la Meuse et la ville haute. Il faut également y inclure la citadelle haute, la gare et le Faubourg-Pavé. Le Faubourg-Pavé a été très endommagé du fait de la présence de très grosses casernes, ce que savaient parfaitement les Allemands. Ajoutons également parmi les cibles favorites de l'artillerie allemande et des bombardements aériens, le parc à ballons de Belleville qui se situe juste à côté de Verdun. A part le centre-ville, des quartiers sont debout, mais toutes les maisons ont subi des dommages. Elles ont été également occupées par des soldats français qui ne les ont pas ménagées, qui les ont dégradées. Ainsi, une chose est claire, quand les Verdunois reviennent à Verdun en 1919, les difficultés de relogement seront considérables.

Les premières idées de la reconstruction

Il faut savoir que la loi impose de reconstruire en élargissant les rues, en les redressant. Verdun veut ajouter également l'extension des quais le long de la Meuse. Un autre impératif s'impose à Verdun : percer les vieux remparts qui enserrant la ville, les remparts de Vauban. Le but est de mieux relier le centre-ville avec les faubourgs. La municipalité veut également réserver des terrains qui sont pour l'heure militaires, en vue de sa future industrialisation.

Toutes ces idées se retrouvent en juillet 1917 dans le plan de l'architecte de la ville. C'est donc un plan ambitieux mais qui impose beaucoup d'expropriations. Devant cette difficulté des expropriations, nous verrons qu'au fil du temps ce plan va être amoindri face à la révolte des propriétaires et des commerçants du centre-ville, puisque c'est justement dans le centre-ville qu'on compte le plus d'expropriations.

En 1918, un deuxième plan de la reconstruction de Verdun sera proposé. Celui-ci est surnommé « Verdun-Pompéi ». Il est présenté par un ancien maire de Verdun dont l'idée serait d'exproprier les rues les plus détruites du centre-ville, de les laisser en l'état pour « l'enseignement des générations futures », comme on disait à l'époque, et pour montrer ce que fut la « barbarie allemande ».

Un Verdun nouveau serait construit, plus au nord, en direction de la gare. Ce plan ne sera jamais pris en considération par la municipalité qui reste fidèle à son plan de 1917. Ce plan de 1917, nous allons justement constater qu'il va rencontrer énormément de difficultés pour obtenir l'approbation de l'Etat.

Les difficultés du plan de reconstruction

Rappelons que l'Etat prend en charge 70% des coups d'élargissement, de nivellement, de redressement des rues. Donc il doit aussi approuver ces plans. Cela se passe en deux étapes : première étape à la préfecture de Bar-le-Duc ; seconde étape, par le conseil d'Etat. Les retards deviennent alors considérables car la reconstruction n'est pas possible dans les rues qui sont concernées par les expropriations, par ces redressements de rue, etc... A bout de patience, le conseil municipal va brandir deux menaces de démissions, en juin 1921 et en mars 1922, sans que cela produise réellement de résultats.

Finalement, l'approbation de l'Etat arrive très tard à la fin décembre 1922, après trois ans de procédure. Il faut y voir l'aide du ministre des régions libérées qui, à l'époque, s'appelle Louis Loucheur. Mais cette reconstruction n'est pas au bout de ses difficultés. Se pose également la question du financement. Comment va-t-on financer cette reconstruction ? Y aura-t-il une aide internationale ? Que va-t-on faire également des vieilles fortifications qui enserrant la ville et qui l'empêchent d'aérer son tissu urbain ? Et pour finir, nous verrons quelques aspects du Verdun nouveau.

Thema 2 – Unterricht 2 : Der Wiederaufbau von Verdun. Teil 1/2

von Franck Meyer

Mitglied des Wissenschaftsausschusses an der öffentlichen Einrichtung für kulturelle Zusammenarbeit (EPCC) Mémorial de Verdun - Champ de bataille.

In welchem Zustand war Verdun nach dem 1. Weltkrieg? Wie wurde der Wiederaufbau gesetzlich geregelt? Erlebte diese Stadt, die zum Symbol des 1. Weltkriegs wurde, auch einen außergewöhnlichen Wiederaufbau? Mit diesen Fragen werden wir uns beschäftigen.

Zustand der Stadt 1918

Dieser Punkt wurde schon im 2. Kursteil behandelt. Zur Erinnerung: die am stärksten betroffenen Viertel lagen zwischen der Maas und der Oberstadt. Auch die Citadelle Haute, der Bahnhof und vor allem der Friedhof Faubourg-Pavé waren stark zerstört. In Faubourg-Pavé waren große Kasernen, die die Deutschen nicht verschonten. Zu den Hauptzielen der deutschen Artillerie und der Luftwaffe gehörte auch der Parc à Ballons in Belleville, der direkt neben der Stadt lag. Die Viertel außerhalb des Zentrums standen noch, doch alle Häuser hatten Schäden erlitten. Sie hatten auch französische Soldaten beherbergt, die sie in keinem guten Zustand hinterließen. Eins steht fest: Als die Verduner 1919 in die Stadt zurückkehrten, gab es erhebliche Probleme, die Menschen unterzubringen.

Erste Ideen zum Wiederaufbau

Es war gesetzlich vorgeschrieben, den Wiederaufbau durch die Sanierung und Verbreiterung der Straßen einzuleiten. Die Stadt wollte zudem die Uferstraßen entlang der Maas verlängern. Eine weitere Maßnahme war in Verdun erforderlich: Die alten Stadtmauern von Vauban mussten durchbrochen werden, um den Stadtkern besser mit den Vororten zu verbinden. Die Stadt wollte zudem die bisher vom Militär besetzten Grundstücke für die künftige Industrialisierung nutzen.

All diese Konzepte befanden sich bereits im Juli 1917 im Plan des Stadtarchitekten. Es war ein ambitionierter Plan, der jedoch zahlreiche Enteignungen erforderte. Durch das Problem der Enteignungen stand der Plan mit der Zeit immer mehr auf wackeligen Füßen. Die Hauseigentümer und Ladenbesitzer im Stadtzentrum protestierten, da im Zentrum die meisten Enteignungen vorgenommen werden sollten.

1918 wurde ein zweites Konzept zum Wiederaufbau Verduns vorgelegt, Der "Verdun-Pompeji-Plan" stammte von einem ehemaligen Bürgermeister Verduns. Er sah vor, die am stärksten zerstörten Straßen im Stadtzentrum zu enteignen und sie unverändert stehen zu lassen, um künftige Generationen aufzuklären und um zu veranschaulichen, wozu "die deutsche Barbarei" geführt hatte. Im Norden, in Richtung Bahnhof, sollte ein neues Verdun entstehen. Dieses Konzept wurde von der Stadt nie in Erwägung gezogen, da sie an ihrem Plan von 1917 festhalten wollte. Zu diesem Plan von 1917 sei nur festgestellt, dass es enorm schwierig war, für ihn eine staatliche Genehmigung einzuholen.

Schwierigkeiten des Wiederaufbauplans

Der Staat übernahm 70 % der Kosten, die zur Verbreiterung, Einebnung und Begradigung der Straßen nötig waren. Das heißt, er musste diese Pläne auch genehmigen. Der Antrag würde erst von der Präfektur von Bar-le-Duc und im zweiten Schritt vom Conseil d'État geprüft. In diesem Prozess ging sehr viel Zeit verloren. Dadurch wurde der Wiederaufbau in den Straßen gebremst, wo sich Enteignungen und Begradigungsarbeiten usw. vollzogen. Als der Stadtrat dann am Ende seiner Geduld war, drohte er zwei Mal, im Juni 1921 und im März 1922 seinen Rücktritt an, was aber jeweils erfolglos blieb.

Schließlich wurde die Genehmigung des Staates nach langer Verzögerung durch einen dreijährigen Prozess Ende Dezember 1922 erzielt. Hier ist die Hilfe des Ministers der befreiten Gebiete zu erwähnen, dessen Amt damals Louis Loucheur innehatte. Doch damit waren die Probleme noch nicht zu Ende. Es stellte sich auch die Frage, wie der Wiederaufbau finanziert werden sollte. Würde es internationale Hilfe geben? Was sollte aus den alten Stadtmauern werden, die die Stadt umschlossen und einer Auflockerung des Stadtgefüges im Wege standen? Schließlich betrachten wir einige Aspekte des neuen Verduns.

Thème N°2 - Cours n°2 : La reconstruction de Verdun. Partie 2/2

Par Franck Meyer

Enseignant d'Histoire-Géographie

Membre du comité scientifique de l'EPCC Mémorial de Verdun - Champ de bataille

Le financement de la reconstruction

Par quels procédés la ville de Verdun va-t-elle financer sa reconstruction ? Pour éviter les délais très longs de remboursement par l'Etat des dommages aux habitants, la ville va lancer un emprunt de 200 millions de francs. Elle en demande une première tranche. Or cette première tranche ne semble pas être prioritaire parce qu'elle arrive en concurrence avec l'emprunt de la ville de Reims, l'emprunt de la ville de Paris et celui des sucreries du Nord. La ville va également, à ce moment-là, brandir une nouvelle menace de démission : celle de mars 1922, qui s'adjoint à la protestation contre la non-approbation du plan de reconstruction. Là, on voit se manifester l'aide du ministre Maginot qui permet le déblocage de cette tranche de 60 millions de francs.

S'est manifesté également une aide internationale. En juillet 1919, le Grand-Duché du Luxembourg attribue à la ville de Verdun 1 million de francs. Ce million de francs sera réinvesti régulièrement, au fur et à mesure qu'arriveront les remboursements de la part de l'État. De ce million de francs on arrivera à produire 4,8 millions de travaux. Après les travaux, le million de francs restera finalement entre les mains de la ville qui l'investira dans l'œuvre de « La Goutte de Lait ». Cette œuvre qui distribue gratuitement du lait aux nourrissons, aux malades et aux vieillards.

Une deuxième aide internationale va se manifester en décembre 1920. Il s'agit de celle de la ville de Londres. La ville de Londres attribue à Verdun 1,1 million de francs qui permettra de produire 1,7 million de travaux. On peut citer par exemple le château d'eau de la ville haute, ou le parc des sports, qui sont toujours visibles et en activité aujourd'hui. Quand on fait le bilan de cette reconstruction sur le plan financier en 1929, on estime qu'elle a coûté environ 115 millions de francs mais que finalement seuls 6% ont été financés par cette aide extérieure, ce qui semble relativement peu comparé à la renommée internationale de la ville de Verdun.

Le déclassement des fortifications

La municipalité verdunoise a un problème à résoudre : le déclassement de ses fortifications. Or, ces fortifications appartiennent à l'Etat. Pour les déclasser, il faut un vote de l'Assemblée. Pourquoi Verdun veut obtenir ces terrains ? Tout simplement pour donner suffisamment d'espace aux quartiers nouveaux qu'elle veut construire.

Début 1920, la loi de déclassement est déposée à l'Assemblée. Et cette loi est promulguée en janvier 1921. Mais le problème vient de l'armée qui réclame 1 750 000 francs pour dédommagement de ce déclassement, alors que la ville n'est prête qu'à payer 250 000 francs. Il y a là un écart considérable ! Il va falloir négocier.

Et cette négociation prend énormément de temps. Finalement, c'est l'État qui va céder en 1925. Mais pendant ce temps, la ville s'est largement reconstruite avec les moyens locaux. Le plan d'extension sera, de ce fait, extrêmement réduit. Ce nouveau quartier de Verdun se résumera à trois rues qui s'étendent entre la ville auto-reconstruite et le quartier de la gare.

Les principaux aspects du Verdun nouveau

Commençons par l'avenue de la Victoire qui a été considérablement élargie, de façon à ouvrir une perspective sur le Monument à la Victoire de 1916, avec son escalier impressionnant qui escalade la ville haute. A ses pieds se situe la rue Mazel qui est la rue du commerce verdunois et, à son extrémité droite, la rue Saint-Pierre également très élargie, qui conduit vers la ville haute. En bord de Meuse, les quais ont été considérablement agrandis, prolongés : c'est ce qu'on va appeler le quai de Londres, en hommage au don de la ville de Londres qui a soutenu la reconstruction de Verdun. Également en bord de Meuse, est érigé le monument aux Enfants de Verdun morts pour la France. Au sommet de la ville haute, l'ensemble évêché, cathédrale, cloître, qui ont été extrêmement bien restaurés, couronnent la ville. Mais nous devons également citer une nouvelle église qui mène vers le quartier d'Anthouard : l'église Saint-Sauveur. En face d'elle, sur l'autre rive, est bâti l'Hôtel des Sociétés qui va abriter les réunions des associations verdunoises. Pour finir, citons également la reconstruction complète d'une église dans le Faubourg-Pavé, agrandie, et qui nous présente un ensemble de vitraux intéressants sur le thème de la guerre, avec les saints combattants et un vitrail consacré aux villages détruits.

Au terme de ces dix ans de reconstruction, 1919-1929, on constate que la ville a rencontré des difficultés : conflits avec l'Etat, conflits avec les propriétaires qu'il a fallu exproprier au centre-ville. Certes, on présente un Verdun confortable, cosu. Les fêtes du 23 juin 1929 auxquelles la ville convie les Français le démontrent. Mais c'est un trompe-l'œil. Pourquoi un trompe-l'œil ? C'est parce qu'il y a des laissés pour compte de la reconstruction et que la reconversion industrielle a échoué. Le tourisme patriotique n'est qu'un palliatif. Finalement, on est très heureux d'asseoir à nouveau l'économie locale sur la coopération avec la garnison militaire qui regarnie la ville.

Thema 2 – Unterricht 2 : Der Wiederaufbau von Verdun. Teil 2/2

von Franck Meyer

Dozent für Geschichte und Geografie

Mitglied des Wissenschaftsausschusses an der öffentlichen Einrichtung für kulturelle

Zusammenarbeit (EPCC) Mémorial de Verdun - Champ de bataille

Die Finanzierung des Wiederaufbaus

Wie finanzierte Verdun den Wiederaufbau? Um einen langen Prozess von staatlichen Schadensvergütungen an die Bewohner zu vermeiden, nahm die Stadt eine Anleihe von 200 Mio. Francs auf. Der Antrag auf die erste Teilzahlung wurde nicht vorrangig behandelt, da noch andere Anleiheanträge liefen: von Reims und Paris und von den Zuckerfabriken im Norden. Der Stadtrat reagierte nun, indem er erneut mit seinem Rücktritt drohte, nämlich im März 1922, als gegen die Nichtbilligung des Wiederaufbauplans protestiert wurde. Hier war die Unterstützung des Ministers André Maginot entscheidend, der dafür sorgte, dass die Teilzahlung von 60 Mio. Francs freigegeben wurde.

Es wurde auch Unterstützung aus dem Ausland angeboten. Im Juli 1919 stellte das Großherzogtum Luxemburg der Stadt Verdun 1 Mio. Francs zur Verfügung. Diese Summe wurde nach und nach investiert, sobald die Rückzahlungen des Staates eingingen. Dank dieser Million konnten Bauarbeiten in Höhe von 4,8 Mio. umgesetzt werden. Nachdem die Arbeiten abgeschlossen waren, blieb die Summe schließlich in den Händen der Stadt. Sie investierte das Geld in das Hilfswerk "La Goutte de Lait" das kostenlos Milch an Säuglinge, Kranke und Alte verteilte.

Im Dezember 1920 erhielt Verdun eine weitere Stütze aus dem Ausland, diesmal aus London. Die Stadt London stellte Verdun 1,1 Mio. Francs zur Verfügung, womit Baumaßnahmen in Höhe von 1,7 Mio. verwirklicht werden konnten. Zum Beispiel wurden das Wasserschloss und der Sportpark errichtet, die heute noch stehen und im Einsatz sind. Um einmal eine Bilanz über die Kosten des Wiederaufbaus zu ziehen: 1929 wurden die Kosten auf etwa 115 Mio. Francs geschätzt. Dabei wurden letztlich nur 6 % über ausländische Geldmittel finanziert. Dieser Anteil erscheint relativ gering, wenn man betrachtet, wie bekannt Verdun weltweit war.

Der Rückbau der Befestigungsanlagen

Ein Problem, vor dem die Stadt Verdun stand, war der Rückbau der Befestigungsanlagen. Da diese dem Staat gehörten, bedurfte der Rückbau der Zustimmung der Nationalversammlung. Durch den Rückbau wollte Verdun genügend Platz schaffen, um neue Viertel errichten zu können.

Das Gesetz zum Rückbau wurde Anfang 1920 der Nationalversammlung vorgelegt und im Januar 1921 erlassen. Das Problem war allerdings, dass die Armee 1.750.000 Francs als Entschädigung für die Stilllegung einforderte, während die Stadt nur 250.000 übernehmen wollte. Da gab es also eine große Diskrepanz und es musste verhandelt werden, was sehr zeitraubend war. 1925 lenkte der Staat schließlich ein. Inzwischen war die Stadt jedoch schon weitgehend mit eigenen Mitteln wiederaufgebaut worden.

Der Erweiterungsplan für das neue Stadtviertel wurde dann stark reduziert und es wurden nur drei Straßen gebaut, die die wiederaufgebaute Stadt mit dem Bahnhofsviertel verbanden.

Die Hauptmerkmale des neuen Verduns

Beginnen wir mit der Avenue de la Victoire, die stark verbreitert wurde, um einen freien Blick auf das Siegesdenkmal von 1916 zu schaffen, deren eindrucksvolle Treppe zur Oberstadt hinaufführte. Unterhalb lag die Rue Mazel, die Hauptgeschäftsstraße von Verdun, und nördlich davon war die Rue Saint-Pierre, die ebenfalls verbreitert war und zur Oberstadt führte. Die Uferpromenade der Maas war stark verbreitert und verlängert worden. Sie wurde "Quai de Londres" getauft, in Anerkennung der Unterstützung Londons für den Wiederaufbau Verduns. Ebenfalls am Ufer des Maas entstand das Denkmal für die Kinder von Verdun, die für Frankreich starben. Auf dem höchsten Punkt der Oberstadt thronte der Bischofssitz: die Kathedrale und das Kloster, die hervorragend restauriert worden waren. Es ist auch eine neue Kirche zu erwähnen, die Saint-Sauveur-Kirche am Rande des Anthouard-Viertels. Gegenüber, am anderen Flussufer, entstand das Hôtel des Sociétés, das die Sitzungen von städtischen Vereinen beherbergen sollte. Zudem wurde auf dem Faubourg-Pavé-Friedhof eine Kirche komplett wiederaufgebaut und erweitert. Die Motive ihrer Glasfenster thematisieren den Krieg und bilden Heilige im Kampf oder die zerstörten Dörfer ab.

In der Zeit des Wiederaufbaus zwischen 1919 und 1929 geriet die Stadt in Konflikt mit dem Staat und mit den Hauseigentümern, die im Zentrum enteignet werden mussten. Zwar war Verdun wohnlich und stattlich geworden, was bei der Feier vom 23. Juni 1929, zu der die Stadt alle Franzosen einlud, offensichtlich wurde. Doch der Schein trog: nicht alle Menschen profitierten vom Wiederaufbau und die wirtschaftliche Umstellung war bisher gescheitert. Der Patrioten-Tourismus war nur kurzlebig. Daher war man letztlich gerne bereit, die Wirtschaft vor Ort wieder auf die Zusammenarbeit mit der Garnison zu stützen, die sich erneut in der Stadt niederließ.

Thème n°2 – Cours n°3 : Veuves de guerre et orphelins : la question des pensions

Par Jérôme Dumont

Enseignant d'Histoire-Géographie

Membre du service éducatif de l'EPCC Mémorial de Verdun - Champ de bataille

La Première Guerre mondiale provoque une crise démographique en France sans aucun précédent. En effet, plus de 1,4 million de combattants sont morts sur le champ de bataille. A ces combattants, il faut ajouter les victimes civiles : plus de 1 million d'orphelins et plus de 600 000 veuves de guerre. Comment ces victimes civiles ont-elles été secourues ? Comment ont-elles été reconnues ?

Le temps des associations

Dès le 2 août 1914, une Association nationale des orphelins de guerre est créée. En 1915, c'est une mutuelle des veuves de guerre qui voit le jour. Durant toute la première partie de la Première Guerre mondiale, ce thème des victimes civiles, veuves et orphelins de guerre, est extrêmement utilisé dans les médias. Ainsi, dans le journal Le Temps, c'est plus de 70 articles qui évoquent les orphelins de guerre.

Les associations caritatives classiques viennent directement en aide à ces victimes civiles. C'est le cas par exemple du Secours national qui organise des journées comme le 24 et le 25 mai 1915 où plusieurs millions de francs sont récoltés. Ce sont également des associations chrétiennes ou des associations militaires comme les Orphelins de guerre. A la fin de la guerre, ces associations sont nombreuses. Elles sont puissantes. Elles ont été aidées par les Américains à la fin du conflit. Mais elles sont relativement divisées.

Le rôle de l'Etat

L'Etat va jouer un rôle important dans la reconnaissance officielle des orphelins et des veuves de guerre, même si la réponse qui a été apportée sera différente entre les deux situations. Les orphelins de guerre vont bénéficier d'une loi importante : la loi du 27 juillet 1917 qui fait des orphelins de guerre des « Pupilles de la Nation ». Les orphelins sont officiellement adoptés par la Nation. Un office national des pupilles de la nation est créé. Avec ses ramifications départementales, il est directement relié au ministère de l'Instruction publique. Cette reconnaissance officielle de l'État français est une nouveauté. La France est précurseur puisqu'aucun autre État européen ne vote ce genre de loi et n'accorde ce genre de reconnaissance.

Il y a une différence avec les veuves de guerre. La loi Lugol déposée en 1915 ne sera adoptée par le parlement qu'en 1919. Elle va permettre d'octroyer une pension aux veuves de guerre.

Mais plusieurs problèmes seront soulevés durant tout l'entre-deux-guerres. Le premier est le montant de cette pension : 800 francs pour une veuve, auxquels s'ajoutent 500 francs par enfant mineur. Mais cette somme ne compensera jamais le salaire des maris défunts, morts pour la France.

Pour avoir un ordre de grandeur, un jeune fonctionnaire qui débute en 1921 touche 4,5 fois le montant de cette pension. Le deuxième problème soulevé est celui du droit à la parole. Pour compenser la perte morale du décès de leurs maris, jamais les veuves de guerre ne pourront voter. Le droit de vote pour les Françaises n'apparaîtra qu'en 1944, sur décision du général De Gaulle. Le troisième problème, c'est celui du remariage. Les femmes, ces veuves, ont-elles le droit de se remarier, ou doivent-elles honorer la mémoire de leur mari mort au combat jusqu'à la fin de leurs jours ? De longs débats ont lieu. Finalement, les pensions vont être supprimées pour toutes ces veuves de guerre qui vont se remarier. Elles seront environ 40% à se remarier dans l'immédiat après-guerre.

On voit la différence entre les veuves et les orphelins : un effort supplémentaire est fait pour les jeunes qui constituent l'avenir de la nation.

Finalement, la conception de la patrie est assez sexuée : les hommes meurent pour la patrie, meurent pour la France ; les femmes sont là pour enfanter, pour l'avenir ; le plus important est la prise en charge des pupilles de la nation.

Ces veuves et ces orphelins vont avoir un poids politique considérable durant l'entre-deux-guerres. On les reconnaît. On les admire. Ils deviennent un mythe dans l'imaginaire collectif. Lors de chaque 11 novembre, ils défilent avec les anciens combattants jusqu'au monument aux morts : les veuves avec leurs vêtements endeuillés, noirs, et les jeunes qui suivent ces femmes, leurs mères, pour honorer la mémoire de leurs pères.

Les orphelins de guerre, les pupilles de la nation, sont de jeunes enfants et des adolescents. Ils vont arriver à l'âge adulte dans les temps troubles des années 1930 et seront des adultes confirmés pendant les années noires de 1940.

On voit bien finalement, cette volonté de l'État de mettre en avant ces victimes civiles. Mais, à côté du mythe des veuves et des orphelins de guerre, la réalité sociale et économique était différente.

Thema 2 – Unterricht 3 : Kriegswitwen und -waisen: das Rentenproblem

von Jérôme Dumont

Dozent für Geschichte und Geografie

Bildungsabteilung an der öffentlichen Einrichtung für kulturelle Zusammenarbeit (EPCC) Mémorial de Verdun - Champ de bataille

Der 1. Weltkrieg löste eine bis dato nie dagewesene demografische Krise aus. Mehr als 1,4 Mio. Kämpfer kamen auf den Schlachtfeldern ums Leben. Neben den Soldaten waren unzählige zivile Opfer zu beklagen. Es gab über 1 Mio. Waisen und über 600.000 Kriegerwitwen. Wie wurden diese zivilen Kriegsoffer unterstützt? In welcher Form wurden sie anerkannt?

Die Zeit der Hilfsorganisationen

Bereits am 2. August 1914 wurde eine nationale Vereinigung für Kriegswaisen ins Leben gerufen. 1915 wurde dann ein Versicherungsverein auf Gegenseitigkeit für Witwen gegründet. In den ersten Jahren des 1. Weltkriegs wurde der Aspekt der zivilen Opfer, also der Witwen und Waisen, in den Medien stark thematisiert. So veröffentlichte die Zeitung "Le Temps" mehr als 70 Artikel zum Thema Kriegswaisen.

Die klassischen gemeinnützigen Organisationen kamen diesen Zivilopfern direkt zur Hilfe. Die Hilfsorganisation Secours National organisierte Spendentage, wie die am 24. und 25. Mai 1915, wo Millionen von Francs zusammen kamen. Auch Hilfsorganisationen der Kirche oder der Armee sprangen ein, wie die Organisation Orphelins de Guerre. Bei Kriegsende gab es viele solcher Organisationen und sie hatten viel Einfluss. Nach Kriegsende wurden sie von den Amerikanern unterstützt, doch arbeiteten eher getrennt voneinander.

Die Rolle des Staates

Der Staat spielte eine wichtige Rolle bei der offiziellen Anerkennung der Kriegswaisen und -witwen, obwohl die beiden Gruppen jeweils unterschiedlich behandelt wurden. Die Kriegswaisen profitierten von einem bedeutenden Gesetz, dem Gesetz vom 27. Juli 1917, das Kriegswaisen unter die Fürsorge des Staates stellte. Das heißt, der Staat übernahm die Vormundschaft über die Kinder. Es wurde eine staatliche Stelle für Kriegswaisen eingerichtet, die über ihre Vertretungen in den Departements direkt mit dem Kultusministerium verbunden war. Eine solche offizielle Anerkennung vom Staat war eine Neuheit. Hier war Frankreich ein Vorreiter, da kein anderes europäisches Land ein Gesetz erließ, das Waisen auf solche Art anerkannte.

Bei den Kriegerwitwen sah das Ganze anders aus. Das Lugol-Gesetz, dessen Entwurf 1915 eingereicht wurde, wurde erst 1919 vom Parlament verabschiedet. Es sicherte Kriegerwitwen eine Rente zu. Doch in der Zwischenkriegszeit traten mehrere Probleme auf. Das erste bestand in der Höhe der Rente: für eine Witwe wurden 800 Francs und pro minderjähriges Kind 500 Francs gezahlt.

Diese Summe reichte jedoch nicht aus, um das Gehalt der im Krieg gefallenen Ehemänner zu ersetzen. Für eine Größenordnung: das Gehalt eines jungen Beamten, der 1921 anfang zu arbeiten, war viereinhalbmal höher als diese Rente. Das zweite Problem war das geringe Mitspracherecht.

Um den moralischen Verlust durch den Tod ihrer Männer zu kompensieren, waren die Kriegerwitwen nicht wahlberechtigt. Das Wahlrecht für Frauen wurde in Frankreich erst 1944 durch Charles De Gaulle eingeführt. Das dritte Problem, das sich stellte, war das der Wiederheirat. Durften diese Witwen wieder heiraten oder sollten sie das Andenken an ihre gefallenen Männer bis ans Ende ihrer Tage in Ehren halten? Diese Frage wurde lange debattiert. Schließlich wurden die Rentenzahlungen für all diejenigen Witwen eingestellt, die wieder heirateten. Dies traf auf ungefähr 40 % der Witwen zu, die in den ersten Jahren nach dem Krieg wieder heirateten.

Witwen und Waisen wurden also unterschiedlich behandelt. Man stellte zusätzliche Mühen für die betroffenen Kinder an, die die Zukunft der Nation darstellten.

Es herrschte ein Rollenverständnis, das stark geschlechtsspezifisch war: die Männer starben für das Vaterland, die Aufgabe der Frauen war es, Kinder zu kriegen. Für die Zukunft war es am wichtigsten, sich um die Kriegswaisen zu kümmern.

Auf diesen Witwen und Waisen lastete in der Zwischenkriegszeit ein enormes politisches Gewicht. Sie wurden anerkannt und bewundert. In der kollektiven Vorstellung wurden sie quasi zum Mythos. An jedem 11. November zogen sie mit den Kriegsveteranen zum Denkmal für die Kriegsoffer: die Witwen in schwarzer Trauerkleidung, gefolgt von den Kindern, die zusammen mit ihren Müttern das Andenken ihrer Väter ehrten.

In den Goldenen Zwanzigern waren die Kriegswaisen noch junge Kinder oder Jugendliche. In der Krisenzeit der 30er-Jahre wuchsen sie auf und waren in den dunklen 40er-Jahren zu Erwachsenen geworden.

Es wird deutlich, dass der Staat Wert darauf legte, diese zivilen Opfer in den Vordergrund zu stellen. Doch trotz des Mythos um die Kriegswitwen und -Waisen sah deren gesellschaftliche und wirtschaftliche Realität anders aus.

Thème n°2 – Cours n°4 : Verdun et le choix du Soldat inconnu

Par Franck Meyer

Enseignant d'Histoire-Géographie

Membre du comité scientifique de l'EPCC Mémorial de Verdun - Champ de bataille

En 1920, la France décide de sacrifier le corps de l'un de ses fils anonymes tués à la guerre. Ce sera le « Soldat inconnu ». Quelle est la fonction sociale de cette dépouille ? Comment sera-t-elle désignée ? Quel lien particulier le soldat inconnu entretient-il avec Verdun ? Voilà les questions auxquelles on va essayer de répondre.

Rappelons qu'en 1918, la France compte 1 400 000 morts. Parmi ces victimes, on dénombre environ 350 000 disparus et 300 000 corps non-identifiés. Pour les familles qui sont confrontées à cela, le deuil est impossible et la douleur est immense.

En parallèle, le pays veut signifier sa reconnaissance envers tous les soldats tués. Ainsi, la première idée d'un « soldat inconnu » apparaît dès 1916. Mais à la fin de la guerre, rien n'est fait.

En fait, ce sont les Britanniques qui vont précipiter les choses. On apprend que les Britanniques désigneront et inhumeront solennellement leur propre soldat inconnu le 11 novembre 1920. Evidemment, pour les Français, il n'est pas question de rester à la traîne. Rapidement, cette question provoque de profonds désaccords. Ces désaccords déchirent l'opinion publique, les journaux, les hommes politiques, parce que plusieurs questions se télescopent. Faut-il inhumer ce soldat inconnu au Panthéon ? A l'Arc de Triomphe ? La question n'est pas tranchée. Le gouvernement tient fortement à célébrer les cinquante ans de la Troisième République, le 11 novembre, par le biais d'une cérémonie de la remise du cœur de Léon Gambetta au Panthéon, Léon Gambetta étant un héros et l'un des fondateurs essentiels de la Troisième République.

Finalement, on trouve la solution à ces questions seulement trois jours avant le 11 novembre 1920. Une sorte de compromis est adopté : les deux cérémonies auront lieu ensemble. C'est André Maginot, alors ministre des pensions, meusien, qui détermine la procédure du choix pour garantir l'anonymat de ce soldat inconnu.

Or, la zone des armées est divisée en neuf secteurs. Chacun de ces secteurs devra fournir un corps. Ces corps seront acheminés à la Citadelle basse de Verdun parce que Verdun est le symbole de la résistance victorieuse française en 1916. Ainsi, le 9 novembre 1920, parviennent à Verdun, non pas neuf cercueils, mais huit cercueils, parce qu'un des secteurs n'a pas été en mesure de livrer un corps complètement anonyme.

Imaginons-nous la scène. Dans cette casemate souterraine, sombre, à la lumière des cierges, les huit cercueils sont alignés. Ils sont veillés jour et nuit par deux compagnies du 132^{ème} régiment d'infanterie. Les murs de la casemate sont drapés de tricolores et de tentures noires.

On y lit la devise : « Verdun, on ne passe pas ». La population est invitée à visiter cette casemate. Et le 10 novembre, André Maginot arrive par le train. Il vient de Paris et a décidé de faire désigner le soldat inconnu par un autre soldat.

Ce sera un soldat du 132^{ème} R.I., un jeune caporal nommé Auguste Thin. André Maginot lui tend un bouquet et le jeune soldat va poser le bouquet sur le sixième cercueil. Pourquoi le sixième cercueil ? C'est parce qu'il additionne les chiffres de son unité : 1 + 3 + 2, donc le sixième cercueil. La France a désigné son Soldat inconnu.

Le cercueil est ensuite placé sur un affût de canon de 75mm. Un long cortège se forme alors en direction de la gare. La population verdunoise se tient le long des rues. Toutes les cloches de la ville sonnent et le cortège fait un détour par la mairie parce que le maire de Verdun va prononcer un discours au passage du cercueil. Le cercueil est acheminé en train toute la nuit. Il arrive à Paris le 11 novembre au matin. Tout est prêt pour une cérémonie extrêmement grandiose : le cœur de Léon Gambetta est placé dans une urne dorée sur un char funéraire. Le Soldat inconnu, lui, est toujours placé sous un drapeau tricolore sur un affût de canon. 800 portes drapeaux sont présents. 10 000 soldats défilent. On a même reconstitué une famille fictive avec un père, une mère, une veuve. Le cortège fait une première étape au Panthéon où le Président de la République Millerand prononce un discours.

Après cette étape, le cortège poursuit son chemin jusqu'à l'Arc de Triomphe. Là sont tirés 101 coups de canon. S'en suit une minute de silence. La Marseillaise retentit et, pour clore la cérémonie, a lieu un lâcher de pigeons.

Mais, ce qu'il faut savoir, c'est que ce cercueil du soldat inconnu est pour le moment placé dans une salle à l'intérieur du pilier gauche de l'Arc de Triomphe. Il va y rester deux mois. Deux mois où il sera totalement inaccessible à la population, aux pèlerins, aux gens qui viennent se recueillir. Cela provoque un scandale. La presse s'en empare. L'opinion publique évidemment s'émeut. Et ce n'est que le 28 janvier 1921 finalement qu'a lieu réellement l'inhumation du soldat inconnu. On note la présence des trois maréchaux : Joffre, Foch et Pétain. Des généraux sont également là, des ministres, des anciens combattants, des représentants des nations alliées. Désormais, le soldat inconnu repose sous cette dalle, la même que l'on peut voir aujourd'hui et sur laquelle est gravé « Ici repose un soldat français mort pour la patrie, 1914-1918 ».

Commence alors une immense dévotion populaire. Tous les jours, il faut évacuer des monceaux de fleurs que viennent déposer les gens. Le 11 novembre 1923, la flamme du souvenir est installée devant cette stèle, devant cette dalle. Et cette flamme du souvenir brûle encore aujourd'hui, bien sûr.

Cet exemple du 11 novembre 1920, à la fois britannique et français, va être suivi par d'autres pays. Les Etats-Unis auront leur soldat inconnu ; l'Italie aussi aura son soldat inconnu en 1921.

Mais revenons à Verdun pour dire que les sept corps qui ont fait partie du choix du soldat inconnu, dans la casemate de la Citadelle souterraine, sont toujours restés à Verdun. Ils sont aujourd'hui sous une grande croix de pierre, dans la nécropole militaire du Faubourg-Pavé, au milieu de 5 000 autres tombes de soldats. Rappelons également que la flamme du souvenir, chaque 11 novembre, est ramenée depuis Paris à Verdun, jusqu'au monument à la Victoire de 1916. Ainsi, deux symboles extrêmement importants et dominants de la Première Guerre mondiale sont réunis ici : Verdun et le Soldat inconnu. C'est une idée extrêmement importante.

Pour finir, on peut se demander si ce « Soldat inconnu » qui repose à Paris sous l'Arc de Triomphe, est un soldat tombé à Verdun ? Personne ne le saura jamais.

Thema 2 - Unterricht 4 : Verdun und die Wahl des unbekanntes Soldaten

von Franck Meyer

Dozent für Geschichte und Geografie

Mitglied des Wissenschaftsausschusses an der öffentlichen Einrichtung für kulturelle

Zusammenarbeit (EPCC) Mémorial de Verdun - Champ de bataille

1920 entschloss sich Frankreich, einen der anonym gefallenen Soldaten heilig zu sprechen. Dies wurde der "Unbekannte Soldat". Welche soziale Bedeutung kam ihm zu? Wie wurde er ausgewählt? Welche Verbindung hatte dieser unbekanntes Soldat zu Verdun? Diesen Fragen wollen wir nun nachgehen.

Zunächst sei daran erinnert, dass sich 1918 die Zahl der Toten in Frankreich auf 1,4 Millionen belief. Zu den Opfern zählten etwa 350.000 Verschollene und 300.000 nicht identifizierbare Leichen. Für die betroffenen Familien war dies sehr schmerzvoll, da keine Trauerfeier stattfinden konnte.

Doch der Staat wollte diesen gefallenen Soldaten gegenüber seine Anerkennung erweisen. Die Idee eines unbekanntes Soldaten kam erstmals 1916 auf. Doch bis Kriegsende war sie nie verwirklicht worden.

Die Briten trieben den Gedanken zuerst voran. Man hörte, dass die Briten am 11. November 1920 ihren eigenen Soldaten auswählten und feierlich beisetzen. Die Franzosen wollten in der Hinsicht natürlich nicht hinterherhinken. In Bezug auf das Thema gab es schnell enorme Differenzen, die die öffentliche Meinung, Journalisten und Politiker spalteten, da sie mehrere Fragen aufwarfen: Sollte dieser unbekanntes Soldat im Pantheon begraben werden? Oder am Triumphbogen? Darauf gab es noch keine Antwort. Die Regierung legte großen Wert darauf, 50. Jahrestag der Dritten Französischen Republik zu feiern, der auf den 11. November fiel. Dazu sollte das Herz Léon Gambettas, einem Helden und wichtigen Mitbegründer der Dritten Republik, bei einer feierlichen Zeremonie in den Pantheon überführt werden.

Schließlich fand man die Antwort auf diese Fragen erst drei Tage vor dem 11. November 1920. Man fand einen Kompromiss, der darin bestand, die beiden Zeremonien zusammenzulegen. André Maginot, der aus Meuse stammte und damals Pensionsminister war, legte das Auswahlverfahren fest, um die Anonymität dieses unbekanntes Soldaten zu gewährleisten.

Wir wissen, dass die Militärzone in neun Sektoren eingeteilt wurde. Aus jedem dieser Sektoren sollte ein Leichnam kommen. Die Leichen wurden in der Citadelle Basse von Verdun untergebracht, da die Stadt ein Symbol des siegreichen französischen Widerstands von 1916 war. Am 9. November 1920 kamen in Verdun nicht neun, sondern acht Säрге an, weil einer der Sektoren nicht in der Lage war, den Leichnam eines völlig anonymen Soldaten zu liefern.

Stellen wir uns den Schauplatz vor. In der unterirdischen Kasematte im Kerzenschein wurden die acht Säрге aufgereiht. Sie wurden Tag und Nacht von zwei Kompagnien des 132. Infanterieregiments bewacht. An den Wänden der Kasematte hingen Trikoloren und Trauerbehänge. Der Leitspruch "Verdun, hier kommt keiner durch" war hier zu lesen.

Die Bevölkerung wurde dazu eingeladen, die Kasematte zu besuchen. Am 10. November reiste André Maginot mit dem Zug aus Paris an. Er entschied, dass der unbekannte Soldat von einem anderen Soldaten ausgesucht werden sollte. Es war ein Soldat des 132. Infanterieregiments: ein junger Obergefreiter namens Auguste Thin. André Maginot gab ihm einen Blumenstrauß, den der junge Soldat auf dem sechsten Sarg niederlegte. Es war der sechste Sarg, weil Sechs die Summe seiner Identitätsnummern war: Eins plus drei plus zwei, also der sechste Sarg. Frankreich hatte seinen unbekanntesten Soldaten auserwählt.

Der Sarg wurde dann auf einem 75er-Kanonenwagen, gefolgt von einem langem Trauerzug, zum Bahnhof gefahren. Die Bevölkerung von Verdun säumte die Straßen. Alle Glocken wurden geläutet und der Trauerzug machte einen Umweg zum Rathaus, weil der Bürgermeister zum Anlass der Sargüberführung eine Rede halten sollte. Der Sarg war im Zug die ganze Nacht unterwegs und kam am Morgen des 11. Novembers in Paris an. Dort war alles für eine gewaltige Zeremonie vorbereitet. Das Herz von Léon Gambetta wurde in einer goldenen Urne auf einen Bestattungswagen gesetzt. Der Sarg des unbekanntesten Soldaten lag immer noch auf dem mit einer Trikolore bedeckten Kanonenwagen. 800 Fahnenträger sowie 10.000 Soldaten marschierten auf. Es wurde sogar eine fiktive Familie nachgestellt, die aus einem Vater, einer Mutter und einer Witwe bestand. Der Geleitzug legte einen ersten Halt am Pantheon ein, wo der französische Präsident Millerand eine Rede hielt.

Nach dieser Etappe setzte der Zug seinen Weg in Richtung Triumphbogen fort. Dort wurden 101 Kanonen abgefeuert, eine Schweigeminute eingelegt, die Marseillaise gesungen und, zur Krönung der Zeremonie, wurden Tauben in den Himmel gelassen.

Man muss dazu sagen, dass sich der Sarg des unbekanntesten Soldaten damals in einem Raum im linken Pfeiler des Triumphbogens befand, wo er zwei Monate lang blieb. In dieser Zeit war er völlig unzugänglich für die Öffentlichkeit, also für alle Menschen, die pilgerten. Dies führt zu einem Skandal. Die Presse entrüstete sich, die Öffentlichkeit geriet in Aufruhr. Schließlich fand erst am 28. Januar 1921 die tatsächliche Bestattung des unbekanntesten Soldaten statt. Drei anwesende Feldmarschälle seien erwähnt: Joffre, Foch und Pétain. Es kamen auch Generäle, Minister, ehemalige Kämpfer und Vertreter der Vereinten Nationen. Von nun an ruhte der Soldat unter dieser Grabplatte, die heute noch zu sehen ist und die folgende Inschrift trägt: "Hier ruht ein französischer Soldat, der fürs Vaterland starb. 1914-1918."

Die Menschen kamen nun in Scharen, um den Soldaten ihre Ehre zu erweisen. Täglich mussten alle abgelegten Blumen von der Platte entfernt werden. Es sei auch daran erinnert, dass am 11. November 1923 eine Gedenkflamme vor die Grabplatte gesetzt wurde, die natürlich noch heute dort brennt.

Diesem Beispiel, das die Briten und die Franzosen am 11. November 1920 vorlebten, folgten auch andere Länder, zum Beispiel die Vereinigten Staaten oder Italien, die 1921 ihren unbekanntesten Soldaten auswählten.

Doch kommen wir zu Verdun zurück. Die sieben Leichname, die zur Auswahl des unbekanntesten Soldaten in der Zitadelle gehörten, ruhen immer noch in Verdun. Sie liegen heute unter einem großen Steinkreuz auf dem Militärfriedhof von Faubourg-Pavé, umgeben von 5.000 anderen Soldatengräbern.

Es sei euch erwähnt, dass die Gedenkflamme jedes Jahr am 11. November von Paris nach Verdun zum Siegesdenkmal von 1916 gebracht wird. Hier werden also zwei überaus bedeutende Symbole des 1. Weltkriegs vereint werden: Verdun und der unbekannte Soldat. Das ist ein sehr wichtiger Aspekt.

Schließlich könnten wir uns die Frage stellen, ob der unbekannte Soldat, der in Paris unter dem Triumphbogen ruht, womöglich selbst in Verdun gefallen ist. Wir werden es wohl nie erfahren.

Thème n°2 - Cours n°5 : Le traitement des corps et l'aménagement des cimetières militaires

Par Michaël Bourlet
Commandant
Officier détaché dans l'Education Nationale

La Première Guerre mondiale correspond à l'avènement d'un événement inédit dans l'Histoire du combat : la mort de masse.

Cette mort de masse provoque des traumatismes. Elle bouleverse les sensibilités. Elle modifie les usages funéraires dans les armées, mais aussi dans la société française. Elle contraint donc le pouvoir politique à prendre en compte cette question de la mort et de la gestion des corps.

La mort de masse entraîne une généralisation du culte des morts. Ce culte des morts n'est pas nouveau en 1914-1918. Il existe déjà par le passé. On se souvient de l'exemple de Bazeilles avec la commémoration du sacrifice des troupes de marines. Les Allemands ont le même culte lors de la guerre de 1870, avec les monuments de Rezonville ou de Gravelotte par exemple. Mais, en 1914-1918, ce culte des morts se généralise à toute la société.

La mort sur les champs de bataille

Dès 1914, on va essayer de trouver des solutions pour gérer ces morts en masse et aussi pour essayer d'aménager les espaces pour inhumer tous ces soldats tombés au champ d'honneur.

En 1914-1918, une rupture avec la mort militaire s'opère. Pendant la Première Guerre mondiale, on meurt principalement à cause des combats, ce qui n'était pas le cas auparavant dans les opérations militaires. Auparavant, on meurt dans les marges du champ de bataille. On meurt dans les hôpitaux, on meurt sur les chemins, mais on ne meurt pas systématiquement au combat comme c'est le cas en 1914-1918. 80% des soldats qui sont tués pendant la Première Guerre mondiale sont morts sur les champs de bataille. Deuxième conséquence des innovations en termes d'armement et de mode opératoire sur le champ de bataille : on a un accroissement du nombre de disparus. C'est inédit en 1914-1918. C'est là une deuxième rupture. Les corps sont véritablement volatilisés par la puissance des armes et il faut donner une réponse aux familles qui n'ont pas de corps à commémorer, à célébrer, pour faire leur deuil.

En 1914, on meurt partout. On meurt sur le champ de bataille évidemment, on meurt dans la tranchée de l'adversaire, on meurt dans sa propre tranchée, on meurt dans le No man's land. Mais on meurt également dans les airs, sur mer, sous terre, dans les hôpitaux, à l'arrière, dans les usines et même chez soi.

La gestion des corps et des sépultures

Au début de la Première Guerre mondiale, rien n'est prévu. On inhume en fosse commune ou, parfois, on incinère même les corps des soldats tués sur le champ de bataille. Très rapidement il faut évidemment donner une réponse aux familles qui s'inquiètent pour leurs défunts. Il y a donc des raisons morales, des raisons sanitaires, des raisons symboliques, idéologiques, qui font que le commandement va s'interroger sur cette gestion des soldats tués au combat.

Il faut gérer les corps, d'autant plus que la question d'inhumer les hommes en tombe individuelle est possible grâce aux plaques d'identité que tous les soldats portent depuis 1881. Donc, dès 1915, la tombe individuelle devient la norme, tant du côté français que du côté allemand et britannique. Mais cela n'est pas toujours appliqué, car, lorsqu'il y a de grandes offensives, il y a évidemment beaucoup de morts, beaucoup de soldats tués sur le champ de bataille. Et il faut parfois, pour des raisons sanitaires, inhumer les hommes de manière très rapide, collectivement. Il n'empêche que l'on a toujours cette idée, cette obsession, de garantir à ces soldats morts une identité jusqu'à faire apparaître leur religion sur leur stèle, chose rassurante pour les soldats qui risquent de mourir à leur tour.

Lorsque le corps a été extrait du champ de bataille, pour les hommes qui meurent dans les hôpitaux, dans les ambulances, les rites qui accompagnent la mort sont visibles. Les cérémonies, les offices font que, progressivement, le champ de bataille et la zone des armées se couvrent de cimetières, de tombes isolées, de sépultures... parfois avec des cimetières qui sont ornements avec des croix, des cimetières qui vivent puisque des familles viennent les visiter, les soldats qui vont rendre hommage à leurs camarades tués. On s'aperçoit de tout cela depuis quelques années, grâce aux progrès de l'archéologie qui ont montré qu'il existait des rites funéraires, autant au cœur des combats – lorsque l'on voit par exemple des camarades qui enterrent, même sommairement, des camarades tués au front, ou encore lorsque l'on voit ces tombes avec des morceaux de corps reconstitués... Les camarades ont pris soin de reconstituer le corps de leurs compagnons d'arme tués au combat. Tout cela montre que des rites funéraires existaient au front même.

A la fin de la Première Guerre mondiale, le champ de bataille est parsemé de cimetières, de fosses communes, d'ossuaires, de tombes isolées. Il faut assurer l'accueil des familles qui vont rendre visite à leurs défunts.

Dans ce phénomène, il y a trois acteurs : les populations locales, qui vont accueillir les familles qui viennent visiter les morts et qui vont aussi aider dans le transfert des corps ; les associations, et notamment les associations de femmes qui vont aider les veuves qui viennent sur la tombe de leur mari ; l'État.

L'État va jouer un rôle très important puisqu'il va adopter cette fameuse loi du 3 juillet 1920 qui comprend deux volets très importants. Le premier, c'est le transfert des corps au frais de l'État.

Environ 30% des sépultures vont être transférées dans les familles, dans les cimetières communaux, par exemple. Le deuxième volet, c'est celui du regroupement, c'est-à-dire qu'on va essayer de regrouper tous ces petits cimetières, ces tombes isolées sur les champs de bataille, dans de vastes nécropoles.

C'est le choix fait par les Français : constituer environ 200 grandes nécropoles où l'on intègre toutes les petites tombes isolées. C'est un choix qui diffère de celui des britanniques qui, eux, vont préférer l'émiettement. Ainsi, les soldats britanniques sont enterrés là où ils sont tombés. C'est pour cette raison qu'en France on a de grandes nécropoles pour les cimetières militaires français, et pour les Britanniques, de petits cimetières dans chaque commune du front. L'objectif pour les Français et les Britanniques, c'est de montrer leur contribution distincte. En construisant de grandes nécropoles, les Français montrent que leurs hommes, la France, ont fait de grands sacrifices. On voit ces grandes nécropoles à Verdun par exemple, à Douaumont. Les Britanniques, eux, ont un maillage plus fin que l'on voit dans tous les petits villages situés le long du front.

Pour les Français, on a le choix de l'égalité funéraire. Quand on entre aujourd'hui dans une nécropole nationale française, ce qui frappe c'est le fait que toutes les tombes se ressemblent. On ne peut pas distinguer les officiers des soldats, tout au plus on peut distinguer les religions comme par exemple les tirailleurs sénégalais ou les soldats musulmans qui ont des stèles particulières. Mais sinon, du côté français, on a fait le choix de ce que l'on appelle « l'égalitarisme funéraire » avec peut-être un aspect figé, voire même impersonnel de ces nécropoles militaires françaises.

Thema 2 – Unterricht 5 : Der Umgang mit den Leichen und die Gestaltung der Soldatenfriedhöfe

von Michaël Bourlet

Kommandant und Offizier, ins Bildungsministerium entsandt

Mit dem 1. Weltkrieg kam ein bis dato nie dagewesenes Phänomen auf: der Massentod. Dieser Massentod rief Traumata hervor und erschütterte die Gemüter.

Er veränderte die Bestattungsriten sowohl in den Armeen als auch in der französischen Gesellschaft. Er zwang die Regierung, sich mit dem Sterben und dem Umgang mit den Leichen auseinanderzusetzen.

Der Massentod führte einen allgemeinen Totenkult herbei. Dieser Totenkult war 1914-1918 nicht neu. Es gab ihn schon früher. Zum Beispiel wurde in Bazeilles mit einer Gedenkfeier den Opfern unter den Marinesoldaten gedacht. In Deutschland gab es im Krieg von 1870 denselben Kult, mit Denkmälern für Rezonville oder Gravelotte. 1914-1918 verbreitete sich der Totenkult in der ganzen Gesellschaft.

Der Tod auf dem Schlachtfeld

Seit 1914 wurde nach Lösungen gesucht, um das Massensterben zu bewältigen. Man versuchte, Plätze einzurichten, um alle diese gefallenen Soldaten zu bestatten.

1914-1918 vollzog sich ein Bruch mit dem Kriegstod. Im 1. Weltkrieg starben die Soldaten hauptsächlich im Kampf, was bei anderen Militäroperationen nicht der Fall war. Früher starb man am Rand des Schlachtfelds, in den Krankenhäusern, auf den Wegen, aber nicht grundsätzlich im Kampf, so wie das 1914-1918 der Fall war. 80 % der im 1. Weltkrieg gefallenen Soldaten starben auf dem Schlachtfeld.

Die zweite Konsequenz, bzw. der zweite Bruch, dieser Neuerungen bezüglich der Bewaffnung und der Strategie auf dem Schlachtfeld: Die Zahl der Vermissten stieg an. Das war 1914-1918 ganz neu. Die Schlagkraft der Waffen löste die Körper regelrecht auf. Man musste den Familien eine Antwort geben, die keinen Leichnam hatten, dem sie gedenken und um den sie trauern konnten.

1914 starben die Menschen überall. Auf dem Schlachtfeld, im feindlichen Graben, im eigenen Graben, im Niemandsland. Aber sie starben auch in der Luft, auf dem Meer, unter der Erde, im Krankenhaus, in den Fabriken und sogar zu Hause.

Der Umgang mit den Leichen und den Bestattungen

Zu Beginn des 1. Weltkriegs war nichts vorgesehen. Man bestattete in Massengräbern, oder verbrannte manchmal sogar die Leichen der gefallenen Soldaten. Man musste den Angehörigen, die sich sorgten, eine Antwort geben. So gab es moralische, sanitärische, symbolische und ideologische Gründe, die die Regierung veranlassten, sich dem Umgang mit den Gefallenen zu stellen.

Die Leichen mussten bestattet werden. Zudem waren Einzelbestattungen nun möglich, dank der Erkennungsmarken, die alle Soldaten seit 1881 trugen. Daher wurde ab 1915 das Einzelgrab zur Norm: auf französischer wie auch auf deutscher und britischer Seite. Allerdings gab es bei großen Offensiven natürlich sehr viele gefallene Soldaten, und manchmal mussten die Männer aus sanitären Gründen schnell kollektiv begraben werden. Dennoch war man sehr bedacht oder sogar versessen darauf, diesen gefallenen Soldaten eine Identität zu verleihen, was so weit reichte, dass ihre Religion auf einer Stele angegeben wurde. Dies wirkte beruhigend für die lebenden Soldaten, die ihrerseits ihr Leben riskierten.

Für die Toten vom Schlachtfeld, aber auch für die Männer, die im Krankenhaus starben, entwickelten sich Bestattungsrituale. Die Zeremonien und Gottesdienste sorgten dafür, dass die Schlachtfelder und Militärzonen immer mehr mit Friedhöfen, Einzelgräbern und Grabstätten übersät wurden. Manchmal waren die Friedhöfe mit Kreuzen verziert oder die Grabstätten wurden von Angehörigen besucht oder von Kameraden, die ihren getöteten Kameraden ihre Ehre erwiesen.

Archäologische Erkenntnisse der letzten Jahre haben gezeigt, dass es Bestattungsrituale mitten im Kampf gab. So haben Soldaten ihre toten Kameraden zumindest notdürftig bestattet, und man fand auch Gräber mit rekonstruierten Körperteilen. Die Soldaten versuchten also, den Körper ihrer toten Kameraden zu rekonstruieren. All das zeigt, dass es Bestattungen an der Front gab.

Am Ende des 1. Weltkriegs waren die Schlachtfelder von Friedhöfen übersät: von Massengräbern, Beinhäusern oder Einzelgräbern. Die Familien, die die Toten besuchten, mussten empfangen werden.

Hierbei gab es drei Hauptakteure: Die örtliche Bevölkerung, die die Familien empfing, die die Gräber der Toten besuchten, und die auch beim Transport der Leichen halfen. Die Verbände, besonders die Frauenverbände, die Witwen halfen, die die Grabstätte ihrer Männer besuchten. Und schließlich der Staat, der eine wichtige Rolle spielte.

Er erließ das Gesetz vom 3. Juli 1920 mit zwei wichtigen Bestimmungen. Erstens, die Überführung der Leichen auf Staatskosten. Etwa 30 % der Grabstätten wurden zu den Familien überführt, zum Beispiel auf kommunale Friedhöfe. Zweitens, die Zusammenlegung von Friedhöfen. Man wollte kleinere Friedhöfe und Gräber auf den Schlachtfeldern in großen Nekropolen zusammenlegen.

Das war die Entscheidung der Franzosen. Es wurden etwa 200 große Nekropolen angelegt, in die alle kleinen Einzelgräber integriert wurden.

Anders gingen die Briten vor, die ihre Soldaten dort beerdigten, wo sie gefallen waren. In beiden Ländern wollte der Staat einen Beitrag leisten. Mit den großen Nekropolen zeigten die Franzosen, dass ihre Männer ein großes Opfer erbracht hatten. Man sieht diese Nekropolen zum Beispiel in Verdun oder in Douaumont. Die Briten sind es kleinere Grabstätten, die sich in den Dörfern und Städten entlang der Front bildeten.

Die Franzosen entschieden sich für gleichförmige Grabmale. Betritt man heute eine französische Nekropole, fällt auf, dass alle Gräber identisch sind. Offiziere sind nicht von Soldaten zu unterscheiden. Nur die Religion wird angezeigt, wie bei den Senegalschützen oder den muslimischen Soldaten. Ansonsten wählte man auf französischer Seite, was man "Bestattungsegalitarismus" nennt. Dies führte zu dem eher steifen und unpersönlichen Charakter der französischen Soldatenfriedhöfe und Nekropolen.

Thème n°2 - Cours n°6 : Douaumont et les autres monuments emblématiques de la mort de masse

Par François Cochet

Professeur émérite des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

Il est peu de termes qui résonnent aussi lugubrement, tant en français qu'en allemand, que celui de Douaumont.

Douaumont est un lieu de martyr, aussi bien pour les Français que pour les Allemands. La mort de masse est quelque chose de terrifiant lors de la Grande Guerre : 1 400 000 morts chez les Français ; 1 900 000 chez les Allemands. Mais surtout et plus encore, il s'agit de corps non-retrouvés, de corps démantelés par le feu de l'artillerie, de corps enfouis dans le sol meusien ou de corps retrouvés de manière dispersée. Douaumont est donc à la fois une « Nécropole » et pour les Allemands la figure du « Fort », puisque 679 soldats allemands sont encore aujourd'hui enterrés dans une des ailes du Fort de Douaumont suite à une explosion gravissime en mai 1916.

A la fin de la guerre, on voit s'ériger l'Ossuaire de Douaumont. Il s'agit de rassembler dans un lieu unique les restes de soldats tués durant la bataille de Verdun, tant français qu'allemands : environ 130 000 corps rassemblés dans l'ossuaire.

Il y a une dualité de lieu sur Douaumont : le Fort et l'Ossuaire. Cette dualité va permettre à un certaines familles françaises qui ont perdu un de leur proche lors de la bataille de Verdun, d'avoir un lieu pour se recueillir, car, un des grands problèmes de cette mort de masse de 1914-18, c'est que justement, ne pouvant retrouver les corps, certaines familles ne peuvent pas faire leur travail de deuil sur les proches qu'ils ont perdus. Cela constitue une nouveauté de la Grande Guerre. L'Ossuaire de Douaumont va servir essentiellement à cela : donner un lieu de sépulture à un certain nombre d'inconnus.

Qu'est-ce que Douaumont ? Quels sont les projets mémoriaux qui existent en 1920, dans ces années qui sont des années de sortie de guerre ?

Il y a d'abord un projet de l'architecte André Ventre qui consiste à faire tout simplement du Fort de Douaumont un mémorial dédié à la Mort, en rassemblant dans le fort tous les morts des alentours. C'est un projet qui n'est pas suivi. C'est Monseigneur Ginisty, évêque de Verdun, qui va reprendre à son compte le projet d'une « Cathédrale des morts » et d'une « Basilique de la victoire ». Ce sont ses propres termes. Il souhaiterait un ossuaire qui rassemble les restes, identifiés ou pas, d'un certain nombre de soldats, français comme allemands. Il souhaite également pouvoir faire de ce lieu un lieu symbolique, un lieu éminemment marqué par la religion, car certains projets évoquaient le fait que l'Ossuaire de Douaumont soit gardé en permanence par un ordre religieux voué au silence.

Ce projet n'ira pas à son terme. Mais la construction de l'Ossuaire de Douaumont, est un projet très religieux dans ce contexte. Bien évidemment, l'Etat français des années 1920-25 n'est pas tout à fait d'accord avec ce projet de Monseigneur Ginisty, puisque c'est un Etat laïc. D'ailleurs, toutes les cérémonies publiques qui se tiennent depuis à Douaumont ont lieu à l'extérieur, face à la nécropole et non pas face à l'ossuaire ou dans l'ossuaire.

C'est la volonté inébranlable de Monseigneur Ginisty qui va réussir, tant bien que mal, à faire financer ce projet par des villes marraines qui apportent leur obole, mais aussi par l'American Legion. La forme du monument est due à l'architecte Léon Azéma. C'est une forme marquée par la religion. Certains disent qu'il s'agit d'une croix d'épée enfoncée dans le sol. Ce peut être tout simplement une croix. La première pierre est posée en 1920 et l'Ossuaire de Douaumont sera inauguré en plusieurs étapes entre 1927 et 1932.

Il faut comparer cet ossuaire de Douaumont à d'autres monuments commémorant la mort de masse, notamment Notre-Dame-de-Lorette, située dans le bassin houiller de Lens, qui symbolise les combats furieux de 1915. On y retrouve cette dimension religieuse, avec une chapelle, même si le lieu a été quelque peu laïcisé en 2014 avec l'inauguration du fameux mur des noms, rassemblant tous les soldats tués dans le Nord et dans le Pas-de-Calais durant ces combats de la Grande Guerre. Il liste par ordre alphabétique autant les Français, les Anglais, que les Allemands et d'autres nationalités. Mais, il est bien évident que ces 25 hectares sont un lieu de commémoration à la fois religieux et laïc.

Il faut évoquer aussi Notre-Dame-de-Dormans, c'est-à-dire le monument aux victoires de la Marne de 1914 et de 1918. On retrouve là une structure duale : il y a une crypte et une chapelle en niveau supérieur, ainsi qu'un monument aux victoires avec le buste mortuaire du maréchal Foch.

Donc ces trois monuments, l'Ossuaire de Douaumont, Notre-Dame-de-Lorette et Notre-Dame-de-la-Victoire de Dormans, constituent un ensemble complet qui est à replacer dans un contexte politique. En effet, à travers Monseigneur Ginisty, à travers Monseigneur Luçon, cardinal archevêque de Reims qui œuvre aussi pour la chapelle de Dormans, les catholiques français souhaitent montrer qu'ils ont totalement participé à la victoire et qu'ils ont donné leurs vies pour la France.

Thema 2 – Unterricht 6 : Douaumont und andere symbolträchtige Denkmäler des Massentods

von François Cochet

Professor Emeritus für moderne Geschichte, Université de Lorraine.

Nur wenige Orte tragen eine so düstere Erinnerung wie Douaumont.

Douaumont ist sowohl für Franzosen als auch Deutsche ein Ort des Martyriums. Der Massentod war ein entsetzliches Phänomen des 1. Weltkriegs. 1.400.000 Tote bei den Franzosen. 1.900.000 Tote bei den Deutschen. Vor allem geht es um nicht wiedergefundene Leichen, um vom Artilleriefeuer zerfetzte Körper, in der Erde vergrabene Leichen oder Leichen, die zerteilt wiedergefunden wurden. Daher ist Douaumont für die Deutschen gleichzeitig eine Nekropole, was die Festung betrifft. Denn 679 deutsche Soldaten liegen infolge einer dramatischen Explosion im Mai 1916 heute noch in einem Flügel der Festung begraben.

Aber das betrifft die Festung. Am Ende des Krieges errichtete man das Beinhaus von Douaumont. Es ging darum, die Überreste der französischen und deutschen Soldaten, die in Douaumont bei der Schlacht von Verdun umkamen, an einem einzigen Ort zusammenzubringen. Etwa 130.000 Leichname wurden im Beinhaus zusammengetragen.

Es gab also zwei Grabstätten in Douaumont: die Festung und das Beinhaus. Diese beiden Stätten boten etlichen französischen Familien, die bei der Schlacht von Verdun einen Angehörigen verloren hatten, einen Ort, den sie aufsuchen konnten. Eins der großen Probleme des Massensterbens von 1914 bis 1918 bestand darin, dass viele Leichen nicht gefunden wurden und etliche Familien nicht ihre Angehörigen bestatten konnten, die sie verloren hatten. Dies ist ein neues Phänomen im 1. Weltkrieg. Das Beinhaus von Douaumont diente vor allem dazu, einer gewissen Zahl unbekannter Gefallenen eine Grabstätte zu geben.

Was ist Douaumont? Welche Vorhaben für Gedenkstätten gab es im Jahr 1920 und in den Nachkriegsjahren?

Zunächst gab es ein Projekt des Architekten Ventre, aus dem Fort Douaumont einfach ein Totenmal zu machen und in der Festung alle Toten aus der Umgebung zusammenzubringen. Dieses Projekt wurde nicht weiter verfolgt. Monseigneur Ginisty, Bischof von Verdun, übernahm auf eigene Rechnung das Vorhaben einer "Kathedrale der Toten" und einer "Siegesbasilika", wie er diese nannte. Er wollte ein Beinhaus bauen, das die Überreste einer bestimmten Zahl von Soldaten, identifiziert oder anonym, Franzosen wie Deutsche, vereinte. Er wollte aus diesem Ort eine symbolträchtige Stätte machen. Einen Ort, der besonders religiös geprägt war. Denn einige Vorhaben folgten dem Beispiel des Beinhauses von Douaumont, das dauerhaft von einem religiösen Schweigeorden bewacht wurde.

Dieses Projekt wurde nicht zu Ende geführt. Doch das Beinhaus von Douaumont war in diesem Zusammenhang eine stark religiös geprägte Stätte. Und natürlich war der französische Staat in den Jahren 1920-25 nicht ganz mit diesem Projekt von Bischof Ginisty einverstanden, da Frankreich ein laizistischer Staat ist.

Es fällt auf, dass alle öffentlichen Zeremonien, die seither in Douaumont abgehalten wurden, draußen stattfanden, und zwar gegenüber der Nekropole und nicht gegenüber oder innerhalb des Beinhauses.

Mit starkem Willen gelang es Bischof Ginisty, das Projekt durch Patenstädte, die ihren Obolus beitrugen, aber auch mithilfe der Amerikanischen Legion zu finanzieren. Der Entwurf für das Denkmal stammt von dem Architekten Azéma. Es hat eine religiös geprägte Form. Manche sagen, es sei der Griff eines im Boden steckenden Schwertes. Es könnte auch einfach ein Kreuz sein. Der Grundstein wurde 1920 gelegt und das Beinhaus von Douaumont wurde in mehreren Etappen eingeweiht, in den Jahren 1927 und 1932.

Man sollte einen Vergleich zwischen dem Beinhaus von Douaumont und anderen Denkmälern ziehen, die des Massentods gedenken, besonders mit Notre-Dame-de-Lorette, einem Nationalfriedhof im Kohlenbecken von Lens, der zu einem Symbol für die erbitterten Kämpfe von 1915 wurde. Hier findet man diese religiöse Dimension in einer Kapelle wieder. Dabei wurde der Ort 2014 leicht säkularisiert, und zwar mit Einweihung der berühmten "Mauer der Namen", die alle Soldaten vereint, die im 1. Weltkrieg in den Departements Nord und Pas-de-Calais starben. Hier sind in alphabetischer Folge gefallene Franzosen, Briten Deutsche und andere Nationalitäten aufgelistet. Dieser Ort auf 25 Hektar ist zugleich eine religiöse wie auch weltliche Gedenkstätte. Zu nennen ist auch Notre-Dame-de-Dormans, das Denkmal für die Siege an der Marne von 1914 und 1918. Hier findet man wieder eine duale Struktur: Es gibt eine Krypta und auf der oberen Ebene eine Kapelle sowie ein Siegesdenkmal mit der Totenbüste von Marschall Foch.

Diese drei Denkmäler: das Beinhaus von Douaumont, Notre-Dame-de-Lorette und Notre-Dame-de-la-Victoire de Dormans, bilden eine vollständige Einheit, die wiederum in einen politischen Kontext zu setzen ist. Über Bischof Ginisty, über Bischof Luçon, Kardinal und Erzbischof von Reims, der auch in der Kapelle von Dormans wirkte, wollten die französischen Katholiken zeigen, dass sie umfassend zum Sieg beitrugen und dass auch sie ihr Leben für Frankreich opferten.

Thème n°3 – Cours n°1 : Structuration et rôle social

Par Antoine Prost

Historien et Président du Conseil scientifique de la Mission du Centenaire
et François Cochet

Professeur émérite des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

François Cochet – Antoine Prost, les anciens combattants sont, dans l'entre-deux guerres, une force absolument considérable : sept millions en 1920, cinq millions encore en 1930. Est-ce que vous pourriez nous dire comment ce mouvement se structure en différentes fédérations, selon différentes phases chronologiques ? Et quelles sont ces organisations qui naissent de la Grande Guerre, aussi bien dans les villes que dans les campagnes françaises ?

Antoine Prost – Le premier point à souligner, c'est l'importance de ce mouvement, parce qu'il y a bien cinq millions d'anciens combattants. Ils ne sont pas tous syndiqués, mais il y a quand même trois millions d'adhérents aux associations d'anciens combattants au début des années 1930, ce qui est considérable. Ensuite, deuxième point : un « Mouvement combattants » s'est constitué avant la fin de la guerre. Le premier Congrès National des Anciens Combattants s'est tenu le 11 novembre 1917. Pas 1918, en 1917 ! Ce sont des mutilés, des réformés. Les réformés sont des soldats que l'on renvoie de l'armée parce qu'ils sont trop blessés. Ils ne peuvent plus servir. On appliquait à ces mutilés et réformés, une législation qui datait de 1831 et qui était totalement inadaptée, si bien qu'ils « crevaient de faim ». Ils mendiaient. Ils vendaient des fleurs en papier... C'était absolument misérable. Donc, ils se sont organisés pour obtenir la gratuité sur les transports publics, pour obtenir des secours... Et il y a eu, dès 1916, des associations à Aix-en-Provence, à Orléans, à Nancy... Et les premières associations nationales se sont fédérées et ont donné naissance à des fédérations nationales d'anciens mutilés.

La plus importante est l'Union fédérale des associations de mutilés réformés et anciens combattants, Union Fédérale qui a plus de 900 000 adhérents en 1938-39, à une époque où, avant le Front populaire, la CGT en compte 750 000. Après le Front populaire en 1937, il en a quatre millions.

La deuxième grande vague d'associations voit naître les associations de combattants démobilisés. Elles naissent après la guerre, évidemment. La grande association qui vit encore aujourd'hui (l'Union Fédérale vit aussi toujours aujourd'hui), c'est l'Union Nationale des Combattants qui a été fondée avec l'accord du gouvernement et de l'armée. Elle a été autorisée à faire sa propagande dans les dépôts et dans les cantines militaires. Donc l'armée était d'accord et a d'ailleurs servi. L'UNC a été subventionnée par le Ministère de l'intérieur et par les compagnies de chemin de fer pour s'opposer à la grève des cheminots de 1920. C'est donc une association qui naît plutôt à droite, tandis que l'Union Fédérale naît plutôt à gauche.

Il existait des dizaines et des dizaines d'associations professionnelles (par exemple, les anciens combattants du métro, des compagnies de chemin de fer (parce que la SNCF date de 1937)) qui publient des journaux (parce qu'il y a plusieurs centaines, voire même plusieurs milliers de feuilles publiées), des bulletins de quatre pages et parfois plus, publiés par ces micro-associations.

Il y a un bulletin par exemple qui s'appelle Le Percepteur mutilé qui est le journal des percepteurs mutilés. Vous avez les mutilés des yeux, les amputés, les plus grands invalides, les blessés du poumon et chirurgicaux (à l'époque, on enlevait la moitié du poumon aux tuberculeux les plus gravement atteints)...

Il existe donc des myriades d'associations qui ont fondé une confédération et qui vont avoir un effet de lobbying sur les pouvoirs publics extrêmement efficace : ils vont obtenir la création de la loi sur les pensions du 31 mars 1919.

François Cochet – Donc, il y a une génération issue de la guerre elle-même et une génération qui vient après la guerre

Antoine Prost – Oui mais issue de la guerre aussi.

François Cochet – Issue de la guerre bien entendu ! Il y a une génération qui apparaît dès la guerre elle-même et puis ensuite les démobilisés.

Antoine Prost – Qui apparaît un peu plus tard.

François Cochet – Et ce que nous oublions souvent aujourd'hui, c'est que ce sont des hommes jeunes.

Antoine Prost – Ce sont des hommes jeunes, bien sûr.

François Cochet – Contrairement à l'image de l'ancien combattant vieillard chenu.

Antoine Prost – Absolument, absolument !

François Cochet – Et qui veulent peser sur l'avis national.

Antoine Prost – Mais l'Union Nationale des Combattants est un peu moins puissante que l'Union Fédérale. Elle réunit quand même près de 900 000 adhérents, c'est-à-dire que ces deux associations réunissent à elles seules environ 2 millions d'adhérents ! Il y en a d'autres... Je ne vais pas toutes les citer.

Ce qui est essentiel à comprendre, ce sont deux choses. La première c'est qu'il y a des associations dans pratiquement deux communes sur trois (dans le Loiret il doit y avoir 300 communes et 200 associations), avec une véritable vie d'association, des assemblées générales tous les week-ends et des militants du département qui passent pratiquement tous les dimanches de janvier-février à faire le tour des sections locales. Ils font 4 – 5 – 6 villages dans le même dimanche. Ils tiennent une assemblée générale. On réélit les bureaux et on parle politique, on parle de la paix, on parle de la réforme de l'Etat et ça c'est tout à fait essentiel !

Ce tissu démocratique qui est très attaché au respect des formes de l'élection des membres du bureau, de la vérification des mandats... constitue, de mon point de vue, une des forces sociales qui va en quelque sorte faire obstacle à la pénétration des idées et des méthodes fascistes. Ça, c'est le premier point essentiel.

Le deuxième, c'est qu'on est à une époque où il n'y a même pas de ministère de la santé. Et il n'y a pas de santé publique ou d'assurance sociale. La loi sur les assurances sociales n'existe que dans les territoires récupérés aux Allemands.

C'était une législation bismarckienne de 1884. Le projet de loi qui naît de la confrontation avec cette réalité alsacienne et mosellane va aboutir en 1928, et encore... seulement véritablement qu'en 1930. Par exemple, la loi des pensions dit que les blessés de guerre ont droit à des soins gratuits. Mais comment va-t-on payer ces soins gratuits ? Comment va-t-on rémunérer les médecins ? Les premiers conflits avec les médecins sur leurs honoraires naissent de l'application de l'article 64 de la loi du 19 mars, parce qu'on voulait les payer avec carnets à souche et ils ont refusé parce qu'ils ne voulaient pas être payés par une administration.

Il y a eu toute une politique d'aide aux anciens combattants, notamment des mutilés. Il y a quand même eu un million d'anciens combattants qui ont été bénéficiaires de pensions de guerre. Tous les combattants titulaires de la carte ont eu droit en 1932 à la retraite du combattant. La retraite du combattant, c'est la première véritable retraite ! Et vous avez donc un début de « sécurité sociale » qui s'esquisse pour les anciens combattants et qui, chose très importante, va être gérée de manière paritaire.

Le début du paritarisme dans la gestion de l'assistance et de l'assurance sociale en France, apparaît avec la création de l'Office national des mutilés. L'Office national des mutilés est géré de façon paritaire, par des représentants d'associations de mutilés et par des fonctionnaires, des personnalités qualifiées, des députés, des sénateurs. Ce paritarisme, qui persiste dans la société française aujourd'hui, a été inventé par les anciens combattants. Donc cette organisation des anciens combattants a laissé plus de traces qu'on ne croit dans notre société actuelle.

Thema 3 – Unterricht 1 : Organisation und soziale Rolle der Veteranenbewegung

von François Cochet

Professor Emeritus für moderne Geschichte, Université de Lorraine

und Antoine Prost, Historiker und Vorsitzender des wissenschaftlichen Beirats der Mission 100.

Jahrestag

François Cochet - Antoine Prost, zwischen den Kriegen gab es eine riesige Veteranenbewegung: 1920 gehörten ihr 7 Mio. und 1930 immer noch 5 Mio. an. Können Sie uns sagen, wie sich diese Bewegung mit der Zeit in unterschiedlichen Vereinigungen organisierte, und welche Organisationen aus dem 1. Weltkrieg hervorgegangen sind, sowohl in den französischen Städten als auch auf dem Land?

Antoine Prost - Zunächst muss man betonen, wie groß diese Bewegung war, denn es gab rund 5 Mio. Kriegsveteranen. Nicht alle davon organisierten sich gewerkschaftlich, doch immerhin gab es Anfang der 30er-Jahre 3 Mio. Mitglieder in Veteranenvereinigungen. Eine beträchtliche Zahl. Der zweite Punkt: Die Veteranenbewegung entstand vor Ende des Krieges. Der erste nationale Veteranenkongress fand am 11. November 1917 statt. Nicht 1918, sondern 1917. Mitglieder waren Verstümmelte und Wehrdienstuntaugliche, die wegen ihrer Verletzungen nicht mehr dienen konnten. Für die Betroffenen galt ein Gesetz, das noch von 1831 stammte und absolut ungeeignet war. Sie litten Hunger, sie bettelten, sie verkauften Papierblumen. Ihre Lage war vollkommen trostlos. Sie organisierten sich also, um kostenlos Zugang zu öffentlichen Verkehrsmitteln und Hilfeleistungen usw. zu erwirken. Ab 1916 gab es Vereinigungen in Aix-en-Provence, Orléans, Nancy usw. Diese Vereinigungen schlossen sich auf nationaler Ebene zusammen und es entstanden nationale Verbände für Kriegsverstümmelte.

Der größte darunter war die Union Fédérale, einem Verband für Verstümmelte, Invaliden und Veteranen. Die Union Fédérale hatte 1938-39 über 900.000 Mitglieder. Bevor die Volksfront an der Macht war, zählte der Gewerkschaftsbund CGT 750.000 Mitglieder. 1937, als die Volksfront regierte, waren es 4 Mio.

Die zweite große Welle der Bewegung brachte die Vereinigungen demobilisierter Soldaten. Sie wurden natürlich nach dem Krieg gegründet. Die Vereinigung, die es heute noch gibt, wie auch die Union Fédérale, ist der nationale Veteranenverband UNC, der in Absprache mit der Regierung und der Armee gegründet wurde. Er durfte sich in den Betriebslagern und Militärkantinen propagieren. Er wurde also von der Armee und auch anderweitig unterstützt. So wurde er vom Innenministerium und den Eisenbahngesellschaften dafür gefördert, dem Eisenbahnerstreik von 1920 entgegenzusteuern. Der UNC war eher rechtsgerichtet, während die Union Fédérale eher linksgerichtet war.

Dutzende dieser Vereinigungen waren Berufsverbände. Es gab Veteranenvereinigungen der Metro oder der Eisenbahngesellschaften, denn die staatliche SNCF entstand 1937.

Dann gab es Vereinigungen in der Zeitungsbranche. Sie verlegten hunderte, vielleicht tausende von Zeitungen, oft kleine Nachrichtenblätter von vier oder mehr Seiten. Eines davon hieß "Le Percepteur mutilé", eine Zeitung für verstümmelte Steuereintreiber. Es gab Verstümmelte, die ihre Augen verloren hatten, Amputierte, Schwerbeschädigte oder Lungenverletzte durch chirurgische Eingriffe. Damals wurde bei schwer erkrankten Tuberkulosepatienten chirurgisch die halbe Lunge entfernt.

Es gab also unzählige Vereinigungen, die Verbände gründeten und eine sehr starke Lobbywirkung auf den Staat hatten. So erzielten sie etwa die Einführung des Rentengesetzes vom 31. März 1919.

François Cochet - Eine Generation ging also aus dem Krieg hervor und eine aus der Nachkriegszeit.

Antoine Prost - Beide sind Folgen des Krieges.

François Cochet - Aber eine kam erst nach dem Krieg auf.

Antoine Prost - Etwas später.

François Cochet - Und was man heute oft vergisst: Es waren alles junge Männer.

Antoine Prost - Natürlich.

François Cochet - Entgegen dem Bild von alten weißhaarigen Veteranen.

Sie wollten die öffentliche Meinung beeinflussen.

Antoine Prost - Genau, aber der UNC war weniger einflussreich als die Union Fédérale. Er hatte aber immerhin etwa 900.000 Mitglieder. Das heißt, die beiden Verbände allein hatten zusammengenommen rund zwei Millionen Mitglieder. Es gab noch andere... Ich werde sie nicht alle aufzählen.

Es gibt zwei wichtige Punkte, die es zu berücksichtigen gilt. Der erste Punkt ist, dass es quasi in zwei von drei Gemeinden Vereinigungen gab. Im Département Loiret gab es in 300 Gemeinden 200 Vereinigungen, die eine Vereinskultur mit sich brachten. Jedes Wochenende fanden Versammlungen statt und die Aktivisten des Départements kamen sonntags im Januar und Februar in den örtlichen Vertretungen vorbei. Sie besuchten vier, fünf, sechs Dörfer an einem Sonntag und hielten Hauptversammlungen ab. Es wurden Vorstände neugewählt und man redete über Politik, über den Frieden und die Staatsreform. Und was hier so wichtig ist, ist die demokratische Struktur, die stark reglementiert war in Bezug auf die Wahl des Vorstands, die Überprüfung der Amtszeiten usw. Meiner Meinung nach hat dieses soziale Gefüge dazu beigetragen, dass sich faschistische Ideen und Methoden nicht durchsetzen konnten. Das ist ein erster wichtiger Aspekt.

Der zweite Punkt ist, dass dies eine Zeit war, wo es nicht einmal ein Gesundheitsministerium gab. Es gab weder Gesundheitswesen noch Sozialversicherung. Das Sozialversicherungsgesetz existierte nur in den von den Deutschen zurückerlangten Gebieten, wo es von Bismarck 1884 eingeführt wurde. Das Gesetzesvorhaben, das daraus entstand, dass man im Elsass und in Moselle mit dieser Realität konfrontiert war, wurde 1928 in Angriff genommen, aber erst 1930 verabschiedet. Das Rentengesetz legte zum Beispiel fest, dass Kriegsverletzte

Anspruch auf kostenlose Behandlung haben. Aber wie sollte die Versorgung finanziert, wie sollten die Ärzte bezahlt werden? Erste Honorar-Streitigkeiten mit den Ärzten kamen bei Anwendung von Artikel 64 des Gesetzes vom 19. März auf. Man wollte die Ärzte mit Coupons bezahlen, was sie ablehnten, weil sie nicht von einer Behörde bezahlt werden wollten.

Es herrschte eine allgemeine Hilfspolitik zugunsten der Veteranen und besonders der Verstümmelten. Immerhin gab es eine Million Veteranen, die Kriegsrenten ausgezahlt bekamen. Alle Veteranen, die sich ausweisen konnten, hatten 1932 Anspruch auf eine Kriegsrente. Die Kriegsrente stellte die erste wahre Rentenzahlung dar. Dies waren also die Anfänge der Sozialversicherung, die mit der Kriegsrente Gestalt annahm und, was sehr wichtig ist, die paritätisch verwaltet wurde.

Die paritätische Verwaltung der Sozialhilfe und Sozialversicherung in Frankreich wurde mit der nationalen Behörde für Verstümmelte eingeführt. Diese Behörde war paritätisch verwaltet, und zwar von Vertretern von Veteranenvereinigungen sowie von Beamten, Sachverständigen, Abgeordneten oder Senatoren. Dieses paritätische Konzept, das in Frankreich heute noch fortbesteht, wurde von den Veteranen ins Leben gerufen. Die Organisation der Veteranen hat also in der heutigen Gesellschaft mehr Spuren hinterlassen, als man denken würde.

Thème n°3 – Cours n°2 : Le rôle politique durant l'entre-deux-guerres

Par Antoine Prost

Historien et Président du Conseil scientifique de la Mission du Centenaire
et François Cochet

Professeur émérite des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

François Cochet – Antoine Prost, ces associations d'anciens combattants, nombreuses, variées, ont-elles des regards politiques dans l'entre-deux-guerres ? Et si oui, ces regards évoluent-ils ? Y a-t-il, par exemple, une imprégnation de la Chambre « bleu-horizon » et des thématiques de la Chambre « bleu-horizon » ? Ou y a-t-il, au contraire, après l'immense carnage que fut la Grande Guerre, un regard, des regards, plus pacifistes ?

Antoine Prost – C'est une question compliquée que celle de l'influence politique des anciens combattants parce qu'ils auraient bien voulu avoir une influence politique. Ils auraient bien voulu être au gouvernement. Ils estiment qu'ils exercent une magistrature morale.

François Cochet – Sous la forme d'un parti « Ancien Combattant » ?

Antoine Prost – Non, pas sous la forme d'un parti parce qu'ils sont politiquement divisés. Il y en a de gauche et il y en a de droite. Donc l'idée d'un « Parti Combattants » ne tient pas debout. Mais ils veulent exercer une « magistrature morale ». D'ailleurs, on ne sait pas trop ce que cela veut dire. Ils prêchent l'esprit combattant qui est un esprit purement moralisateur : servir et non pas se servir...

François Cochet – Unis comme au front...

Antoine Prost – En revanche, ils ont une influence politique très réelle sur l'attitude à l'égard de l'Allemagne, parce qu'au départ, les anciens combattants de l'UNC sont très interalliés : « on ne cause pas avec les Allemands ! ». A l'Union Fédérale, à partir de problèmes techniques sur les prothèses, on va commencer à se rapprocher des Allemands car ceux-ci sont en avance dans ce domaine. Ce rapprochement s'amorce sous l'égide du bureau international du travail. Les membres de l'Union Fédérale vont être des artisans du rapprochement franco-allemand. Ils sont très pacifistes. Il y a un pacifisme latent qui va se renforcer à l'intérieur de l'UNC et qui va aboutir à des choses tout à fait surprenantes, comme le grand serment pour la paix qui est prononcé à Douaumont le 12 juillet 1936, avec des anciens combattants allemands au drapeau à la croix gammée, des Italiens, des Anglais, des Français... Il y a environ 30 000 pèlerins qui montent à l'ossuaire de Douaumont faire une retraite au flambeau et qui prêtent le serment devant le monument funéraire. Ce pacifisme va amener les deux présidents de l'Union Fédérale et de l'Union Nationale des combattants à faire partie du comité France-Allemagne d'Otto Abetz et ceci, jusqu'en janvier 1939.

Donc la volonté de collaboration, de rapprochement franco-allemand, va être l'axe directeur de la politique des anciens combattants. Ils sont donc pour Munich, de manière très active. Autrement, ils sont très hostiles au paiement des dettes à l'égard des Américains.

« On ne va pas payer pour les capotes dans lesquelles nos morts ont été ensevelis ! Ce n'est pas possible ! ». Ceci est très important pour l'évolution de la politique internationale.

Autrement, je pense qu'ils ont été, à certains égards, un rempart contre le fascisme, parce que ce sont, pour l'essentiel, des républicains formés à l'école primaire de 1870-1914. Il y a des choses qui se font et des choses qui ne se font pas. Cette « Bonne vieille morale de nos pères », comme disait Ferry, continue à les inspirer.

Que dire d'autre sur leurs points politiques ?

François Cochet – Quel est le point de l'ARAC, par exemple ?

Antoine Prost – L'ARAC, c'est très faible.

François Cochet – On peut expliquer de quoi il s'agit : Association républicaine des anciens combattants, présidée par Henri Barbusse.

Antoine Prost – Elle n'a pas beaucoup de poids, pas plus que la Fédération républicaine des anciens combattants qui est de tendance franchement radicale. L'association de gauche c'est l'Union fédérale des anciens combattants. Ce qu'il faut dire tout de même c'est que, quand j'ai fait ma thèse, même mon patron de thèse René Raymond était persuadé que le mouvement « Anciens Combattants » constituait le point de départ du fascisme. Il prenait comme exemple les « Croix-de-Feu ». Il est vrai que l'étiquette « ancien combattant » a beaucoup servi à couvrir les mouvements fascistes. Les mouvements fascistes s'en sont réclamés, à commencer par le mouvement fasciste italien, le fascio de Mussolini, qui a lancé une opération de récupération des associations d'anciens combattants, alors que celles-ci étaient totalement étrangères à la naissance du fascisme. Quand vous regardez de près les Croix-de-Feu, vous découvrez d'abord que ce n'est pas vraiment un mouvement d'anciens combattants et que ses adhérents ne représentent pas grand-chose quand vous regardez les cartes de combattant. Et puis surtout, ils ont un encadrement d'officiers, alors que les autres n'ont pas d'encadrement d'officier. Ils marchent au pas ! Mais je peux vous citer un éditorial de La Voix du Combattant, le journal de l'UNC, qui se moque des anciens combattants du Stahlhelm, en disant : « Tu vois, cher Fritz, l'idée de marcher au pas est pour nous une idée invraisemblable ! »

François Cochet – Ça ne les affleure pas bien sûr.

Antoine Prost – Ils sont antimilitaristes, ce qui va créer un climat qui n'est pas en effet très favorable à la défense nationale en 1940. Ils ont un peu « émasculé » la nation... ce n'est pas très correct comme formulation...

François Cochet – « Convertis à la défensive », certainement.

Antoine Prost – Oui, « convertis à la défensive » et pas seulement... Ils ont entretenu l'illusion qu'on pouvait s'entendre avec Hitler. De ce qu'ils croyaient, ils en ont fait une réalité. Et ils l'ont diffusée.

Thema 3 – Unterricht 2 : Die politische Rolle der Veteranenbewegung zwischen den Kriegen

von Antoine Prost

Historiker und Vorsitzender des wissenschaftlichen Beirats der Mission 100. Jahrestag und François Cochet

Professor Emeritus für moderne Geschichte, Université de Lorraine

François Cochet - Haben die Veteranenbewegungen in der Zwischenkriegszeit eine politische Haltung eingenommen? Und falls ja, wie hat sich diese Haltung entwickelt? Setzte sich in der neuen Kammer der konservative Veteranen-Block "Chambre bleu-horizon" durch oder kamen nach dem Blutbad des 1. Weltkriegs verstärkte pazifistische Ansichten auf?

Antoine Prost - Der politische Einfluss der Veteranen ist ein komplexes Thema. Sie hätten gerne einen politischen Einfluss gehabt und wären gerne an der Regierung gewesen. Sie waren der Meinung, dass sie ein moralisches Amt ausüben.

François Cochet - Als Veteranenpartei?

Antoine Prost - Nein, politisch waren sie gespalten. Es gab einen linken und einen rechten Flügel. Die Idee einer Veteranenpartei konnte sich also nicht durchsetzen. Aber sie wollten ein "moralisches Amt" ausüben. Was bedeutete das? Sie predigten Kampfgeist im Stile von Moralpredigern. "Dienen, nicht sich bedienen lassen."

François Cochet - "Vereint wie an der Front."

Antoine Prost - Andererseits hatten sie einen wesentlichen politischen Einfluss auf die Haltung gegenüber Deutschland. Anfangs waren die Veteranen des UNC-Verbands eng verbündet. Man redete nicht mit den Deutschen. Die Union Fédérale hingegen begann, sich im Zusammenhang mit technischen Problemen bei Prothesen unter Schirmherrschaft der internationalen Arbeitsorganisation mit den Deutschen auszutauschen. Dies waren die Pioniere der deutsch-französischen Annäherung. Sie waren stark pazifistisch gesinnt. Es herrschte ein latenter Pazifismus, der sich innerhalb des UNC verstärkte und schließlich zu überraschenden Aktionen führte. Ein Beispiel dafür war der große Friedensschwur, der am 12. Juli 1936 in Douaumont geleistet wurde. Anwesend waren deutschen Veteranen mit Hakenkreuzfahnen, Italiener, Briten, Franzosen... Rund 30.000 Pilger nahmen an einem Fackelzug zum Ossarium in Douaumont teil und legten dort den Schwur ab. Dieser Pazifismus brachte die beiden Vorsitzenden der Union Fédérale und des UNC dazu, sich dem Comité France-Allemagne von Otto Abetz anzuschließen, und zwar bis Januar 1939. Die deutsch-französische Zusammenarbeit und Annäherung wurde praktisch... zum Leitprinzip der Veteranenpolitik. Sie setzten sich für das Münchner Abkommen ein, und zwar ganz aktiv.

Ansonsten haben sie die Schuldentrückzahlungen an die Amerikaner strikt abgelehnt. "Wir zahlen nicht für die Militärmäntel, in denen unsere toten Kameraden begraben wurden. Dafür geben wir kein Geld, das geht nicht."

Dies war wichtig in Bezug auf die weltweiten politischen Entwicklungen. Abgesehen davon waren sie, würde ich sagen, in gewissem Sinne ein Bollwerk gegen den Faschismus. Denn im Wesentlichen waren es Republikaner, die 1870-1914 zur Grundschule gegangen und mit festen Prinzipien aufgewachsen waren. Die "gute alte Moral unserer Väter", wie Ferry sie nannte, war nach wie vor ihre Inspiration.

Was lässt sich sonst zu ihrer politischen Haltung sagen...

François Cochet - Wo stand die ARAC zum Beispiel?

Antoine Prost - Die ARAC war sehr schwach.

François Cochet - Zur Erklärung: Die ARAC war die "Republikanische Veteranenvereinigung", deren Vorsitz Henri Barbusse hatte.

Antoine Prost - Sie war nicht sehr einflussreich, wie der Republikanische Veteranenverein, der eindeutig radikale Tendenzen hatte. Die große Veteranenvereinigung der Linken war die Union Fédérale. Trotzdem muss man sagen: Als ich Doktorand war, war selbst mein Doktorvater, René Raymond, davon überzeugt, dass die Veteranen der Ausgangspunkt für den Faschismus waren. Als Beispiel nannte er die Veteranenbewegung Croix-de-Feu. Es stimmt, dass die Veteranen für viele faschistische Bewegungen hinhalten mussten. Die Faschisten haben dieses Label für sich beansprucht. Zuerst in Italien, wo Mussolinis faschistische Bewegung begann, die Veteranenvereinigungen systematisch für sich zu vereinnahmen, obwohl diese nichts mit den Ursprüngen des Faschismus gemein hatten. Wenn man sich näher mit Croix-de-Feu beschäftigt, stellt man fest, dass es keine echte Veteranenvereinigung war. Ihre Anhänger hatten, nach einigen Kriegsteilnehmerausweisen zu urteilen, keine besonderen Leistungen vorzuweisen. Vor allem wurde Croix-de-Feu von Offizieren geführt, was es bei den anderen Gruppierungen nicht gab. Sie marschierten im Gleichschritt. In einem Leitartikel in "La Voix du Combattant", der Zeitung des UNC, wurden die Veteranen des Wehrverbands "Stahlhelm" mokiert: "Lieber Fritz, im Gleichschritt zu marschieren kommt für uns nicht infrage!"

François Cochet - Das gab's dort nicht.

Antoine Prost - Sie waren antimilitaristisch eingestellt. Dadurch entstand ein Klima, das sich nicht sehr positiv auf die nationale Verteidigung im Jahr 1940 auswirkte. Sie haben die Nation etwas... ich wollte sagen "geschwächt". Das ist nicht gut ausgedrückt...

François Cochet - Sie führten zu einer defensiven Haltung.

Antoine Prost - Ja, aber nicht nur das. Sie haben die Illusion aufrechterhalten, dass man mit Hitler auskommen könnte. Sie haben ihre Überzeugung in die Realität umgesetzt und sie verbreitet.

Thème n°3 – Cours n°3 : Verdun et les Anciens Combattants

Par Antoine Prost

Historien et Président du Conseil scientifique de la Mission du Centenaire
et François Cochet

Professeur émérite des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

François Cochet – Antoine Prost, il y a une vraie spécificité mémorielle du champ de bataille de Verdun vue par les anciens combattants et visiblement plus que sur d'autres anciens champs de bataille. Ils ont voulu s'approprier ce champ de bataille. Est-ce que vous pouvez nous expliquer pourquoi et comment ?

Antoine Prost – Il faut remonter à la bataille elle-même. Il faut même remonter à la guerre de 1870. Les Français qui se battent savent ce que c'est qu'une défaite. Ils ont l'expérience de la défaite. La guerre de 1870 est plus près des combattants de 1916, que 1968 n'est près de nous. Or, à Verdun, on a été à deux doigts d'une catastrophe. Le front avait lâché et les soldats qui arrivent sont des soldats qui ont le sentiment qu'ils défendent vraiment la patrie. Ce sont eux le rempart ! Ils ont le sentiment que c'est pire que tout ce qu'ils avaient vu avant. Et ils ont raison. La mobilisation est probablement moins grave, moins importante que ce qui viendra après, parce par la suite la consommation d'obus sera encore plus conséquente mais il est vrai que c'est pire que tout ce qu'il y a eu auparavant.

Ensuite, les trois quarts de l'armée française de l'époque sont passés à Verdun. C'est donc une expérience qui a été partagée, et comme c'était une expérience centrale pour la France, les éditeurs étaient tout à fait avides de publier les souvenirs. Les soldats étaient eux-mêmes très contents de dire : « Moi, j'ai fait Verdun ! » parce que c'était la bataille qui fallait avoir faite. Vous avez même des soldats qui n'ont pas fait Verdun et qui affirme « moi, j'ai fait Verdun ». Dès la fin de la bataille, les soldats qui ont fait Verdun se réclament de Verdun. Ils en ont la fierté. La ville va frapper une médaille de « Ceux de Verdun », qui n'a rien à voir avec une action d'Etat.

Une fois que la guerre est terminée, ces anciens combattants reviennent en pèlerinage sur le front. Ils viennent avec leur femme, leurs enfants. Ils disent : « tu vois, c'est là que j'étais ». Ils essayent de dire cela parce que souvent l'endroit où ils étaient a été tellement bouleversé depuis par des bombardements, qu'ils ne le retrouvent pas toujours.

Et puis ils se constituent en associations, on a vu combien ces associations étaient puissantes. Ces associations organisent la vie sociale dans le village. Elles organisent les voyages à Verdun. On loue un autocar et puis on s'arrange pour avoir un gîte d'étape à Verdun parce que ce ne sont quand même pas des mobilités aussi rapides qu'aujourd'hui. Et puis, il y a des amicales régimentaires qui vont s'occuper de cimetières comme par exemple celui dit « du Trottoir » aux Épargnes.

Elles vont faire ériger des statues sur des emplacements qui ont beaucoup compté, comme la chapelle Sainte-Fine qui est pratiquement là où est actuellement le lion au carrefour de la route Douaumont-Vaux. De plus, les fêtes de Verdun sont aussi des fêtes qui les attirent tous les ans, à la fin du mois de Juin.

Quand on inaugure le Monument à la Victoire de Verdun, il y a 30 000 anciens combattants présents, qui sont venus, et qui sont hébergés pour beaucoup par d'anciens combattants de la Meuse qui les reçoivent chez eux parce que les capacités hôtelières ne sont pas évidemment suffisantes pour accueillir 30 000 personnes.

Donc, ces pèlerinages, ces visites, engendrent une sorte d'appropriation : quand ils sont à Verdun, les anciens combattants ont le sentiment d'être chez eux.

François Cochet – C'est en quelque sorte parce que la bataille de Verdun résume la guerre...

Antoine Prost – La bataille de Verdun résume la guerre.

François Cochet – Et que le champ de bataille de Verdun résume la France.

Antoine Prost – Un des points les plus intéressants, justement, c'est cette appropriation du champ de bataille. C'est la question du reboisement : que faut-il faire ? C'est une question qui se pose en 1929-1930 dix ans après la guerre. C'est à peu près le moment où on arrête d'avoir des cauchemars la nuit. Qu'est-ce qu'on va faire ? Il y a alors deux camps qui s'opposent. Il y a les gens qui disent : « ça, c'est le champ du souvenir, c'est sacré, il ne faut pas y toucher, il faut les laisser en l'état ». Et puis, les adversaires qui disent : « oui, mais si on les laisse en l'état, ça va être des ronces, ça va être une espèce de fouillis indescriptible, ce n'est pas comme ça qu'on honore les morts, il vaut mieux planter des arbres... ». C'est un vrai débat qui va occuper le Journal des Mutilés Réformés pendant plusieurs livraisons. C'est tout à fait caractéristique.

Après la Deuxième Guerre mondiale, plus précisément à la fin des années 1950, des années 1960, qui correspond au moment où les anciens de Verdun ont pris leur retraite et commencent à faire leur testament, se pose la question de l'héritage mémoriel. Les anciens combattants se disent qu'il faut que le souvenir continue. Mais ils ne seront plus là pour le porter. C'est à ce moment-là qu'ils vont décider de créer le Mémorial de Verdun, Mémorial inauguré en 1967. Dix, quinze années passent encore et Verdun devient en quelque sorte le lieu emblématique de l'absurdité de la mort de masse, échappant au sentiment de propriété des anciens combattants. Il perd en partie ses connotations patriotiques, pour des connotations plus universalistes, plus pacifistes, rendant hommage aux morts. Ceci permet le rapprochement franco-allemand et la célèbre poignée de main de Kohl et de Mitterrand.

Thema 3 – Unterricht 3 : Verdun und die Veteranen

Antoine Prost

Historiker und Vorsitzender des wissenschaftlichen Beirats der Mission 100. Jahrestag François Cochet

Professor Emeritus für moderne Geschichte, Université de Lorraine

François Cochet – Antoine Prost, das Schlachtfeld von Verdun ist für Veteranen eine ganz besondere Erinnerungsstätte, die bedeutungsvoller ist als andere ehemalige Schlachtfelder. Sie wollten sich diesen Ort zu eigen machen. Warum und auf welche Art und Weise haben sie das gemacht?

Antoine Prost – Dazu müssen wir einen Blick auf die Schlacht selbst und auf den Krieg von 1870 werfen. Die im Krieg kämpfenden Franzosen wussten, was eine Niederlage bedeutete. Sie hatten bereits eine erfahren. Der Krieg von 1870 war für die Soldaten von 1916 näher als für uns das Jahr 1968 ist. In Verdun befand man sich an der Schwelle einer Katastrophe. Die Front war offen und die ankommenden Soldaten hatten wirklich das Gefühl, das Vaterland zu verteidigen. Sie waren das Bollwerk. Sie hatten das Gefühl, dass dies schlimmer war als alles, was sie bisher erlebt hatten. Es stand ihnen wahrscheinlich noch Schlimmeres bevor, da es noch mehr Granaten geben würde, aber es war schlimmer als zuvor.

Drei Viertel der damaligen französischen Armee waren in Verdun. Es war also eine geteilte Erfahrung. Und weil es für die Franzosen ein tiefgreifendes Erlebnis war, wollten die daran Teilhabenden ihre Erinnerungen unbedingt öffentlich machen. Die Soldaten waren stolz darauf zu sagen: "Ich war mit in Verdun dabei." Das war die Schlacht, in der man mitgekämpft haben musste. Es gab sogar Soldaten, die nur behauptet haben, dabei gewesen zu sein. Und sobald die Schlacht vorüber war, haben die Soldaten, die dort waren, sich mit Stolz darauf berufen. Die Stadt widmete ihnen eine Medaille. Das war keine Initiative vom Staat.

Sobald der Krieg also vorbei war, pilgerten die Veteranen an die Front zurück. Sie kamen mit ihren Familien, um ihnen zu zeigen, wo sie gekämpft hatten. Allerdings war der Boden oft durch die Bombardierungen so aufgewühlt worden, dass sie den Ort nicht mehr fanden.

Sie gründeten Vereinigungen, die, wie wir gesehen haben, sehr einflussreich waren. Sie organisierten das soziale Leben in den Dörfern und boten Reisen nach Verdun an. Sie mieteten einen Reisebus und arrangierten Übernachtungen in Verdun, denn damals reiste man nicht so schnell wie heutzutage. Dann gab es Regimentsvereine, die sich zum Beispiel um den Soldatenfriedhof "Le Trottoir" in Les Épargés oder andere Orte kümmerten. Sie ließen Statuen an Stellen errichten, die eine besondere Bedeutung hatten. Dort wo früher zum Beispiel die Sainte-Fine-Kapelle stand, ist heute die Löwenkulptur, wo sich die Straßen nach Douaumont und Vaux kreuzen. Die Feiern, die jährlich Ende Juni in Verdun stattfanden, zogen viele Veteranen an.

Bei der Einweihung des Siegesdenkmals von Verdun waren 30.000 Veteranen anwesend. Viele von ihnen wurden von Veteranen aus dem Département Meuse beherbergt, denn die Hotels vor Ort boten natürlich nicht genug Platz, um 30.000 Gäste unterzubringen.

Diese Pilgerfahrten und Besuche führten zu einer Art Aneignung des Ortes. In Verdun hatten die Veteranen das Gefühl, zu Hause zu sein.

François Cochet - Weil die Schlacht von Verdun ein Sinnbild des gesamten Kriegs war?

Antoine Prost - Ja, das war sie.

François Cochet - Und weil das Schlachtfeld ein Symbol für ganz Frankreich war.

Antoine Prost - Diese Aneignung des Schlachtfeldes ist einer der interessantesten Aspekte. Und die Frage der Wiederaufforstung: Wie sollte man vorgehen? Diese Frage stellte sich 1929-30, also rund zehn Jahre später. Zu der Zeit ließen bei den Veteranen langsam die Alpträume nach. Hier gab es zwei Meinungslager. Manche sagten: "Es ist eine heilige Stätte, die nicht angerührt werden darf." Die Gegenseite sagte: "Aber wenn wir es so lassen, wird alles von Dornen überwachsen. Mit so einem undefinierbaren Chaos kann man nicht die Toten ehren. Wir sollten besser Bäume pflanzen." Es war eine große Debatte, die im "Journal des Mutilés Réformés" über mehrere Ausgaben geführt wurde. Das war kennzeichnend.

Ab dem 2. Weltkrieg zeichnen sich verschiedene Phasen ab. Ab Ende der 50er und in den 60ern gingen die Veteranen von Verdun in Rente und fingen an, ihr Testament zu machen. Sie wollten die Erinnerung weiterhin aufrechterhalten, aber wussten, dass sie dies bald nicht mehr übernehmen konnten. An diesem Punkt haben sie entschlossen, die Gedenkstätte Mémorial de Verdun zu errichten. Ich gehe nun nicht näher darauf ein, aber sie wurde 1967 errichtet. Es vergingen noch einmal 10-15 Jahre und Verdun wurde... Ich denke, die Veteranen verloren hier das Gefühl des Besitzanspruchs. Verdun wurde quasi zum Symbol für die Absurdität des Massentods. Teilweise verlor die Stadt ihren patriotischen Beigeschmack und wurde eher als universalistische, pazifistische Stätte gesehen, die die Toten würdigt. Dies begünstigte die deutsch-französische Annäherung und den berühmten Händedruck von Kohl und Mitterrand.

Thème n°3 – Cours n°4 : Le mouvement des Anciens Combattants après la Seconde Guerre mondiale

Par Nicolas Czubak

Enseignant d'Histoire-Géographie

Membre du service éducatif de l'EPCC Mémorial de Verdun - Champ de bataille

Après la Seconde Guerre mondiale, le monde « Anciens combattants » est relayé à l'arrière-plan, tout simplement par le fait que, à l'issue de ce conflit, une nouvelle génération d'anciens combattants est apparue. De nouvelles associations sont apparues, de déportés et de résistants. De plus, les anciens combattants sont en partie discrédités par la caution qu'ils avaient apportée à l'été 1940 au régime de Vichy.

En effet, au mois d'août 1940, le régime de Vichy avait supprimé toutes les associations d'anciens combattants pour inciter les vétérans à se regrouper dans une association d'Etat, appelée « La légion française des combattants ». L'objectif du régime de Vichy était de faire en sorte que les anciens combattants servent d'intermédiaire entre le chef de l'Etat et la population. Cette organisation avait été mise en place uniquement dans la zone sud de la France. En effet, à l'été 1940, beaucoup d'anciens combattants s'en étaient remis à leur ancien général en chef, au vainqueur de Verdun, son prestige étant énorme. L'organisation avait servi de relais au programme politique du Maréchal Pétain appelé « Révolution nationale ». Dès la mise en place de la collaboration en octobre 1940 mais surtout avec l'invasion de la zone sud en novembre 1942 et le durcissement du régime entre 1942 et 1944, beaucoup d'anciens combattants avaient tourné le dos à l'Etat français. À la Libération, les associations d'anciens combattants qui avaient été dissoutes sont recrées, comme l'Union Fédérale, comme l'UNC, organisations qui, désormais, comportent dans leurs rangs des vétérans de 1914-18, mais aussi ceux de 1939-45 et, dans les années 1950-60, ceux des conflits indochinois et algérien.

De la deuxième moitié des années 1940 aux années 1960, le moment clé de l'activité des vétérans de 1914-18 s'organise autour des commémorations du 11 novembre. Ainsi, autour du monument aux morts, on va retrouver les anciens poilus ainsi que les anciens combattants de conflits plus contemporains.

L'œuvre de Maurice Genevoix

Un personnage va jouer un rôle très important pour faire ressortir le souvenir des anciens combattants de 1914-18 après la Seconde Guerre mondiale. Ce personnage, c'est l'écrivain Maurice Genevoix. En effet, en 1946, il a été reçu à l'Académie française. Le souci de Maurice Genevoix, ancien combattant, est de faire en sorte que, aux yeux des jeunes générations, le souvenir des vétérans de 14-18 ne tombe pas dans l'oubli. Surtout, ces derniers souhaitent que le souvenir de leurs camarades morts dans la boue des tranchées reste toujours vivace.

Maurice Genevoix veut montrer qu'il y a une continuité de l'action des combattants de 14-18 à celle de 39-45 au service de la France. Concrètement, en 1949, il va réunir les cinq ouvrages qu'il avait écrits de 1916 à 1923 en un seul gros volume titré *Ceux de 14*, dans lequel il raconte son expérience de guerre entre 1914 et 1915.

A côté du succès de cet ouvrage, l'académicien va écrire de nombreux articles dans la presse nationale et dans la presse régionale, articles dans lesquels il va raconter ses propres souvenirs d'ancien combattant, des souvenirs dans lesquels aussi vont se retrouver les vétérans de 14-18, avec la même expérience du feu.

Il va également prendre sa plume dans des revues du milieu des anciens combattants telle que l'incontournable Almanach du combattant. Entre 1951 et 1959, il va écrire dix articles. C'est une nouveauté parce que, dans l'entre-deux-guerres, il n'avait rédigé que deux articles pour cette revue. Dans les années 1950, il faut savoir que les grands porte-paroles des anciens combattants de l'entre-deux-guerres sont soit décédés, soit ont pris du recul vis-à-vis de cet engagement, comme Roland Dorgelès, Jean Giono ou Georges Duhamel.

Par ses écrits, dans ces années 1950-60, les anciens combattants vont se retrouver pleinement dans la force de ses mots, dans la force de son évocation. Ils vont faire de Maurice Genevoix leur porte-parole.

Lecture de courriers d'anciens combattants adressés à Maurice Genevoix

- « Je viens, un peu tardivement, vous remercier pour le souvenir partant si bien du profond de votre cœur à l'adresse des anciens combattants de la Guerre 1914-18. »
- « J'ai écouté, ce matin – sous le silence et avec une émotion profonde – votre verbe autorisé, évoquant le souvenir toujours présent du 18 juillet 1918. J'y étais, en effet. »
- « Votre allocution est très bien. La France n'oublie pas. La France se souvient. »

Mais Maurice Genevoix n'est pas le seul à prendre sa plume pour pouvoir faire comprendre ce que pouvait être l'expérience combattante et la rappeler aux jeunes générations.

Ainsi, en 1959 va sortir un ouvrage intitulé Vie et mort des français 1914-1918, rédigé par trois anciens normaliens, anciens combattants : André Ducasse, Jacques Meyer et Gabriel Perreux. Derrière cet ouvrage, il faut voir le fait que les anciens combattants souhaitent témoigner de cette guerre à un moment où beaucoup de leurs camarades sont en train de disparaître. On a envie de dire une dernière fois, d'écrire, pour rappeler ce qu'avaient été leurs conditions de vie, pour rappeler ce que les soldats du front pensaient, ressentaient... Il faut noter aussi que l'ouvrage s'intéressait aussi aux conditions de vie des civils. C'est un grand succès de librairie, non seulement, évidemment, auprès des anciens combattants, mais aussi auprès du grand public ce qui incitera, d'ailleurs, Jacques Meyer et Gabriel Perreux à publier d'autres écrits sur les conditions de vie des combattants.

Lieux de mémoire et commémorations

Le souvenir des anciens combattants passe par des écrits qui vont être édités dans les années 1950-60, mais celui-ci passe également par des lieux de mémoire, par des commémorations dans des lieux de mémoire. Après la Seconde Guerre mondiale, Verdun devient définitivement LE lieu de mémoire de la Grande Guerre. Tous les ans se déroulent de grandes commémorations vers lesquelles convergent des milliers d'anciens combattants.

À Verdun, Genevoix va également jouer un rôle important. Dans l'entre-deux-guerres, il s'était tenu un peu à l'écart du milieu des anciens combattants. Après la Seconde Guerre mondiale, il est à la fois Président de l'amicale des anciens de son régiment, l'Association des Revenants, mais surtout, en 1951, il va devenir le Président fondateur du CNSV, Comité National du Souvenir de Verdun. De fait, Genevoix va être présent aux différentes commémorations. Et finalement dans ces années 1950-60, Genevoix, qui était devenu le porte-parole des anciens combattants, va devenir aussi la voix de Verdun. D'ailleurs, à partir de 1962, Genevoix va s'engager personnellement dans un projet que souhaitent de tout cœur les anciens combattants : la volonté de laisser derrière eux, sur le champ de bataille, une pierre mémorielle, un Mémorial pour qu'on se rappelle des conditions de vie des combattants de la Première Guerre mondiale. Ce sera donc la construction du Mémorial de Verdun.

Thema 3 – Unterricht 4 : Die Veteranenbewegung nach dem 2. Weltkrieg

von Nicolas Czubak

Dozent für Geschichte und Geografie

Bildungsabteilung an der öffentlichen Einrichtung für kulturelle Zusammenarbeit (EPCC) Mémorial de Verdun - Champ de bataille.

Nach dem 2. Weltkrieg rückten die Veteranen in den Hintergrund, da eine neue Generation von Veteranen aufkam und mit ihr neue Vereinigungen für Deportierte und Widerstandskämpfer. Zudem waren die Veteranen teilweise in Verruf geraten, weil sie im Sommer 1940 das Vichy-Regime unterstützt hatten.

Allerdings schaffte im August 1940 das Vichy-Regime alle Veteranenvereinigungen ab, weil sie ihre Mitglieder dazu bewegen wollten, sich in einem staatlichen Verband zusammenzuschließen, der "Französischen Kampflegion". Das Vichy-Regime wollte die Veteranen zum Mittelsmann zwischen dem Staatschef und der Bevölkerung machen. Diese Organisation ließ sich nur im Süden Frankreichs nieder. Im Sommer 1940 hatten sich viele Veteranen ihrem alten Oberbefehlshaber angeschlossen, der durch die Erfolge in Verdun einen sehr guten Ruf genoss. Die Organisation war auch Sprachrohr der politischen Agenda Marschall Pétains, der "Nationalen Revolution". Nach Invasion der Südzone im November 1942 und mit Verhärtung des Regimes zwischen 1942 und 1944 hatten viele Veteranen dem Staat den Rücken gekehrt. Nach der Befreiung wurden die Veteranenvereinigungen, die aufgelöst worden waren, wie die Union Fédérale oder der UNC, neugegründet. Ihnen traten nun Veteranen sowohl vom 1. als auch vom 2. Weltkrieg bei, und in den 50er und 60er-Jahren auch die der Indochina- und Algerienkriege.

In den Nachkriegsjahren bis in die 60er-Jahre hinein drehte sich die zentrale Aktivität der Veteranen von 1914-18 um die Gedenkfeiern zum 11. November. An dem Tag versammelten sich von nun an ums Kriegerdenkmal ehemalige Kämpfer vom 1. Weltkrieg und von späteren Konflikten.

Das Werk von Maurice Genevoix

Eine Person trug wesentlich dazu bei, die Erinnerung an die Veteranen von 1914-18 nach dem 2. Weltkrieg wachzuhalten. Diese Person war der Autor Maurice Genevoix. 1946 wurde er in die Académie française aufgenommen.

Genevoix, selbst ein Veteran, wollte dafür sorgen, dass bei der jüngeren Generation die Erinnerung an die Veteranen von 1914-18 nicht in Vergessenheit geriet. Vor allem wollte er die Erinnerung an die gefallenen Kameraden aufrechterhalten. Es war Maurice Genevoix ein Anliegen aufzuzeigen, dass es Parallelen zwischen den Veteranen des 1. und denen des 2. Weltkriegs gab.

Dazu fasste er 1949 die fünf Werke, die er 1916-23 geschrieben hatte, zu einem Band zusammen: "Die von 14". Hier teilte er seine eigenen Erfahrungen, die er 1914 und 1915 im Krieg gemacht hatte.

Neben dieser Neuauflage, die stark propagiert wurde und erfolgreich war, da er Mitglied der Académie française war, schrieb Genevoix zahlreiche Artikel für nationale und regionale Zeitungen,

in denen er seine Erinnerungen als Veteran aufzeichnete. Darin fanden sich die anderen Veteranen des 1. Weltkriegs wieder, die im Gefecht Ähnliches erlebt hatten.

Er schrieb auch für Zeitschriften aus Veteranenkreisen, wie den "Almanach du combattant". Zwischen 1951 und 1959 erschienen hier zehn seiner Artikel, während es in den Zwischenkriegsjahren nur zwei gewesen waren. Man muss berücksichtigen, dass, als er diese Artikel verfasste, die großen Veteranen-Wortführer aus der Zwischenkriegszeit bereits tot waren oder sich zurückgezogen hatten, wie Roland Dorgelès, Jean Giono oder Georges Duhamel. Bei diesen Artikeln der 50er- und 60er-Jahre konnten sich die Veteranen in dessen fesselnden Aufzeichnungen wiederfinden. Schließlich machten sie Maurice Genevoix zu ihrem Sprecher.

- "Ich danke Ihnen, mit etwas Verspätung, für Ihre so aufrichtigen Aufzeichnungen über die Kriegsveteranen von 1914-18."

- "Heute Morgen erinnerte ich mich voller Ergriffenheit an Ihre Worte, die so treffend die Geschehnisse des 18. Juli 1918 wiedergaben, die mir noch so präsent sind. Ich war selbst dabei."

- "Ihre Gedächtnisrede ist sehr gut. Frankreich vergisst nicht, Frankreich erinnert sich."

Maurice Genevoix war nicht der Einzige, der über seine Erfahrungen schrieb und diese der jungen Generation näher brachte.

1959 erschien das Buch "Leben und Sterben der Franzosen, 1914-1918", das von drei Veteranen und Alumnus der École Normale Supérieure, André Ducasse, Jacques Meyer und Gabriel Perreux geschrieben wurde. Hintergrund des Buchs war, viele Veteranen wollten die Erinnerungen festhalten, da zu der Zeit immer mehr ihrer Kameraden starben. Sie wollten ein letztes Mal daran erinnern, beschreiben, was sie durchgemacht hatten, was die Soldaten an der Front gedacht und gefühlt hatten. Das Buch handelte auch von den Lebensbedingungen der Zivilisten. Es wurde ein großer Erfolg bei Veteranen wie auch bei der allgemeinen Bevölkerung, was Meyer und Perreux dazu veranlasste, weitere Werke über die Bedingungen der Veteranen zu schreiben.

Gedenkstätten und Gedenkveranstaltungen

Den Kriegsveteranen wurde in den Büchern der 50er- und 60er-Jahre, aber auch bei Gedächtnisfeiern an Gedenkstätten gedacht. Nach dem 2. Weltkrieg wurde Verdun zur Gedenkstätte des 1. Weltkriegs Nr. 1. Es fanden jährliche Gedenkveranstaltungen statt, bei denen tausende von Veteranen zusammentrafen.

In Verdun spielte Genevoix ebenfalls eine wichtige Rolle. In der Zwischenkriegszeit hielt er keinen engen Kontakt zu Veteranenkreisen. Doch nach dem 2. Weltkrieg wurde er Vorsitzender des Veteranenvereins seines alten Regiments und 1951 dann Gründungsvorsitzender des CNSV, des Nationalkomitees der Erinnerung an Verdun. Demnach war Genevoix bei verschiedenen Gedenkveranstaltungen anwesend. In den 50er- und 60er-Jahren schließlich, als er Sprecher der Veteranen geworden war, wurde er auch zur Stimme von Verdun. Ab 1962 engagierte er sich persönlich für ein Projekt, das den Veteranen sehr am Herzen lag. Sie wünschten sich, dass auf dem alten Schlachtfeld ein Denkmal entsteht, das daran erinnern würde, was die Veteranen im Krieg erlebt hatten. Dies führte zum Bau des "Mémorial de Verdun".

Thème n°3 – Cours n°5 : 1967 : inauguration du Mémorial de Verdun

Par Jérôme Dumont

Enseignant d'Histoire-Géographie

Membre du service éducatif de l'EPCC Mémorial de Verdun - Champ de bataille

L'idée même d'un mémorial est une nouveauté dans les années 1950-60. Elle vient des anciens combattants qui veulent qu'un temple du souvenir, qu'un lieu de mémoire, soit construit sur l'endroit-même où ils ont combattu, sur l'endroit-même où ils ont perdu un certain nombre de camarades. Les anciens combattants confient cette idée à Maurice Genevoix.

Maurice Genevoix n'a pas précisément combattu à Verdun. Il est blessé quelques kilomètres plus loin, sur le site des Épargnes en 1915 et a gardé un bras atrophié le restant de sa vie. En 1959, aidé par la Fédération nationale de « Ceux de Verdun », un projet est donc confié à Maurice Genevoix. Cette fédération le présente au Sénateur Maire de Verdun, François Schleiter, qui l'accepte. Le projet est confié à l'architecte Legrand. Dès 1961, une large souscription est lancée par cette fédération qui dispose de nombreuses ramifications départementales. Le projet est de l'ordre de 250 000 000 francs. La souscription dans tous les départements, dans toutes les communes de France, va rapporter 245 000 000 francs.

Quel site va être choisi pour la construction de ce mémorial ? Plusieurs possibilités : tout d'abord dans la ville-même de Verdun ; sur le site de la chapelle Sainte-Fine, où aujourd'hui le lion de Souville représente l'avancée ultime des Allemands ; ou alors, sur l'un des anciens villages détruits de la zone rouge. Les anciens combattants choisissent finalement le site de Fleury-devant-Douaumont, à l'endroit de l'ancienne gare où les combats ont été les plus âpres, les plus violents, entre les Français et les Allemands.

La pose de la première pierre a lieu en 1963 en présence du ministre Jean Sainteny et plus de 2 000 porte-drapeaux. C'est l'entreprise meusienne Kirikdjian qui est en charge de cette construction. Elle est aidée par les Eaux-et-forêts, par les Ponts-et-chaussées, et par EDF.

La muséographie est, quant à elle, confiée à Jacques Barré, aidé par Marcel Santi qui est peintre aux armées, et par la documentaliste Burgarde. Le musée s'inscrit dans l'ensemble des fortifications qui restent du champ de bataille, avec des couleurs assez sombres et une architecture très sobre qui ressemble aux différents forts du champ de bataille.

Finalement, le mémorial est inauguré en 1967 par le ministre Duvillard et surtout par un discours resté extrêmement célèbre de Maurice Genevoix, devant plus de 3 000 personnes, 2 000 poilus et 200 porte-drapeaux.

Le Mémorial se partage en deux parties : une partie inférieure avec la reconstitution du champ de bataille, une partie supérieure surmontée par deux avions, un avion français, un Nieuport, et un avion allemand Fokker, sous une coupole. Cette coupole rappelle les différentes batteries des différents forts.

Petit à petit, le musée, qui était essentiellement un musée de photographies, de plans, de cartes, pour bien comprendre le déroulement de la bataille de Verdun, va voir s'adjoindre différentes collections, des objets de collection qui vont être donnés par les Français et, malheureusement, par rapport au projet d'origine, qui voulait être consensuel entre les Français et les Allemands, un déséquilibre va se faire sentir.

Dans les années 1970, un service éducatif se met en place avec des enseignants en Histoire-Géographie détachés de l'Education nationale, avec pour objectif de transmettre la mémoire aux plus jeunes générations.

Puis, dans les années 1990-2000, plusieurs projets de renaissance du Mémorial prennent forme. Ce projet de renaissance va aboutir en 2013. La nouvelle mouture du Mémorial de Verdun sera inaugurée en février 2016.

Thema 3 – Unterricht 5 : 1967: Einweihung der Gedenkstätte Mémorial de Verdun

von Jérôme Dumont

Dozent für Geschichte und Geografie

Bildungsabteilung an der öffentlichen Einrichtung für kulturelle Zusammenarbeit (EPCC) Mémorial de Verdun - Champ de bataille.

Die Idee einer Gedenkstätte war in den 50er und 60er Jahren eine Neuheit. Sie stammte von den Veteranen, die sich einen Tempel der Erinnerung wünschten, einen Ort der Erinnerung. Dieser sollte dort entstehen, wo sie gekämpft hatten und wo sie eine Vielzahl von Kameraden verloren hatten. Die Veteranen vertrauten diese Idee Maurice Genevoix an.

Genevoix war nicht direkt in Verdun im Kampfeinsatz gewesen, doch er wurde 1915 in der Nähe, bei Les Éparges verletzt, wodurch er sein Leben lang einen verkümmerten Arm behielt. 1959 dann, mithilfe des Veteranenvereins "Ceux de Verdun", wurde ein Projekt an Maurice Genevoix übertragen. Der Veteranenverein präsentierte es Senator und Bürgermeister Verduns, François Schleiter, der sein Einverständnis gab. Der Architekt Legrand wurde mit dem Entwurf beauftragt. 1961 wurde eine große Spendenaktion eingeleitet. Sie wurde vom Veteranenverein organisiert, der über zahlreiche Verbindungen in den Departements verfügte. Die Baukosten betragen rund 250 Mio. Francs, von denen der Spendenaufruf in allen Departements und Kommunen Frankreichs insgesamt 245 Mio. Francs einbrachte.

An welcher Stelle sollte das Mémorial errichtet werden? Es boten sich mehrere mögliche Grundstücke. Zunächst in der Stadt Verdun selbst, am Standort der Sainte-Fine-Kapelle, wo der Löwe von Souville das weiteste Vordringen der Deutschen markiert. Oder in einem der zerstörten Dörfer aus der "Roten Zone". Die Veteranen wählten schließlich ein Grundstück in Fleury-devant-Douaumont, wo ehemals der Bahnhof stand und wo die heftigsten, erbittertsten Kämpfe zwischen den Franzosen und den Deutschen stattgefunden hatten.

Der Grundstein wurde 1963 gelegt, im Beisein vom Minister Jean Sainteny und über 2000 Fahnenträgern. Das in Meuse ansässige Unternehmen Kirikdjian wurde mit dem Bau beauftragt. Unterstützt wurde es vom Forstamt, vom Straßen- und Brückenbauamt und von der Elektrizitätsgesellschaft EDF.

Mit der Museumsgestaltung wurde Jacques Barré beauftragt. Er arbeitete mit dem Militärmaler Marcel Santi und der Dokumentarin Frau Burgarde. Das Museum fügt sich in den Komplex von Festungsanlagen ein, die heute noch auf dem ehemaligen Schlachtfeld stehen. Es weist dunkle Farben und eine nüchterne Architektur auf, die sich dem Stil der umliegenden Festungen anpasst.

Das Mémorial wurde schließlich 1967 vom Minister Henri Duvillard eingeweiht. Zu diesem Anlass hielt Maurice Genevoix eine bis heute berühmte Rede vor mehr als 3000 Anwesenden, von denen 2000 Kriegsveteranen und 200 Fahnenträger waren.

Das Mémorial besteht aus zwei Teilen. Im Innenbereich ist ein nachgebildetes Schlachtfeld, das von zwei Flugzeugen überflogen wird, einer französischen Nieuport und einer deutschen Fokker. Die darüber liegende Kuppel gleicht denen mehrerer Festungsbatterien.

Im Museum waren zunächst hauptsächlich Fotografien, Lagepläne und Karten ausgestellt, um den Ablauf der Schlacht von Verdun zu illustrieren. Mit der Zeit kamen verschiedene Sammlungen hinzu. Die Objekte wurden von Franzosen gespendet und leider gab es, entgegen dem ursprünglichen Plan, Franzosen und Deutsche in gleicher Weise einzubinden, in dieser Hinsicht ein Ungleichgewicht.

In den 70er Jahren wurde eine Bildungsabteilung eingerichtet, die den jüngeren Generationen die Erinnerung von damals mithilfe von Geschichts- und Geografiedozenten vermitteln soll.

In den 90er- und Nullerjahren entwickelten sich mehrere Vorhaben zur Renovierung des Mémorials. Die Renovierungsarbeiten wurden 2013 in Angriff genommen und die Gedenkstätte wurde im Februar 2016 in einem neuen Gewand wiedereröffnet.

Thème n°4 – Cours n°1 : 1966 : les cérémonies du cinquantième anniversaire de la bataille de Verdun

Par François Cochet

Professeur émérite des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

En 1966, les cérémonies du cinquantième anniversaire de la bataille de Verdun sont assez importantes parce qu'elles vont fixer les modalités publiques des cérémonies pour un certain nombre d'années.

D'abord, il faut rappeler que Charles de Gaulle, président de la République depuis 1958, est lui-même un ancien combattant de Verdun. Il a été capturé dans les parages de Douaumont en mars 1916. Il y a donc une connivence avec les anciens combattants de l'époque, et c'est la dernière fois car les présidents de la République ultérieurs ne seront pas d'anciens combattants de 1914-1918. Ensuite, nous sommes dans un contexte assez propice puisque le futur mémorial de Fleury-devant-Douaumont est en construction depuis 1962 et va être inaugurée en 1967. En outre, nous sommes dans un contexte plus général. La France affirme, par la politique gaullienne, sa recherche de grandeur. Elle a mis fin à la Guerre d'Algérie. Elle s'est orientée vers la puissance nucléaire. De fait, un certain nombre de phases du discours de Charles de Gaulle à Verdun va être empreint de cette recherche de grandeur.

C'est une cérémonie qui a été conçue pour être grandiose. Elle va l'être un peu moins que prévu : on attendait 200 000 personnes, il n'y aura finalement que 40 000 personnes réellement présentes, notamment beaucoup d'anciens combattants. Si le succès public n'est pas tout à fait au rendez-vous, c'est de la faute des services de protection du général de Gaulle très tatillons pour la sécurité du chef de l'État. Il faut se souvenir que, durant la Guerre d'Algérie, Charles de Gaulle a échappé à de très nombreux attentats et les services de sécurité ont véritablement verrouillé la ville de Verdun, empêchant la liesse populaire de s'exprimer.

De ces cérémonies de 1966, à Verdun, ressortent deux grandes dimensions. Il y a d'abord un discours public de la part de Charles de Gaulle à l'égard de l'international. Ce discours public s'organise en trois temps, en trois étapes. D'une part, il y a la réintégration de Philippe Pétain, maréchal de France, dans la mémoire de Verdun. C'est la première fois qu'on ose, non pas nommer Philippe Pétain, mais citer le rôle d'un grand chef et, après la Guerre d'Algérie, cette dimension est politiquement essentielle puisqu'il s'agit d'apaiser quelque peu les esprits. Mais, il y a surtout une dimension fondamentale de réconciliation franco-allemande. Nous sommes après le processus du traité de l'Élysée de 1963. Nous sommes également après la rencontre conjointe d'Adenauer et de Charles de Gaulle à Reims en 1962.

Cette réconciliation franco-allemande est largement au programme dans les cérémonies de 1966, faisant de la cérémonie du 22 septembre 1984 avec Kohl et Mitterrand, une queue de comète plutôt qu'un véritable début. Les débuts de la commémoration, de la symbolisation de la réconciliation franco-allemande, c'est bien en 1966.

Et puis, toujours dans le discours public de Charles de Gaulle, il y a une revendication très claire de la France d'être un grand partenaire international. Il faut rappeler effectivement la politique nucléaire de Charles de Gaulle.

Voilà énumérées les dimensions publiques de ces cérémonies de 1966. Mais il y a une autre dimension qui est plus commémorielle, et qui va aussi montrer la voie à un certain nombre de cérémonies ultérieures.

Il y a le fait que Charles de Gaulle est un ancien combattant de Verdun. Charles de Gaulle, avec son talent, use d'une formule choc. Il lance à tous ces anciens combattants rassemblés devant lui : « Bonjour l'Ancien ! », ce qui le pose en un ancien combattant parmi d'autres. Ensuite, des dimensions de la cérémonie sont symboliquement extrêmement importantes : les anciens combattants participent à la veillée qui précède l'arrivée de la flamme du Soldat inconnu, rapportée depuis l'Arc de Triomphe jusqu'à Verdun, portée par des anciens combattants. Ce retour de la flamme à Verdun se déroule sous le roulement des tambours de la Garde républicaine. L'appel aux morts se fait effectivement dans une obscurité totale. Et ensuite, 16 000 torches s'allument devant l'ossuaire de Douaumont pour symboliser les 16 000 morts de la nécropole nationale.

Donc à bien des égards, ces dimensions commémorielles en 1966 montrent la voie à d'autres cérémonies ultérieures, et en cela elles sont effectivement importantes.

Thema 4 – Unterricht 1 : 1966: Gedenken am 50. Jahrestag der Schlacht von Verdun

von François Cochet

Professor Emeritus für moderne Geschichte, Université de Lorraine

Die Zeremonien von 1966 zum 50. Jahrestag der Schlacht von Verdun waren wichtig, weil sie den Rahmen für künftige öffentliche Zeremonien vorgab.

Man muss bedenken, dass Charles de Gaulle, der seit 1958 französischer Präsident war, selbst in Verdun gekämpft hatte. Er war im März 1916 bei Douaumont gefangen genommen worden. Er teilte also die Erfahrung anderer Veteranen dieser Zeit. Das gab es später nicht mehr, da de Gaulles Nachfolger nicht mehr im 1. Weltkrieg zum Einsatz kamen. Des Weiteren waren die äußeren Bedingungen günstig, weil das Mémorial von Fleury-devant-Douaumont, das sich seit 1962 im Bau befand, 1967 eröffnet werden sollte. In einem weiteren Kontext bekräftigte Frankreich mit seiner gaullistischen Politik das Streben nach Größe. Frankreich beendete den Algerienkrieg und zielte darauf ab, zur Atommacht zu werden. Daher war Charles de Gaulles Rede in Verdun teilweise von diesem Streben nach Größe geprägt.

Die Gedenkfeier war also dazu ausgelegt, grandios zu werden. Diesem Anspruch wurde sie nicht ganz gerecht. Es wurden 200.000 Zuschauer erwartet, tatsächlich waren dann 40.000 anwesend, darunter viele Veteranen. Wenn die Veranstaltung kein einschlagender öffentlicher Erfolg war, lag das vor allem am Personenschutz für General de Gaulle. Während des Algerienkriegs war Charles de Gaulle mehreren Attentaten entkommen. 1966 riegelten die Sicherheitskräfte Verdun regelrecht ab, sodass der breiten Masse der Zutritt verwehrt war.

Die Zeremonien von 1966 hoben zwei Aspekte hervor. Zunächst verbreitete Charles de Gaulle eine öffentliche Meinung gegenüber der internationalen Gemeinde. Sein öffentlicher Diskurs lässt sich in drei Phasen teilen. Erstens hat er den Namen Marschall Philippe Pétains in Verbindung mit Verdun in Erinnerung gerufen. Zum ersten Mal wurde gewagt, Philippe Pétain nicht nur zu erwähnen, sondern seine Rolle als Anführer hervorzuheben. Dies war nach dem Algerienkrieg ein wichtiger politischer Zug, der eine versöhnende Wirkung hatte. Zweitens ist der grundlegende Aspekt der deutsch-französischen Aussöhnung zu erwähnen. Zuvor war 1963 der Élysée-Vertrag unterzeichnet worden. Diesem war 1962 die Begegnung zwischen Adenauer und Charles de Gaulle in Reims vorausgegangen. Diese Aussöhnung zwischen den beiden Ländern stand im Zentrum der Feierlichkeiten von 1966. Insofern war die Gedenkfeier vom 22. September 1984 mit Kohl und Mitterrand eine Fortsetzung und kein Beginn. Die Ära des Gedenkens und der Symbolisierung sowie der deutsch-französischen Versöhnung nahm 1966 ihren Anfang.

Zudem beanspruchte de Gaulle in seinem öffentlichen Diskurs für Frankreich die Rolle eines wichtigen internationalen Partners. Hier kommt die Atompolitik Charles de Gaulles ins Spiel.

So viel zum öffentlichen Aspekt der Feierlichkeiten von 1966. Dann war da der erinnerungskulturelle Aspekt, der wegbereitend für darauffolgende Gedenkfeiern war.

Wichtig war die Tatsache, dass Charles de Gaulle selbst Veteran war. In einem drastischen Schritt begrüßte er die vor ihm sitzenden Veteranen mit "Guten Tag, Veteran!" Damit stellte er sich mit den anderen Veteranen gleich. Die Zeremonie hatte auch Elemente von hohem symbolischem Wert. Die Veteranen nahmen an der Nachtwache vor Ankunft der Flamme des unbekanntes Soldaten teil, die von Veteranen vom Triumphbogen nach Verdun gebracht worden war. Zur Ankunft der Flamme in Verdun ertönte ein Trommelwirbel der Garde Républicaine. Der Totenapell wurde in völliger Dunkelheit abgehalten. Daraufhin wurden vor dem Beinhaus von Douaumont 16.000 Fackeln entzündet. Die Fackeln symbolisierten die 16.000 Toten, die in der nationalen Nekropole ruhen.

Dieser erinnerungskulturelle Aspekt der Gedenkfeier von 1966 war in vieler Hinsicht wegbereitend für künftige Zeremonien und ist somit von großer Bedeutung.

Thème n°4 – Cours n°2 : 22 septembre 1984 : Kohl-Mitterrand

Par Nicolas Czubak

Enseignant d'Histoire-Géographie

Membre du service éducatif de l'EPCC Mémorial de Verdun - Champ de bataille

La rencontre entre François Mitterrand et Helmut Kohl du 22 septembre 1984 s'inscrit dans un contexte de guerre froide relancée. En effet, depuis la fin des années 1970, les tensions sont réapparues entre le bloc occidental et le bloc communiste. Léonid Brejnev, dirigeant de l'Union Soviétique, a installé des missiles de croisière SS20 pointés en direction de l'Europe de l'Ouest. Cette situation avait suscité de l'émotion en Europe occidentale et un des premiers à s'inquiéter de ceci était le chancelier allemand Helmut Schmidt qui avait demandé finalement à l'OTAN comment cette situation pouvait être réglée. L'OTAN s'était donc réunie et avait demandé à l'Union Soviétique de retirer ses missiles sinon, à son tour, l'organisation allait installer des missiles en Europe de l'Ouest.

Dans cette crise qui va durer de 1977 à 1983, il y a une convergence de point de vue entre la France et la RFA. En effet, en 1983, le président de la République François Mitterrand s'était rendu au Bundestag à Bonn où il avait exprimé non seulement la fermeté de la France vis-à-vis de ce coup de force des Soviétiques, mais également la solidarité qui unissait Français et Allemands de l'Ouest. Dans cette crise, on a donc eu une convergence de point de vue entre Français et Allemands de l'Ouest.

Mais il n'y a pas que dans le cadre de la guerre froide qu'il va y avoir convergence entre Paris et Bonn. Dans les débuts des années 1980, il va y avoir également une convergence pour faire avancer la CEE qui était bloquée depuis le début des années 1980 parce que le Royaume-Uni dirigé par Margaret Thatcher souhaitait réduire sa contribution au budget de la communauté. Le fait que les Britanniques veuillent réduire leur participation avait figé le fonctionnement de la Communauté. Un accord va être trouvé, car il y a encore une fois une concordance entre Français et Allemands. En juin 1984, lors du Conseil européen de Fontainebleau, on va débloquer la situation en acceptant le fait que les Britanniques abaissent leur contribution au budget de la CEE. Ce faisant, la CEE peut être relancée. Cela aboutira d'ailleurs, en février 1986, à la signature de l'Acte unique européen.

L'année 1984 a vu également, sur d'autres points, une convergence de point de vue entre Français et Allemands de l'Ouest. En effet, il y a cette volonté commune de participer au programme spatial Ariane 5, de faire avancer la politique de défense européenne et de voir les modalités d'ouverture des frontières entre France et RFA.

Mais, derrière ce rapprochement, il y a des intérêts politiques internes. En effet, François Mitterrand souhaite que ce rapprochement avec la RFA puisse permettre l'arrivée d'investissements allemands importants en France. De même, Helmut Kohl souhaite que ce rapprochement avec la France puisse dynamiser son économie.

Les deux hommes aussi, individuellement, sont à la recherche d'une posture nationale et internationale. François Mitterrand recherche une posture gaullienne, tandis qu'Helmut Kohl, lui, souhaite montrer que son action s'inscrit dans la continuité de celle d'un autre grand homme politique allemand de la deuxième moitié du XXe s. : Konrad Adenauer.

1984 : une année de commémorations

1984 est une grande année de commémoration. En effet, la rencontre entre François Mitterrand et Helmut Kohl à Verdun n'est pas le premier grand moment commémoratif de l'année. Le 6 juin 1984, ont eu lieu les commémorations du 40ème anniversaire du débarquement allié en Normandie. Au moment de cette manifestation, le chancelier Helmut Kohl n'avait pas été invité. Pourquoi ? Tout simplement, dans les années 80, le souvenir de la Seconde Guerre mondiale reste encore important aux yeux d'une partie de l'opinion publique : le souvenir de l'Occupation, le souvenir de la barbarie nazie... Et, de fait, l'adversaire d'hier n'avait pas été invité.

François Mitterrand et Helmut Kohl avaient essayé de trouver un moment le lendemain, le 7 juin 1984, pour se retrouver, pour trouver un moment de communication commun. Mais cela n'avait pas pu se faire. En fait, ils se réservaient pour le grand moment commémoratif, qui était prévu depuis le mois de mai 1984, au moment du 43ème Sommet franco-allemand de Rambouillet. Ce moment commémoratif devait avoir lieu à Verdun.

Alors, pourquoi ce choix de Verdun ? D'abord, c'est parce que Verdun renvoie au souvenir de la Première Guerre mondiale, moins sensible à aborder aux yeux de l'opinion publique française. Et, d'autre part, l'idée des deux hommes d'État était d'ancrer le processus de réconciliation franco-allemand dans un lieu hautement symbolique, où jadis les deux peuples s'étaient affrontés.

Alors comment va se passer cette journée du 22 septembre 1984 ?

Le Geste de Verdun, 22 septembre 1984

Cette journée commence déjà à Metz-Frescaty où le président de la République française va être rejoint par Helmut Kohl. De là, ils prennent l'hélicoptère présidentiel et vont être amenés au nord du champ de bataille de Verdun, à Consenvoye, pour la première étape de cette journée. À Consenvoye, les deux hommes d'État vont remonter le cimetière militaire allemand qui regroupe plus de 11 000 corps. Deux gerbes vont être déposées, une en français, une en allemand, ces gerbes étant dédiées aux « Allemands morts durant les guerres ». C'est important, cela montre que l'hommage rendu ne s'adressait pas uniquement aux soldats allemands tombés en 14-18. Après la minute de silence, le moment de recueillement et les hymnes nationaux, les deux hommes d'État sont transportés pour une étape plus personnelle sur la rive gauche de la Meuse, à proximité d'Esnes-en-Argonne.

Pourquoi aller dans les environs d'Esnes-en-Argonne ? Ceci s'explique par le fait que c'est dans cette partie du front de Verdun que le père d'Helmut Kohl avait combattu pendant la Première Guerre mondiale. Pour François Mitterrand, c'était finalement le rappel de sa propre expérience. Il avait en effet été blessé là et fait prisonnier par les Allemands, le 14 juin 1940, alors qu'il était sergent-chef.

C'est en fin d'après-midi que les deux hommes sont transportés par hélicoptère à la nécropole de Douaumont. Là, ils remontent la grande nécropole alors que retentit le glas de l'ossuaire. Au pied du mât qui est au centre de la nécropole, les deux hommes d'État vont déposer une couronne en français et une autre en allemand rendant hommage aux soldats «français morts durant les guerres».

Ils vont ensuite visiter l'ossuaire. Ils ressortent puis s'arrêtent l'un à côté de l'autre, devant un catafalque dont le cercueil vide est drapé à moitié d'un drapeau français, à moitié d'un drapeau allemand. Alors que l'hymne national allemand est joué, François Mitterrand se rapproche d'Helmut Kohl et lui glisse quelques mots à l'oreille. Ils se rapprochent et les deux hommes d'État se prennent par la main alors que retentit La Marseillaise. Ce moment est très fort pour les gens qui sont présents et également pour les gens qui sont devant leur télévision. Il y a une prise de conscience que là, ce geste est un geste historique. C'est un moment très fort, c'est un moment d'Histoire. Après cette main dans la main, les deux hommes vont aller saluer l'auditoire, dans lequel on va trouver de nombreux anciens combattants, de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale. Il faut rappeler qu'en cette journée-là il y a un ancien combattant très célèbre qui est avec eux, c'est Ernst Jünger. L'Allemand Ernst Jünger, l'auteur d'Orages d'acier, est un farouche partisan du rapprochement franco-allemand.

La cérémonie à Douaumont se termine alors que les deux hommes vont planter un arbre à proximité de l'Ouvrage de Thiaumont, en présence du secrétaire général de l'OFAJ, l'Office Franco-Allemand de la Jeunesse, Monsieur Groscolas. La journée verdunoise se termine avec la visite du Mémorial de Verdun, puis les deux hommes sont ramenés à Metz-Frescaty.

En conclusion, ce geste du 22 septembre 1984 est un moment très important dans le processus de rapprochement franco-allemand. Avec cette main dans la main de François Mitterrand et d'Helmut Kohl, on passe de « la réconciliation franco-allemande » à « l'amitié franco-allemande ». Ce geste endosse une dimension universelle. En fait, il montre au monde entier que les représentants de deux pays qui, jadis, s'étaient faits la guerre plusieurs fois, qui s'étaient haïs, étaient capables de dépasser les haines du passé pour pouvoir se rapprocher, rapprocher leur avenir pour créer un destin commun.

Thema 4 – Unterricht 2 : 22. September 1984: Kohl-Mitterrand

von Nicolas Czubak

Dozent für Geschichte und Geografie

Bildungsabteilung an der öffentlichen Einrichtung für kulturelle Zusammenarbeit (EPCC) Mémorial de Verdun - Champ de bataille.

Mitterrand und Kohl trafen sich am 22. September 1984, in einer Zeit, als der Kalte Krieg erneut aufkam. Seit Ende der 70er-Jahre verschärfen sich die Spannungen zwischen dem Westen und dem Ostblock. Der sowjetische Staatschef Leonid Breschnew stellte SS-20-Raketen auf, die nach Westeuropa gerichtet waren. In Westeuropa sorgte diese Situation für Aufregung und der deutsche Kanzler Helmut Schmidt äußerte Besorgnis. Er bat schließlich die NATO, eine Lösung für das Problem zu finden. Die NATO forderte die Sowjetunion dazu auf, die Raketen abzubauen, andernfalls würde Westeuropa ebenfalls Raketen stationieren.

In dieser Krise, die von 1977 bis 1983 andauerte, lagen Frankreich und die Bundesrepublik auf einer Linie. Im Jahr 1983 war Staatspräsident François Mitterrand im Bonner Bundestag zu Gast. Er betonte Frankreichs Unnachgiebigkeit gegenüber der Sowjetunion sowie die Solidarität zwischen Frankreich und Westdeutschland. In dieser Krise vertraten die beiden Staaten also dieselbe Position.

Doch nicht nur über den Kalten Krieg waren Paris und Bonn sich einig. Beide wollten Anfang der 80er-Jahre die EG voranbringen, die wegen Großbritannien in einer Blockade steckte. Thatcher verlangte eine Senkung der Beitragszahlungen an die EG. Die Forderung der Briten, weniger Beiträge zu zahlen, brachte die EG zum Erliegen. Zu einer Einigung kam es, weil Frankreich und Deutschland erneut übereinstimmten. Im Juni 1984 tagte der Europäische Rat in Fontainebleau. Die Situation wurde gelöst, indem man übereinkam, dass die Briten ihre Beiträge senken durften. So konnte die EG ihre Krise überwinden. Im Feb. 1986 folgte die Unterzeichnung der Einheitlichen Europäischen Akte.

Im Jahr 1984 fanden Frankreich und Westdeutschland auch auf anderen Gebieten zueinander. Beide beteiligten sich am Raumfahrt-Programm Ariane 5 und strebten ein Vorantreiben der europäischen Verteidigungspolitik an. Und beide waren bereit, eine Grenzöffnung zwischen Frankreich und der BRD zu erwägen.

Doch hinter dieser Annäherung standen interne politische Interessen. François Mitterrand erhoffte sich von der Nähe zur BRD beträchtliche westdeutsche Investitionen in Frankreich. Helmut Kohl wollte seinerseits die westdeutsche Wirtschaft ankurbeln. Zugleich suchten beide nach einer nationalen und internationalen Haltung. Mitterrand stand in der Nachfolge de Gaulles, Helmut Kohl wollte sein politisches Handeln in der Tradition eines anderen bedeutenden Staatsmannes wissen: Konrad Adenauer.

1984: Ein Jahr des Gedenkens

1984 war ein bedeutendes Gedenkjahr. Das Treffen in Verdun zwischen Mitterrand und Kohl war nicht die erste Gedenkfeier des Jahres. Der 6. Juni 1984 war der 40. Jahrestag der alliierten Landung in der Normandie. Doch zu dieser Gedenkveranstaltung war der deutsche Kanzler nicht eingeladen worden. Aus welchem Grund? Die Erinnerung an den 2. Weltkrieg, die deutsche Besatzung und die Gräueltaten der Nazis war zu der Zeit noch sehr lebendig. Darum wurde der ehemalige Erbfeind nicht eingeladen.

Mitterrand und Kohl hatten überlegt, sich tags darauf zu treffen und ein gemeinsames Gespräch zu führen, wozu es letztlich jedoch nicht kam. Sie warteten auf die große Gedenkfeier, die seit Mai 1984 geplant war, seit dem 43. deutsch-französischen Gipfel in Rambouillet. Die Veranstaltung sollte in Verdun stattfinden.

Warum fiel die Wahl auf Verdun? Zunächst erinnerte der Ort an den 1. Weltkrieg, und für die Franzosen war er ein weniger problematischer Ort. Zudem wollten die beiden Staatsmänner die deutsch-französische Aussöhnung an einen hochsymbolischen Ort früherer Auseinandersetzungen knüpfen.

Wie dieser 22. September 1984 verlief, erzähle ich Ihnen nun.

Die Geste von Verdun, 22. September 1984

Der Tag begann in Metz-Frescaty, wo Helmut Kohl den Präsidenten traf. Von dort flogen sie mit Mitterrands Hubschrauber zum nördlichen Teil des Schlachtfeldes, nach Consenvoye. An dieser ersten Station besuchten sie den deutschen Soldatenfriedhof, auf dem über 11.000 Gefallene ruhen. Zwei Kränze wurden niedergelegt, ein französischer, ein deutscher. Sie waren den deutschen Opfern beider Weltkriege gewidmet, nicht nur den deutschen Soldaten, die im 1. Weltkrieg gefallen waren. Nach der Schweigeminute, der Andacht und den Nationalhymnen folgte für die zwei Staatsmänner eine persönliche Erinnerungsstation bei Esnes-en-Argonne. Die Wahl von Esnes-en-Argonne hatte bestimmte Gründe. Hier hatte Helmut Kohls Vater im 1. Weltkrieg an der Front gekämpft. François Mitterrand erinnerte der Ort an eigene Erlebnisse. Am 14. Juni 1940 war er hier verwundet worden und in deutsche Gefangenschaft geraten.

Am späten Nachmittag flogen die Männer im Hubschrauber zur Grabstätte von Douaumont. Zum Totengeläut im Beinhaus schritten sie über den großen Friedhof. Am Fuß des Fahnenmastes im Zentrum des Friedhofs legten sie einen französischen und einen deutschen Kranz ab, zum Gedenken an die gefallenen französischen Soldaten. Anschließend besuchten sie das Beinhaus. Wieder draußen angelangt blieben sie nebeneinander vor einem Katafalk mit einem leeren Sarg stehen, den eine französische und eine deutsche Fahne bedeckten. Während das Deutschlandlied gespielt wurde, flüsterte François Mitterrand Helmut Kohl etwas zu. Die Männer rückten näher zusammen und ergriffen ihre Hände, als die Marseillaise erklang. Es war ein großer Moment für die Anwesenden ebenso wie für die Fernsehzuschauer. Sie erkannten, dass dies eine historische Geste war, dass hier etwas Bedeutsames geschah.

Nach dem Händedruck begrüßten die Politiker das umfangreiche Publikum, in dem sich etliche Veteranen der beiden Weltkriege befanden. Unter ihnen war ein berühmter deutscher Veteran, Ernst Jünger. Der Autor des Buchs "In Stahlgewittern" war ein erklärter Verfechter der deutsch-französischen Verständigung.

Zum Schluss pflanzten die zwei Männer bei der Festung Thiaumont einen Baum. Mit dabei war der Generalsekretär des Deutsch-Französischen Jugendwerkes, Daniel Groscolas. Der Tag endete mit einem Besuch im Mémorial de Verdun, bevor die beiden Politiker nach Metz-Frescaty zurückkehrten.

Wir halten fest: Diese Geste vom 22. September 1984 war ein bedeutender Moment der deutsch-französischen Verständigung. Der Handschlag zwischen François Mitterrand und Helmut Kohl markierte den Übergang von der Aussöhnung zur deutsch-französischen Freundschaft. Es war eine Geste von universalem Charakter. Sie machte der ganzen Welt deutlich, dass zwei Länder, die sich einst gehasst und bekämpft hatten, die Vergangenheit überwinden und aufeinander zugehen konnten, um ihr zukünftiges Schicksal gemeinsam zu gestalten.

Thème n°4 – Cours n°3 : 1998-2008 : un tournant au sujet des questions mémorielles. Partie 1/2

Par Julie d'Andurain

Professeur des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

Nous allons aborder la question des lois mémorielles qui apparaissent véritablement aux alentours des années 2000.

Cette question des lois mémorielles pose la question de la différenciation que les historiens font entre « Histoire » et « Mémoire ».

Commençons par des définitions. Qu'est que « l'Histoire » et comment se fait-elle ? L'Histoire se fait principalement à partir d'archives. Elle est traitée naturellement par des universitaires à l'université, par des historiens, mais pas seulement ; aussi par des sociologues, des ethnologues, des anthropologues et d'autres disciplines universitaires.

La « Mémoire » relève d'une discussion qui n'est pas nécessairement savante mais qui vient de la population, le plus souvent, et de population qui n'ont pas accès à des archives, ou qui n'ont pas pu conserver des archives.

Qu'est que c'est la conservation des archives ? Et de la difficulté à pouvoir les conserver ? Ces questions remontent à un débat, un tout petit peu plus ancien, dans les années 1990. A cette époque, il y a un grand débat en France avec une partie du monde politique qui entreprend des thèses négationnistes. Ces thèses négationnistes s'appuient principalement sur l'idée que les chambres à gaz n'auraient pas existé ou que le massacre des Juifs à travers la Shoah n'a pas été aussi important que ce qui est dit par les historiens. Ces thèses négationnistes sont en grande partie court-circuitées par un débat d'ordre politique que met en place Jacques Chirac en 1995, en reconnaissant la responsabilité de l'État français dans l'envoi des Juifs de France en Allemagne, dans les camps de concentration et d'extermination. Mais ce faisant, le débat qui est posé au niveau du pouvoir politique pose aussi la question de la manière dont on va reconstituer l'Histoire des Juifs de France. Se pose à partir de ce moment-là, la question du lien entre l'Histoire et la Mémoire.

Des lois mémorielles

Dans le sillage des réflexions qui ont été faites autour des années 1990 sur la question de la mémoire juive, apparaissent au début des années 2000 ce que l'on va appeler les « lois mémorielles ».

Ces lois mémorielles arrivent avec la loi Gayssot qui est en quelque sorte l'ouverture de la boîte de Pandore mémorielle, parce que cette loi Gayssot interdit les propos qui contestent les crimes contre l'humanité. A partir de ce moment-là, une série de lois que l'on va appeler les « lois mémorielles » va apparaître.

En 2001, la loi sur la reconnaissance du génocide arménien, sur ce qui s'est passé pendant la Première Guerre mondiale dans l'Empire Ottoman, pose un problème d'ordre politique international en opposant la France à la Turquie, mais invite les historiens à réfléchir sur la manière de reconstituer l'Histoire de ces génocides arméniens. Et puis, c'est surtout la « Loi Taubira », posant comme acquis que l'esclavage est un crime contre l'humanité, qui entraîne de nombreuses réflexions et agitations dans le monde des historiens.

Derrière ces lois mémorielles de 2001, apparaît quelque chose qui est relativement nouveau. C'est l'idée qu'il existe des souffrances collectives, des souffrances de certaines communautés, qui n'ont pas été reconnues précédemment dans le travail des historiens. Il est donc nécessaire de pouvoir s'en emparer au titre de la Mémoire.

Cette question de la mémoire collective, des souffrances de certaines communautés, rebondit en 2005 avec une loi sur les aspects positifs de la colonisation qui va mettre le feu aux poudres, parce que cette loi de 2005 va diviser la communauté des historiens. Elle va opposer les historiens qui sont d'accord avec l'idée que la colonisation relève en quelque sorte des lois mémorielles et qu'il existe une souffrance des populations colonisées dont on devrait s'occuper, à un autre ensemble d'historiens qui vont crier à la repentance en estimant qu'on leur demande d'accepter le repentir des populations françaises ou de leurs descendants qui ont participé à la colonisation.

Naturellement, ces débats vont inviter les historiens à se poser la question de savoir si on doit traiter ces questions au titre de l'Histoire, avec recours aux archives, ou au titre de la Mémoire ?

Des communautés victimes

De l'idée des « communautés victimes », on passe rapidement à l'idée d'un « devoir de mémoire » pour ces mêmes communautés. Les mots sont posés : « mémoire », « traumatismes », « victimes ». Cette question de l'histoire de ces victimes, va nécessiter la mise en place, dans les universités, de réflexion sur l'histoire-mémoire ou sur la mémoire et l'histoire de ces communautés.

Mais dans le même temps, l'université et en particulier la communauté des historiens n'est pas très à l'aise avec cette notion de « Mémoire », tout simplement parce qu'elle ne sait pas particulièrement la mettre en œuvre. Du coup, cette dimension mémorielle lui échappe quelque peu, mais aussi parce qu'elle est récupérée sur le plan politique.

La récupération politique se fait aux différents échelons de l'État, d'abord au niveau national, au niveau du gouvernement, au niveau des conseils régionaux, mais également au niveau des conseils départementaux et des communes.

De quelle manière va-t-on voir cette « Histoire-Mémoire » apparaître ? On va la voir, d'une part dans les musées, donc sous une forme de mémoire muséale et d'autre part dans l'érection de monuments qui vont permettre à certaines communautés de rappeler qu'elles appartiennent à l'Etat-Nation, à la nation française et qu'elles ont leur place dans la communauté française.

Thema 4 – Unterricht 2 : 1998-2008: neue Ansätze in der Erinnerungspolitik. Teil 1/2

von Julie d'Andurain
Professorin für moderne Geschichte, Université de Lorraine

Wir beschäftigen uns mit den Erinnerungsgesetzen, die um 2000 aufkamen.

In diesem Zusammenhang stellt sich die Frage der Unterscheidung der Historiker zwischen "Geschichte" und "Erinnerung".

Zunächst zur Definition. Was ist "Geschichte"? Woher kommt sie? Sie stammt hauptsächlich aus Archiven und wird an Universitäten von Akademikern untersucht, nicht nur von Historikern, sondern auch von Soziologen, Ethnologen, Anthropologen und Vertretern anderer Disziplinen.

Die "Erinnerung" entstammt einer Diskussion, die weniger auf akademischer Ebene, sondern zumeist innerhalb der Bevölkerung stattfindet, die keinen Zugang zu Archiven hat oder keine Aufzeichnungen führen konnte.

Was sind historische Aufzeichnungen und worin besteht dabei die Schwierigkeit? Diese Fragen führen auf eine Debatte zurück, die in den 1990 Jahren stattfand. Damals gab es in Frankreich eine große Diskussion mit politischen Lagern, die Verleugnungsthesen vertraten. Diese Thesen beruhten hauptsächlich auf dem Argument, dass es keine Gaskammern gab oder dass das Ausmaß des Holocausts an den Juden von den damaligen Historikern übertrieben wurde. Diese Verleugnungsthesen wurden von einer politischen Debatte erstickt, die Jacques Chirac 1995 initiierte, indem er die Verantwortung Frankreichs bei der Auslieferung von Juden nach Deutschland anerkannte, die dort in Konzentrationslagern landeten. Diese Debatte, die auf Regierungsebene geführt wurde, warf auch die Frage auf, wie die Geschichte der französischen Juden erschlossen werden sollte. Hier stellte sich die Frage der Verbindung zwischen Geschichte und Erinnerung.

Die Erinnerungsgesetze

Bei den Überlegungen, die in den 90er-Jahren zum Thema jüdisches Gedenken angestellt wurden, kamen Anfang der Nullerjahre die sogenannten "Erinnerungsgesetze" auf.

Diese Erinnerungsgesetze gingen einher mit dem Gayssot-Gesetz, das erinnerungspolitisch eine Lawine lostrat, da es Aussagen verbot, die Verbrechen gegen die Menschlichkeit leugneten. Daraufhin wurde eine Reihe von Gesetzen erlassen, die "Erinnerungsgesetze" genannt wurden. Das Gesetz von 2001 zur Anerkennung des Völkermords an den Armeniern, der sich während des 1. Weltkriegs im Osmanischen Reich ereignet hatte, rief internationale Spannung zwischen Frankreich und der Türkei hervor. Gleichzeitig regte es Historiker dazu an, die Geschichtsschreibung über den armenischen Genozid zu überdenken. Was in der Welt der Historiker noch heftigere Reaktionen auslöste, war das Taubira-Gesetz, das Sklaverei als Verbrechen gegen die Menschlichkeit einstufte.

Mit den Erinnerungsgesetzen von 2001 tauchte der relativ neue Gedanke auf, dass es Fälle von kollektivem Leid bestimmter Bevölkerungsgruppen gibt, die bei Historikern bisher keine Berücksichtigung gefunden hatten.

Daher wurde es als notwendig empfunden, das Thema erinnerungskulturell aufzugreifen.

Die Frage der kollektiven Erinnerung und des Leids bestimmter Gruppen kam erneut 2005 mit einem Gesetz über positive Aspekte der Kolonialisierung auf, das für neuen Zündstoff sorgte. Denn dieses Gesetz spaltete die Welt der Historiker. Auf der einen Seite waren diejenigen, die dem Gedanken zustimmten, dass die Kolonialisierung quasi den Erinnerungsgesetzen unterliegt und dass kolonialisierten Menschen Leid zugefügt wurde. Auf der anderen Seite waren die Historiker, die über dieses Gesetz beklagten und meinten, es zwingt Historiker in eine reumütige Haltung, in der sie die Reue der Franzosen oder deren Vorfahren akzeptieren müssen, die an der Kolonialisierung beteiligt waren.

Diese Debatten warfen unter Historikern natürlich die Frage auf, ob sie von Historikern, also unter Nutzung von Archiven, oder erinnerungskulturell behandelt werden sollten.

Die Opfergemeinschaften

Der Idee der "Opfergemeinschaften" folgte die der "Erinnerungspflicht" für diese Gemeinschaften. Es fielen die Begriffe "Erinnerung", "Traumata" und "Opfer". Die Frage der Geschichte dieser Opfer erforderte an den Universitäten Überlegungen zum Thema Geschichte versus Erinnerung, bzw. zur Erinnerung und Geschichte dieser Gemeinschaften.

Allerdings wussten Akademiker und insbesondere Historiker nicht so recht, wie sie mit dem Begriff der "Erinnerung" umgehen sollten. Sie hielten sich in der Frage zurück, aber auch, weil sie auf politischer Ebene aufgegriffen wurde.

Der politische Umgang lief über mehrere Staatsebenen hinweg. Zunächst auf staatlicher Regierungsebene, dann auf Ebene der Regionalräte, und auch auf Departement- und Kommunalebene.

Wie äußerte sich diese Abgrenzung von Geschichte und Erinnerung? Einerseits wurden in Museen Bereiche eingerichtet, die sich der Erinnerung widmen. Andererseits wurden Monumente errichtet, um bestimmte Bevölkerungsgruppen daran zu erinnern, dass sie der französischen Nation angehören und sie ihren Platz in der französischen Gemeinschaft haben.

Thème n°4 – Cours n°2 : 1998-2008 : un tournant au sujet des questions mémorielles. Partie 2/2

par Julie d'Andurain

Professeur des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine

Comment ces lois mémorielles vont prendre en charge les problématiques de la Première Guerre mondiale ? Elles vont s'intéresser essentiellement à deux catégories de population : d'une part les fusillés de la Grande Guerre et d'autre part les troupes coloniales.

Les fusillés de la Grande Guerre

Commençons par les fusillés de la Grande Guerre avec une définition liminaire qui est importante, car il existe plusieurs catégories de fusillés, catégories qui ont été identifiées par les historiens.

D'abord, la catégorie dite des « fusillés pour l'exemple » qui sont très bien identifiés grâce aux travaux du Général Bach. Il a identifié à peu près 650 fusillés pour l'exemple, puis, des fusillés qui ont été « fusillés après jugement », après la réforme de 1916, avec des catégories qui sont assez différentes les unes des autres.

Ces différentes catégories de fusillés renvoient à deux temporalités dans la guerre. D'abord il faut prendre en compte les fusillés du début de la guerre, au moment des grandes hécatombes de 1914, avec, par exemple, l'affaire de Vingré, où 6 soldats abandonnent leur poste et sont, pour cela, passés par les armes en novembre 1914. Et puis, en 1916, d'autres situations ont lieu sur le front, avec par exemple, en juin 1916, l'affaire des sous-lieutenants Herduin et Millant. Ces sous-lieutenants ne peuvent pas répondre à des ordres qui sont irréalistes. Ils ordonnent à leurs hommes de se replier. Ils sont passés par les armes et cette situation va rester dans l'Histoire sous le titre de « L'Affaire Herduin et Millant »

Dans les deux cas, que ce soit l'Affaire de Vingré ou l'Affaire Herduin-Millant, des réhabilitations vont avoir lieu sitôt la guerre terminée, c'est-à-dire dans la période que l'on appelle « la sortie de guerre ». En 1921, l'Affaire de Vingré est prise en charge par la Cour de cassation qui décide de réhabiliter les soldats fusillés. Ainsi, un monument est érigé sur la commune de Vingré en 1925. De la même manière, pour l'Affaire Herduin-Millant, ces officiers sont réhabilités en 1926, toujours dans le cadre de la sortie de guerre.

On voit donc que dès la fin de la Première Guerre mondiale, la question de la mémoire de ces hommes a été prise en compte par l'État français et par l'armée. Mais, véritablement, il va y avoir un retour de la mémoire et un besoin de mémoire qui va s'exprimer au début du XXI^e s.

Alors pourquoi la question des fusillés de la Grande Guerre rebondit au début du XXI^e siècle et quel est le problème qui est posé ?

En réalité, ce n'est pas un problème de réhabilitation au coup par coup, puisque il a déjà existé précédemment. C'est l'idée qu'il faudrait faire une réhabilitation collective des fusillés de la Grande Guerre, en tant que communauté victime. Il s'agit aussi, d'une certaine manière, de dénoncer la guerre en tant que telle et les effets collatéraux de tout phénomène guerrier.

La question est posée pour la première fois par Lionel Jospin, en 1998. Il pose la question d'une réhabilitation collective, mais la question ne va pas au-delà du simple débat lancé.

En 2008, dix ans plus tard, Nicolas Sarkozy, lors d'un hommage aux combattants de la Première Guerre mondiale associe pour la première fois les fusillés de la Grande Guerre au monde combattant en général, sans toutefois parler de réhabilitation ni particulièrement individuelle, ni collective. Et enfin, cette question d'une réhabilitation collective est posée tout à fait clairement au moment du gouvernement de François Hollande. Il y a des pressions faites pour une réhabilitation collective de la part d'historiens qui ont travaillé sur ces questions et qui veulent mettre en avant leurs travaux. Ils veulent mettre en avant cette réhabilitation au titre des lois mémorielles, qui sont proposées, déposées, mais qui finalement ne vont pas être votées.

Pourquoi ces lois ne sont-elles pas votées ? Pourquoi sont-elles refusées par les parlementaires ? C'est parce que, tout simplement, derrière cette idée d'une réhabilitation collective des fusillés, se pose celle aussi de la question de ceux qui ont été fusillés au titre du droit commun et là les parlementaires estiment qu'il n'y a pas possibilité de dissocier l'ensemble des catégories et de réhabiliter tout le monde.

Mais en réalité, quand on regarde cette question de la mémoire des fusillés de la Grande Guerre, on s'aperçoit finalement que déjà depuis 1921-1926, la plupart des cas de figure, individuelle ou affaire par affaire, ont été en très grande partie réhabilités.

Les troupes coloniales

Dans le cadre de ces lois mémorielles, une autre catégorie va intéresser les historiens, c'est la catégorie dite des « troupes coloniales ».

Ces troupes coloniales ont été assez nombreuses à participer à la guerre, entre 100 000 et 150 000 individus. Ils sont assez bien identifiés par les historiens, et naturellement, comme pour les fusillés de la Grande Guerre, ils n'ont pas été oubliés à la fin de la Première Guerre mondiale.

En 1921, un comité aux héros de l'Armée noire est créé sous l'égide de l'armée de façon à pouvoir réunir des fonds qui vont chercher à valoriser le rôle de ces troupes noires ou de cette Armée noire.

Le Comité aux héros de l'Armée noire réussit à réunir des fonds suffisants pour ériger un monument à Reims et un monument à Bamako en 1924. Mais des évolutions vont avoir lieu et vont distendre ces relations. Ces évolutions ne sont pas nécessairement volontaires et créées en France par les Français.

Elles viennent de l'extérieur, dans un premier temps, avec l'invasion de la France par l'Allemagne, en 1940. Les Allemands, à Reims, décident de détruire le monument en hommage aux troupes noires, tout simplement parce qu'ils ont une position tout à fait raciste vis à vis des troupes noires, avec l'idée de faire disparaître la présence des noirs en France et en Europe. Ensuite, les indépendances africaines des années 1960 distendent naturellement les liens entre les troupes noires et l'armée française.

Et donc, on oublie en France, qu'il y a eu un rapport plutôt étroit entre ces troupes noires et l'armée française.

Cette affaire rebondit sous le coup des lois mémorielles aux alentours des années 2000 et va se faire en deux temps.

D'abord, il va y avoir une reprise de conscience que l'Armée noire a participé à la Première Guerre mondiale. Plusieurs manifestations vont avoir lieu à Reims pour célébrer la participation de l'Armée noire dans ce conflit. Mais il y a aussi, sur fond d'agitation dans les banlieues en 2005, le fait qu'il y avait des musulmans au sein de cette armée. Et il y a un souci de la part du pouvoir politique de montrer que les populations issues de l'immigration, qu'elles soient d'origine arabe ou subsaharienne, appartiennent bien à la nation française. Dans ce cadre-là, sur demande du pouvoir politique mais également sur demande des autorités musulmanes de France, on décide de valoriser les populations musulmanes en montrant qu'elles ont combattu aux côtés des Français pendant cette Première Guerre mondiale.

Tout cela va se centrer sur le bâtiment de Douaumont. Il existait déjà, depuis la sortie de guerre, une stèle qui rendait hommage aux troupes musulmanes qui avaient combattu auprès des Français pendant la Première Guerre mondiale. Mais à partir de 2006, de façon à répondre à cette révolte des banlieues, on construit à Douaumont un bâtiment de style mauresque qui vise à nouveau à célébrer le lien entre les Musulmans et la France. C'est un très beau bâtiment qui est mis en valeur de façon à montrer que les musulmans sont bien des Français au même titre que les autres et qu'ils ont toute leur place à côté des chrétiens et des israéliens.

Conclusion

Comme vous l'avez compris, les débats ont été extrêmement intenses. Ils ont opposé la communauté des historiens de façon très importante avec des tensions parfois très fortes. Mais aujourd'hui, dix à quinze ans plus tard, on va très clairement vers l'apaisement. Ce que l'on peut constater du côté des historiens, c'est que ce concept « d'Histoire-Mémoire » qui a agité la communauté des historiens fait partie aujourd'hui du dispositif de la réflexion sur l'Histoire.

Très peu d'historiens, aujourd'hui, surtout ceux qui travaillent sur le très contemporain, oublient de travailler cette question mémorielle. On cherche aujourd'hui dans les archives des traces de la mémoire et inversement dans la mémoire la façon dont on pourrait ré-analyser ou aborder autrement les archives.

Donc finalement, du côté des historiens, ce débat a été très riche et a fait avancer, d'une certaine manière, la réflexion sur l'Histoire. Et c'est plutôt une bonne chose !

Simplement, cette réflexion a aussi permis l'irruption du politique dans les réflexions historiennes. Ça n'est peut-être pas forcément toujours la meilleure chose pour l'Histoire. Mais pour la Mémoire, c'est quelque chose qui est considérée aujourd'hui comme important, parce qu'aujourd'hui, d'une manière générale, les élus estiment avoir leurs mots à dire sur la question de la Mémoire, que ce soit au niveau de l'État, des conseils régionaux, des conseils départementaux ou des mairies.

Quel est l'objet actuel de cette « Histoire-Mémoire », que ce soit pour les historiens ou pour les élus ? C'est, je crois, de trouver un moyen de rassembler des populations qui ne se sentent pas toujours très unies. Et c'est un enjeu de société. C'est un enjeu majeur de faire en sorte que des populations qui se croient « victimisées » ou que l'on pense être victimisées, se sentent françaises, et, à travers une Histoire, bâtie à partir d'archives ou à partir de la mémoire, qu'elles se reconnaissent une Histoire commune et avancent dans le même sens pour construire l'Histoire de la France.

Thema 4 – Unterricht 2 : 1998-2008: neue Ansätze in der Erinnerungspolitik. Teil 2/2

von Julie d'Andurain

Professorin für moderne Geschichte, Université de Lorraine

Die Erinnerungsgesetze widmeten sich der Problematik des 1. Weltkriegs, indem sie zwei Bevölkerungsgruppen berücksichtigten: die Erschießungsoffer des 1. Weltkriegs und die Kolonialtruppen.

Die Erschießungsoffer des 1. Weltkriegs

Beginnen wir mit den Erschießungsoffern, wobei es hier Unterschiede gibt, da von Historikern mehrere Kategorien definiert wurden.

Erstens gab es die, zur Abschreckung erschossen wurden, über die es dank General Bach genaue Aufzeichnungen gibt. Er identifizierte etwa 650 standrechtlich erschossene Franzosen. Dann gab es diejenigen, die nach Gerichtsurteil erschossen wurden, und zwar nach der Reform von 1916. Auch hier gab es unterschiedliche Gruppen von Erschießungsoffern.

Diese unterschiedlichen Kategorien gingen einher mit zwei verschiedenen Perioden im Krieg. Zunächst gab es die Erschießungsoffer zur Zeit der Massaker zu Kriegsbeginn. Ein Beispiel dafür ist der Vorfall von Vingré, bei dem im November 1914 sechs Soldaten ihren Posten verließen und infolgedessen erschossen wurden. 1916 gab es andere Vorfälle an der Front, wie zum Beispiel im Juni die Erschießung der Leutnants Herduin und Millant. Als sie nicht in der Lage waren, ihre unrealistische Mission zu erfüllen, ordneten sie ihren Männern den Rückzug an. Dafür wurden sie erschossen. Dieser Vorfall ging als "Herduin-Millant-Affäre" in die Geschichte ein.

Sowohl beim Vingré-Vorfall als auch bei der Herduin-Millant-Affäre, wurden die Opfer rehabilitiert, sobald der Krieg zu Ende war, d.h. in der Übergangszeit, die man in Frankreich "sortie de guerre" nennt. 1921 nahm sich der französische Kassationshof des Vingré-Vorfalles an und urteilte, dass die Soldaten von Vingré rehabilitiert werden sollten. 1925 wurde dann in Vingré ein Denkmal zu ihren Ehren errichtet. In gleicher Weise wurden die Offiziere Herduin und Millant 1926, in der Übergangszeit nach Kriegsende, rehabilitiert.

Wir sehen also, dass gleich nach Kriegsende das Gedenken an diese Männer sowohl vom französischen Staat als auch von der Armee thematisiert wurde. Ein erneuter Erinnerungsbedarf kam diesbezüglich zu Beginn des 21. Jahrhunderts auf.

Warum trat die Frage der Erschießungsoffer des 1. Weltkriegs zu Beginn des 21. Jahrhunderts auf und welches Problem stellte sich hier?

Es ging nicht um einzelne Rehabilitationen, da es diese schon gegeben hatte, sondern darum, dass alle Erschießungsoffer des 1. Weltkriegs kollektiv rehabilitiert werden sollten.

Es ging auch darum, den Krieg an sich und die Auswirkung aller kriegerischen Handlungen anzuprangern.

Lionel Jospin gab 1998 den ersten Anstoß dazu. Er warf die Frage der kollektiven Rehabilitation auf, doch über den Anstoß zur Diskussion ging es erst mal nicht hinaus.

Zehn Jahre später, 2008, hat Nicolas Sarkozy dann bei einer Ehrung der Soldaten des 1. Weltkriegs erstmals die Erschießungsoffer des 1. Weltkriegs in Verbindung mit den Veteranen erwähnt. Von einer Rehabilitation, ob individuell oder kollektiv, war aber nicht die Rede. Schließlich wurde die Frage der kollektiven Rehabilitation von der Regierung François Hollandes erneut auf den Tisch gebracht. Auf eine kollektive Rehabilitation drängten einige Historiker, die der Frage nachgegangen waren und die Sache vorantreiben wollten. Sie beriefen sich dabei auf die Erinnerungsgesetze, deren Entwürfe eingereicht, jedoch nicht verabschiedet wurden.

Warum wurden diese Gesetze von den Parlamentariern abgelehnt? Dies lag daran, dass sich in Bezug auf die kollektive Rehabilitation der Erschossenen auch die Frage derer stellte, die nach gemeinem Recht erschossen wurden. Nach Ansicht der Parlamentarier war es nicht möglich, alle Kategorien der Erschießungsoffer gemeinsam zu betrachten und alle zu rehabilitieren. Betrachtet man, wie an die Erschossenen des 1. Weltkriegs erinnert wurde, ist aber festzustellen: Die Betroffenen sind bereits ab 1921-26 einzeln oder als Gruppe in Zusammenhang mit bestimmten Erschießungsvorfällen zum großen Teil rehabilitiert worden.

Die Kolonialtruppen

Bezüglich der Erinnerungsgesetze haben sich die Historiker mit einer weiteren Gruppe beschäftigt: den Kolonialtruppen.

Die am Krieg beteiligten Kolonialtruppen waren sehr groß und umfassten 100.000 bis 150.000 Männer, die von den Historikern recht genau erfasst wurden. Wie auch die Erschießungsoffer wurden sie bei Ende des 1. Weltkriegs natürlich nicht vergessen.

1921 wurde ein Komitee für die Helden der schwarzen Armee unter Führung der französischen Armee gegründet. Es sollten Mittel bereitgestellt werden, um diese schwarzen Truppen, bzw. diese schwarze Armee und ihre Rolle im 1. Weltkrieg zu würdigen.

Das Komitee für die Helden der schwarzen Armee sammelte genug Geld, um 1924 sowohl im französischen Reims als auch im malischen Bamako ein Denkmal zu errichten. Natürlich führte dies zu Entwicklungen, die diesen Verbindungen schadeten. Diese Entwicklungen waren nicht unbedingt gewollt und gingen nicht von den Franzosen aus. Sie drangen von außen ins Land, erstmals mit der deutschen Invasion im Jahre 1940. Die Deutschen demontierten das Denkmal zu Ehren der schwarzen Truppen in Reims, da sie den schwarzen Truppen gegenüber eine rein rassistische Haltung vertraten und den Plan verfolgten, Schwarze in Frankreich und in ganz Europa auszulöschen. Im Zuge der Unabhängigkeit der afrikanischen Kolonien in den 60ern litt das Verhältnis zwischen den schwarzen Truppen und der französischen Armee. In Frankreich wird oft vergessen, dass es enge Beziehungen zwischen den schwarzen Truppen und der französischen Armee gab.

Im Rahmen der Erinnerungsgesetze in den Nullerjahren wurde dieses Thema wieder aufgegriffen, und zwar in zwei Schritten: Zunächst rückte wieder ins Bewusstsein, dass die schwarze Armee am 1. Weltkrieg teilgenommen hatte. In Reims gab es mehrere Kundgebungen, um an die Teilnahme der schwarzen Armee in diesem Konflikt zu erinnern.

Zudem rückte, ausgelöst durch die Vorstadtunruhen im Jahr 2005, auch die Tatsache ins Gespräch, dass in dieser Armee Muslime kämpften. Vonseiten der Regierung bemühte man sich zu zeigen, dass die Bevölkerung mit Migrationshintergrund, ob aus arabischen Ländern oder Gebieten südlich der Sahara, zur französischen Nation gehört. In diesem Zusammenhang wurde auf Drängen der Regierung sowie der französischen muslimischen Behörden entschlossen, dass die Muslime dafür gewürdigt werden sollen, dass sie im 1. Weltkrieg an der Seite der Franzosen gekämpft hatten.

Die Pläne konzentrierten sich auf das Beinhaus von Douaumont. Hier gab es bereits seit kurz nach Kriegsende eine Stele zur Ehrung der muslimischen Soldaten, die im 1. Weltkrieg mit den Franzosen gekämpft hatten. Doch im Jahre 2006 wurde als Reaktion auf die Vorstadtunruhen in Douaumont ein Monument im maurischen Stil errichtet. Dieses Denkmal hat zum Ziel, die Beziehungen zwischen Frankreich und den Muslimen zu feiern. Mit diesem sehenswerten Gebäude wird zum Ausdruck gebracht, dass Muslime gleichwertige französische Bürger sind und dass sie ihren Platz neben ihren christlichen und jüdischen Mitbürgern haben.

Schlussfolgerung

Die intensiven Debatten haben Historiker untereinander erheblich gespalten und teils zu großen Spannungen geführt. Doch heute, 10-15 Jahre später, haben sich die Wogen deutlich geglättet. Auf Seiten der Historiker lässt sich feststellen: Das Konzept "Geschichte vs. Erinnerung", das in Fachkreisen für Wirbel sorgte, ist heute fester Bestandteil der Auseinandersetzung mit Geschichte.

Die meisten Historiker, vor allem die, die sich mit Neuester Geschichte befassen, greifen die Frage der Erinnerung auf. Man untersucht heute die Archive auf Erinnerungsspuren und umgekehrt untersucht man die Erinnerung daraufhin, wie sich Archive neu analysieren lassen. Die Debatte unter den Historikern war also letztlich sehr fruchtbar und hat die Auseinandersetzung mit Geschichte vorangetrieben, was als positiv zu betrachten ist.

Dies ermöglichte, dass sich die Politik in die Auseinandersetzung mit Geschichte einbrachte. Für die Geschichte ist dies nicht unbedingt immer von Vorteil. Für den Umgang mit der Erinnerung wird dies jedoch als sehr wichtig betrachtet. Sowohl auf nationaler Ebene als auch in den Regionen, Departements oder Kommunen wollen die Volksvertreter heute in erinnerungspolitischen Fragen mitreden.

Was hat das Konzept "Geschichte vs. Erinnerung" sowohl für Historiker als auch für Politiker zum Ziel? Ich denke, es soll die Bevölkerungsgruppen zusammenbringen, die sich nicht immer vereint fühlen. Es ist eine große gesellschaftliche Herausforderung dafür zu sorgen, dass die Menschen, die sich viktimisiert fühlen oder als viktimisiert gelten, sich als Franzosen fühlen. Ziel ist es ebenso, dass diese Bevölkerungsgruppen, sei es auf Grundlage von Archiven oder der Erinnerung, eine gemeinsame Geschichte anerkennen und künftig in gleicher Weise die Geschichte Frankreichs mitgestalten.

Thème n°4 – Cours n°4 : 2016 : les cérémonies du centenaire

Frédéric Plancard

Journaliste

Chef d'Agence de Verdun - L'Est Républicain

La première commémoration du centenaire de la bataille de Verdun s'est déroulée le 21 février 2016, au bois des Caures où étaient stationnés les 56ème et 59ème bataillons de chasseurs à pied commandés par le célèbre Colonel Driant, à 6h30, au moment même où cent ans avant, le premier bombardement était déclenché, débutant ainsi la bataille de Verdun.

Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et de la mémoire et plus de 600 personnes ont arpenté un parcours jalonné de bougies et de scènes figés réalisées par les bénévoles de « Connaissance de la Meuse ».

Quelques jours après, une exposition sur les Champs Elysées baptisée « Verdun - Champs Elysées 1916-2016, un siècle pour la paix » est inaugurée sur la plus belle avenue du monde. Dans la lignée des commémorations, le tourisme de Mémoire surfe sur la vague.

Le salon ITB, le salon International de Tourisme de Berlin, fait une place pour la destination « Verdun ». Il en est de même pour le salon de Paris.

Les commémorations de la bataille de Verdun se font également par le sport. En Mars 2016, le trail des tranchées rassemble 1916 participants. En avril 2016, les festivités du centenaire de la Voie sacrée se tiennent à Souilly, village où la mairie servait de QG à la Deuxième Armée française, dont les noms des généraux sont gravés actuellement dans les livres d'Histoire : Pétain, Nivelle, Guillaumat, Hirschauer. Une exposition permanente est inaugurée dans les locaux de la mairie. Pour mémoire, en 2011, le village de Souilly est jumelé avec celui de Laclede, village natale du général Pershing, qui installa son QG dans la mairie pour l'offensive de Meuse-Argonne, en septembre 1918.

Avant le climax du 29 mai 2016, des initiatives privées voient le jour. C'est le cas pour l'association « Agir pour le Verdunois » qui fait appel au comédien et écrivain Christophe Malavoy pour être le parrain d'un rosier baptisé « Garance » du nom de la couleur rouge qui teignait les pantalons des soldats au début de la guerre de 1914.

La cérémonie symbolique s'est déroulée dans le parc Japiot. Si le parrain était Christophe Malavoy, la marraine était la terre de Verdun. L'eau pour le baptême, était de l'eau de bleuets, symbole de la fleur du Souvenir, mais également surnom des soldats de la classe 1915. Pour accompagner ce baptême, une jeune fille de Verdun prénommée Garance était présente. Et l'eau pour arroser ce rosier a été prélevée à Ornes, village détruit, où les habitants de Verdun revenus après la Première Guerre mondiale allaient se ravitailler en eau.

Arrêtée pour le 29 mai 2016, la cérémonie officielle de la commémoration de la bataille de Verdun a pris un format franco-allemand. Après Konrad Adenauer et Charles de Gaulle, François Mitterrand et Helmut Kohl, François Hollande a invité la chancelière Angela Merkel.

S'ils ne se sont pas pris la main comme leurs prédécesseurs de 1984, François Hollande et Angela Merkel ont ravivé ensemble la flamme du Souvenir et ont posé ensemble leurs mains sur le bouclier de pierre de la nef de l'ossuaire de Douaumont. Le couple franco-allemand s'est rendu à Verdun, à l'hôtel de ville mais aussi au monument aux morts et sur le pont Chaussée où ensemble et avec des élèves, ils ont lancé des ballons blancs, signe de paix. Ils sont ensuite allés à la nécropole allemande de Consenvoye.

L'ossuaire de Douaumont pour ces commémorations du centenaire de la bataille de Verdun était dans l'œil médiatique. Plusieurs milliers de jeunes Allemands et de jeunes Français ont participé à un spectacle mis en scène par Volker Schlöndorff. Vêtus de couleurs vives, ils arrivaient, en courant au milieu des tombes, symbolisant cette jeunesse fauchée par la Première Guerre mondiale. Ce spectacle a choqué une partie de l'opinion publique et une partie de la classe politique française.

Une autre polémique autour de ce centenaire de la bataille de Verdun fut celle entourant la présence du chanteur et rappeur Black M, pour un concert prévu en marge des commémorations du centenaire, au cœur de la ville de Verdun. Le déferlement de violence fut si intense qu'il a mobilisé jusqu'au plus haut de l'État. De communiqué en communiqué, de maladresse en maladresse, le concert fut finalement annulé pour des raisons de sécurité.

En amont des commémorations officielles de la bataille de Verdun, c'est tenu autour du secrétaire d'État aux Anciens combattants Jean-Marc Todeschini, une réunion pour la signature d'une déclaration d'intention concernant la création d'un EPCC (Etablissement Public de Coopération Culturelle), en présence et avec les principaux acteurs de la mémoire, afin de mettre en place une gestion unifiée du champ de bataille.

Mais les commémorations de ce centenaire de la bataille de Verdun ne se sont pas arrêtées là. En mai 2016, un millier de « reconstituteurs » se sont retrouvés au cœur de la ville de Verdun pour des défilés, mais aussi pour des cérémonies au Monument à La Victoire. En juillet, Bernard Cazeneuve, alors ministre de l'Intérieur, est venu à Verdun pour le 19ème rassemblement technique des jeunes sapeurs-pompiers. En août 2016, à l'aéroclub de Verdun, l'aéroclub Robert Thiéry, s'est tenu le grand meeting du centenaire, en présence de la Patrouille de France. Enfin le 13 septembre 2016, Manuel Valls, alors premier ministre, est venu à Verdun commémorer le centième anniversaire de la remise de la Légion d'honneur à la ville de Verdun par le président Poincaré.

La liste de ces commémorations du centenaire pourrait s'étaler à l'infinie. En septembre 2016, l'émission « Le jour du Seigneur » a été tournée au cœur de la Cathédrale de Verdun et a été diffusée en direct sur France 2. Le 24 octobre 2016, les cérémonies du centenaire de la reprise du Fort de Douaumont ont été présidées par Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense et par Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État aux Anciens combattants. En octobre et début novembre 2016, la flamme sacrée a été prélevée sous l'Arc de Triomphe par l'association « Le comité de la Voie sacrée et de la Voie de la liberté ».

Elle a été ramenée comme tous les ans à Verdun, à pied. Enfin le 18 décembre 2016, Monseigneur Gusching, évêque de Verdun a présidé une messe dans la chapelle de l'ossuaire, à la mémoire du soldat de Verdun, marquant ainsi la fin du centenaire de la bataille de Verdun.

Bien sûr l'intensité des commémorations a un peu baissé en 2017. Mais en 2017, la France fête le centenaire de l'arrivée des troupes américaines sur le sol français et en 2018, l'offensive de Meuse-Argonne.

Notez que sur le sol de Meuse se trouve le cimetière américain de Romagne-sous-Montfaucon qui est le plus grand cimetière américain militaire d'Europe en nombre de tombes. Il dispose d'un centre d'interprétation complètement rénové à l'occasion du centenaire de l'arrivée des troupes américaines sur le sol français. A l'occasion de la commémoration du centenaire de l'offensive de Meuse-Argonne, en septembre 1918, les 14 246 tombes ont été illuminées d'une bougie et les noms des soldats qui y sont inhumés ont été lus toute la nuit.

Engagé depuis plusieurs années, le classement au patrimoine mondial de L'UNESCO des sites funéraires de la Grande Guerre est en cours et devrait voir le jour à la fin de l'année 2018.

En théorie, le cycle des commémorations du centenaire de la Grande Guerre 2014-2018 prend fin le 11 novembre 2018 avec la cérémonie de l'Armistice, en présence des 80 nations ayant participé au premier conflit mondial. Quelques jours auparavant le Président Macron avait décidé de se rendre dans les départements ayant souffert durant la Grande Guerre.

Mais 2018 ne doit pas être une fin dans l'esprit de tous, mais bien un commencement, un commencement nouveau pour un tourisme de mémoire mêlant également un tourisme vert.

Thema 4 – Unterricht 4 : Die 100-Jahr-Feierlichkeiten von 2016

von Frédéric Plancard

Journalist

Chefredakteur von L'Est Républicain Verdun.

Die erste Feier zum 100. Jahrestag der Schlacht von Verdun fand am 21. Februar 2016 um 6.30 Uhr im Wald von Caures statt. Dies war der Moment, wo vor 100 Jahren der erste Angriff abgefeuert wurde, der die Schlacht von Verdun einleitete.

Im Wald von Caures waren die Jägerbataillonen 56 und 59 stationiert, die unter Colonel Driants Kommando standen. Jean-Marc Todeschini, Staatssekretär für Veteranen und Gedenken, und über 600 Gäste durchliefen einen von Kerzen beleuchteten Parcours mit vom Verein "Connaissance de la Meuse" inszenierten menschlichen Standbildern.

Einige Tage später wurde die Ausstellung mit dem Titel "Verdun - Champs-Élysées 1916-2016, ein Jahrhundert für den Frieden" auf dem Prachtboulevard Champs-Élysées eröffnet. Mit den Gedenkveranstaltungen kam auch der Erinnerungstourismus auf.

Auf der Internationalen Tourismusbörse Berlin, ITB, ebenso wie auf der Messe "Salon de Paris" wurde Verdun als Reiseziel präsentiert.

Auch mit Sportereignissen wurde an die Schlacht von Verdun erinnert. Im März 2016 nahmen 1916 Läufer am "Trail des Tranchées" teil. Im April 2016 wurde in Souilly das 100-jährige Bestehen des "Heiligen Wegs", der "Voie Sacrée", gefeiert. Das Rathaus von Souilly war einst Hauptquartier der 2. französischen Armee, deren Generäle in heutigen Geschichtsbüchern auftauchen: Pétain, Nivelle, Guillaumat, Hirschauer. 2016 wurde im Rathaus eine Dauerausstellung eingeweiht. 2011 gingen Souilly und Laclede eine Gemeindeparterschaft ein. Laclede war der Geburtsort von General Pershing, der vom Rathaus von Souilly aus die Maas-Argonne-Offensive im September 1918 vorbereitete.

Vor dem Höhepunkt der Gedenkfeiern am 29. Mai 2016 gab es einige Privatinitiativen. Zum Beispiel gewann der Verein "Agir pour le Verdunois", den Autor und Schauspieler Christophe Malavoy als Schirmherr für einen Rosenstrauch. Dieser wurde "Garance" getauft, nach den knallroten Hosen, die die Soldaten zu Kriegsbeginn 1914 trugen.

Im Japiot-Park wurde eine symbolische Zeremonie abgehalten. Der Schirmherr war Christophe Malavoy und die Schirmfrau die Erde von Verdun. Das Taufwasser war aus Kornblumen, die für die Erinnerung stehen und den französischen Soldaten ab 1915 ihren Namen "bleuet" verliehen. Bei der Taufe war ein junges Mädchen aus Verdun namens Garance anwesend. Das Gießwasser für den Rosenstrauch stammte aus Ornes, einem zerstörten Dorf, wo sich die Verduner nach dem 1. Weltkrieg mit Wasser versorgten.

Die für den 29. Mai 2016 angesetzte offizielle Gedenkzeremonie für die Schlacht von Verdun war eine deutsch-französische Feier. Nach den Begegnungen von Adenauer und de Gaulle sowie Mitterrand und Kohl wurde Angela Merkel von François Hollande eingeladen. Zwar hielten die beiden sich nicht wie ihre Vorgänger 1984 an den Händen, doch sie entzündeten gemeinsam die Flamme der Erinnerung und legten gemeinsam ihre Hände auf den Steinaltar im Beinhaus. Das deutsch-französische Paar besuchte auch das Rathaus von Verdun, das Kriegsdenkmal und die Maas-Brücke, auf der sie gemeinsam mit Schulkindern weiße Ballons, ein Zeichen des Friedens, aufsteigen ließen. Dann besuchten sie den deutschen Soldatenfriedhof in Consenvoye.

Das Beinhaus von Douaumont stand während der Feierlichkeiten im medialen Mittelpunkt. Mehrere tausend deutsche und französische Jugendliche nahmen an einer von Volker Schlöndorff inszenierten Choreografie teil. Bunt gekleidet liefen sie zwischen den Grabsteinen aufeinander zu, um die vom 1. Weltkrieg dahingeraffte Jugend zu symbolisieren. Das Schauspiel schockierte Teile der Öffentlichkeit und der französischen politischen Klasse.

Eine weitere Kontroverse im Rahmen der Hundertjahrfeier wurde durch die Tatsache ausgelöst, dass der Rapper Black M dazu eingeladen wurde, bei einem Konzert im Herzen Verduns aufzutreten. Es folgte eine heftige Protestwelle, die Politiker auf höchster Ebene mobilisierte. Nach etlichen Bekanntmachungen und Fehlritten wurde das Konzert schließlich aus Sicherheitsgründen abgesagt.

Im Vorfeld der offiziellen Gedenkfeiern hatte Jean-Marc Todeschini, Staatssekretär für Veteranen, ein Treffen zur Unterzeichnung einer Absichtserklärung einberufen. Ziel war die Gründung einer öffentlichen Einrichtung für kulturelle Zusammenarbeit im Beisein von und zusammen mit den wichtigsten Erinnerungsakteuren, von der das heutige Schlachtfeld zentral verwaltet werden könnte.

Damit waren die Gedenkfeierlichkeiten jedoch noch nicht beendet. Im Mai 2016 beteiligten sich 1000 Darsteller im Stadtzentrum Verduns an Umzügen und Zeremonien am Siegesdenkmal. Im Juli kam Bernard Cazeneuve, damals Innenminister, zum 19. technischen Landestreffen der Jugendfeuerwehr nach Verdun. Im August organisierte der Verduner Flugverein Robert Thiéry eine große Flugschau mit der Patrouille de France. Am 13. September 2016 kam Premier Manuel Valls nach Verdun, um die Auszeichnung der Stadt mit der Ehrenlegion durch Präsident Poincaré vor 100 Jahren zu feiern.

Die Liste der Gedenkveranstaltungen ist endlos. Im September 2016 wurde die Sendung

"Le jour du Seigneur" live aus der Kathedrale von Verdun auf France 2 ausgestrahlt. Am 24. Oktober 2016 gab es eine Feier zum 100. Jahrestag der Rückeroberung von Fort Douaumont unter Vorsitz von Verteidigungsminister Jean-Yves Le Drian und dem Staatssekretär für Veteranen, Jean-Marc Todeschini. Im Oktober und Anfang November 2016 wurde die Heilige Flamme am Triumphbogen vom Komitee des "Heiligen Wegs" und des "Wegs der Freiheit" wie jedes Jahr zu Fuß nach Verdun gebracht. Und am 18. Dezember 2016 hielt S.E. Mgr. Gusching, Bischof von Verdun, in der Kapelle des Beinhauses eine Messe zu Ehren des Soldaten von Verdun ab, mit der die Gedenkfeierlichkeiten zur Schlacht von Verdun zu Ende gingen.

2017 nahm die Anzahl der Gedenkveranstaltungen natürlich ab. Doch im selben Jahr feierte Frankreich den 100. Jahrestag der Ankunft der amerikanischen US-Truppen, und 2018 wurde der Maas-Argonne-Offensive gedacht.

Der amerikanische Maas-Argonne-Friedhof in Romagne-sous-Montfaucon ist die größte Grabstätte für US-Streitkräfte ganz Europas. Hier gibt es ein komplett neu renoviertes Besucherzentrum, das der damaligen Ankunft der US-Truppen auf französischem Boden gewidmet ist. Anlässlich des 100. Jahrestags der Maas-Argonne-Offensive im September 1918 wurde vor jedem der 14.246 Gräber eine Kerze entzündet und die Namen der hier ruhenden Soldaten wurden die ganze Nacht verlesen.

Die Eintragung der Grabstätten des 1. Weltkriegs in die UNESCO-Welterbeliste wurde vor einigen Jahren beantragt und wird bis Ende 2018 erwartet.

Theoretisch werden die Feierlichkeiten von 2014-18 zu 100 Jahren 1. Weltkrieg am 11. November 2018 mit der Feier zum Waffenstillstand abgeschlossen, der Vertreter der 80 im Krieg beteiligten Länder beiwohnen werden. Einige Tage zuvor plant Präsident Emmanuel Macron die Departements zu besuchen, die unter dem 1. Weltkrieg gelitten haben.

2018 soll jedoch keinen allgemeinen Schlusspunkt darstellen, sondern auch den Neubeginn für einen Erinnerungstourismus, der sich mit einem grünen Tourismus vereinigt.

Thème n°4 – Cours n°5 : Perspectives de l'après-centenaire et conclusion

Par François Cochet

Professeur émérite des universités en Histoire contemporaine à l'Université de Lorraine
et Thierry Hubscher

Directeur de l'EPCC Mémorial de Verdun - Champ de bataille

François Cochet – La ville de Verdun, mais aussi l'ancien champ de bataille de Verdun, ont été incontestablement des hauts lieux des commémorations de 2014 à 2018. C'est dû à plusieurs raisons : d'une part, la rénovation, on pourrait presque dire, la reconstruction complète du Mémorial de Fleury-devant-Douaumont. C'est dû aussi aux cérémonies officielles de 2016, en présence du Président de la République et de la Chancelière allemande Angela Merkel. Ces actions constituent un acquis mémoriel.

Il reste à se poser la question du devenir mémoriel de Verdun, encore une fois tant de la ville que du champ de bataille.

Il y a une réelle demande mémorielle, d'explicitation, de visite, de l'ancien champ de bataille de la part des Français, qui ne se dément pas et qui ne se démentira pas sans doute dans les années à venir. Il est fort à parier que, comme il y a un siècle déjà, le terme même de « Verdun », le nom même de Verdun, symbolise encore la Grande Guerre dans un siècle. Il y a aussi plusieurs dimensions emboîtées de cette Mémoire à venir de Verdun et de l'ancien champ de bataille, une mémoire duale en quelque sorte, dans lesquels se retrouvent des dimensions civiles mais aussi des dimensions militaires.

Les dimensions civiles sont représentées par une vraie demande sociale des Français qui veulent voir les lieux sur lesquels tant de membres de leur famille sont tombés. On veut savoir aujourd'hui, dans une espèce de micro-Histoire extrêmement intéressante, où le grand-père, l'arrière-grand-père, a combattu et où il est éventuellement mort.

Il y a aussi un réel intérêt qui vient de l'étranger. Il faut quand même se souvenir qu'un tiers des visiteurs du champ de bataille actuel sont des Allemands, prioritairement, mais aussi des Belges ou des Néerlandais. Donc Verdun et le champ de bataille sont, incontestablement, des lieux de visite en provenance de l'Europe toute entière, et pas seulement des anciens belligérants. La demande sociale est donc bien là et sera encore là pendant de nombreuses années encore.

La mémoire militaire est assez intéressante à suivre également, d'une part, parce que les drapeaux et les étendards régimentaires sont très nombreux à porter le nom « Verdun », et, dans la mémoire de l'institution militaire française, la bataille de Verdun représente et représentera encore pendant très longtemps quelque chose de très important dans un milieu touché par les dimensions traditionnelles.

On pourrait prendre comme deuxième exemple le fait que l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, qui forme l'élite des officiers français, a repris depuis quelques années la tradition de faire des voyages sur le site de Verdun pour les promotions des élèves officiers, afin qu'ils prennent mieux conscience de ce que leurs grands anciens ont vécu.

Pour toutes ces raisons, il me semble que la mémoire à venir de Verdun est parfaitement assurée d'une grande vivance dans les décennies à venir. C'est ce qui fera encore son importance pendant très longtemps.

Thierry Hubscher – Les combattants de Verdun avaient coutume de dire : « Qui n'a pas fait Verdun, n'a pas fait la guerre ! ». C'est dire le souvenir terrible et indélébile que cette bataille a laissé dans leur mémoire. Près de 80% des troupes françaises y ont combattu, parfois même à plusieurs reprises. Si cette bataille n'est pas la plus meurtrière de la Grande Guerre, c'est la première d'un nouveau type, de l'ère industrielle, avec un déluge d'artillerie et le développement d'une puissance de feu jusqu'alors inconnue : 60 millions d'obus en 300 jours. Le nom de Verdun est à jamais associé à la Première Guerre mondiale.

Verdun est devenu la référence universelle de la Grande Guerre dans la conscience collective. Mais Verdun est également ville de la Paix, symbole de l'amitié entre la France et l'Allemagne. Les gestes d'amitiés se sont multipliés depuis Mitterrand et Kohl en 1984 : François Hollande et Angela Merkel en 2016, le dernier geste en date étant la présence de l'ambassadeur d'Allemagne le 16 septembre 2017, pour le 50ème anniversaire de l'inauguration du Mémorial. Ces années anniversaires ont vu se succéder en Meuse bon nombre de commémorations, avec 2016 comme point d'orgue, notamment la journée du 29 mai qui célébra le centenaire de la bataille et l'inauguration du Mémorial rénové par le couple franco-allemand.

Ce devoir et cette mission qui nous sont confiés de faire vivre la mémoire du combattant, de transmettre à la jeunesse cette connaissance d'un des plus hauts faits des conflits contemporains sont à l'origine de la métamorphose du Mémorial, en un Établissement Public de Coopération Culturelle, établissement jusqu'alors géré par le Comité National du Souvenir de Verdun.

Nous interprétons cette évolution comme une volonté de l'ensemble de la collectivité publique, épaulée par le monde combattant, d'assurer la pérennité du lieu et de l'adapter à l'époque contemporaine et aux nouvelles pratiques touristiques. Le pèlerin des années soixante a laissé place à un public international, jeune pour la plupart, dont le comportement a considérablement évolué, venu chercher sur ce site tout ce qu'il n'a pas appris des anciens disparus. Il est familier des nouvelles pratiques culturelles et des technologies modernes.

La mission confiée à l'Établissement Public est de concevoir une offre culturelle sur un registre plus large que le seul Mémorial. Notre ambition est d'être l'opérateur unique du tourisme de mémoire sur l'ensemble du secteur, en lien avec les autres sites : l'Ossuaire, les forts de Douaumont et Vaux, la Citadelle. Il y va de notre rayonnement culturel sur le plan national comme sur le plan international.

2017 et 2018 nous ont amené à suivre, cent ans après, l'évolution des combats sur la rive gauche de la Meuse, à suivre l'évolution des offensives avec notamment l'entrée en guerre des troupes américaines. C'était en particulier l'objet du précédent MOOC.

Notre rayonnement repose sur une programmation culturelle ambitieuse. Nous montons des expositions temporaires, des conférences, des ciné-débats. Nous nous ouvrons à d'autres modes d'expressions artistiques : la musique, le théâtre. Nous sommes devenus un acteur de la vie culturelle locale et régionale.

A chaque fois que le thème de l'exposition le permet, nous déroulons le fil de l'Histoire jusqu'à nos jours. Ce fut le cas pour l'exposition sur les secours aux blessés et aux victimes, et également pour les photographes de guerre. L'exposition sur le nouveau visage de la guerre a été montée avec le concours du Musée Mémorial de Kansas City. Elle a obtenu le label de la mission centenaire américaine.

Nous réfléchissons à la création d'un réseau des principaux musées mondiaux des conflits contemporains : Londres, Dresde, Ypres, Meaux, Péronne et quelques autres encore. Nous sommes également sollicités pour des partenariats avec d'autres nations. La Biélorussie, par exemple, nous sollicite pour une exposition sur le Front de l'Est.

Pour l'année 2019, notre thème central sera celui des prisonniers de guerre. Nous avons conclu un partenariat avec le Comité International de la Croix Rouge de Genève pour le programme de l'année, qui se traduira par une exposition temporaire, un colloque et des conférences.

Voilà ! C'est au prix de toutes ces évolutions que Verdun existera au-delà des commémorations, que Verdun conservera son pouvoir d'attraction pour un public curieux de découvrir sur un site unique une offre culturelle qui le plongera avec émotion dans une page essentielle de son Histoire.

Thema 4 – Unterricht 5 : Perspektiven nach den 100-Jahr-Feiern und Schlussfolgerung

von François Cochet

Professor Emeritus für moderne Geschichte, Université de Lorraine

und Thierry Hubscher

Direktor der öffentlichen Einrichtung für kulturelle Zusammenarbeit (EPCC)

Mémorial de Verdun - Champ de bataille.

François Cochet - Verdun sowie das ehemalige Schlachtfeld von Verdun waren zweifellos die zentralen Orte der Gedenkfeierlichkeiten von 2014 bis 2018. Dies hatte verschiedene Gründe. Einerseits wurde die Gedenkstätte in Fleury-devant-Douaumont quasi komplett umgebaut. Andererseits fanden hier 2016 die offiziellen Gedenkzeremonien statt, den Präsident Hollande und Kanzlerin Merkel beiwohnten. Neben dem, was erzielt wurde, stellt sich die Frage, wie sich die erinnerungskulturelle Zukunft Verduns gestaltet, in der Stadt Verdun wie auf dem Schlachtfeld.

Es gibt in Frankreich einen wahren Erinnerungsbedarf sowie ein Bedürfnis nach Klärung und danach, das Schlachtfeld zu besuchen. Dieser anhaltende Bedarf wird in den kommenden Jahren voraussichtlich auch nicht nachlassen. Und da die Ereignisse nun schon 100 Jahre zurückliegen, ist anzunehmen, dass Verdun auch in 100 Jahren noch der Inbegriff des 1. Weltkriegs sein wird. Diese künftige Erinnerung an Verdun und an das Schlachtfeld hat verschiedene Dimensionen. Es ist quasi eine duale Erinnerung, die einen gesellschaftlichen und einen militärischen Aspekt hat.

Der gesellschaftliche Aspekt zeigt sich in dem echten Bedürfnis der Franzosen, die Orte zu besuchen, an denen so viele ihrer Vorfahren gefallen sind. Es ist ein interessantes mikrogeschichtliches Phänomen, dass wir heute wissen wollen, wo der Groß- oder Urgroßvater gekämpft hat und möglicherweise ums Leben kam.

Auch außerhalb Frankreichs gibt es ein reges Interesse an Verdun. Dabei stammt ein Drittel der Besucher des heutigen Schlachtfelds aus Deutschland, doch es kommen auch viele Belgier und Holländer. Verdun und das Schlachtfeld werden also zweifellos von Menschen aus ganz Europa besucht, und zwar nicht nur aus Ländern, die am Krieg beteiligt waren. Es besteht eine gesellschaftliche Nachfrage, die noch viele Jahre anhalten wird.

Der militärische Aspekt der Erinnerung ist gleichermaßen interessant. Einerseits, weil es sehr viele Banner und Regimentsfahnen gibt, die den Namen Verdun tragen. Das heißt, im Gedächtnis des französischen Militärs kommt der Schlacht von Verdun eine sehr große Bedeutung zu und sie wird in diesem traditionell ausgerichtetem Umfeld auch noch sehr lange von großer Bedeutung sein. Als zweites Beispiel lässt sich die Tatsache nennen, dass die Militärakademie Saint-Cyr, wo die französische Offizierselite ausgebildet wird, seit einigen Jahren wieder die Tradition pflegt, Ausflüge zur Gedenkstätte in Verdun zu organisieren. Damit soll bei den Kadetten das Bewusstsein dafür geschärft werden, was ihre Vorfahren damals durchgemacht haben.

Aus all den genannten Gründen glaube ich, dass das Gedenken an Verdun in den kommenden Jahrzehnten mit Sicherheit am Leben gehalten und noch sehr lange von Bedeutung sein wird.

Thierry Hubscher - Die Soldaten in Verdun pflegten zu sagen: "Wer nicht in Verdun dabei war, war nicht im Krieg." Dies spricht für die schreckliche Erinnerung, die die Schlacht bei ihnen hinterließ. Fast 80 % der französischen Truppen kämpften hier, teils sogar in mehreren Einsätzen. Zwar war die Schlacht nicht die tödlichste des 1. Weltkriegs, doch es war die erste industrialisierte Schlacht, mit einem schonungslosen Artilleriefeuer und einer nie dagewesenen Feuerkraft: an 300 Tagen fielen 60 Millionen Granaten. Der Name Verdun wird für immer mit dem ersten Weltkrieg verbunden sein und ist im kollektiven Bewusstsein zum Sinnbild des 1. Weltkriegs geworden.

Verdun steht aber auch für den Frieden und die deutsch-französische Freundschaft. Seit der Zusammenkunft von Mitterrand und Kohl 1984 gab es viele Freundschaftsgesten: 2016 trafen François Hollande und Angela Merkel zusammen und zuletzt, am 16. September 2017, war der deutsche Botschafter beim 50. Jahrestag der Einweihung des Mémorial in Verdun anwesend. In diesen Jubiläumsjahren häuften sich die Gedenkveranstaltungen an der Maas, die 2016 ihren Höhepunkt erreichten, besonders mit dem 29. Mai, an dem Hollande und Merkel der Schlacht vor 100 Jahren gedachten und das umgebaute Mémorial einweiheten.

Wir wurden mit der Aufgabe betraut, die Erinnerung an die Soldaten fortleben zu lassen und Jugendlichen diesen Höhepunkt der modernen Kriegsgeschichte näherzubringen. Diese Mission stand im Mittelpunkt des Umbaus zu einer öffentlichen Einrichtung für kulturelle Zusammenarbeit, die bisher vom Nationalkomitee der Erinnerung an Verdun geleitet wurde. Wir folgen mit dieser Veränderung dem von Militärvertretern unterstützten Wunsch der Öffentlichkeit, den Fortbestand der Gedenkstätte zu sichern, und an die heutige Zeit und den modernen Tourismus anzupassen. Die Pilger der 60er-Jahre sind jüngeren Besuchern aus aller Welt gewichen, die ein anderes Besucherverhalten aufweisen. Sie suchen an diesem Ort, was ihre Vorfahren ihnen nicht mitgeben konnten. Sie sind mit den neuen Normen und modernen Technologien vertraut.

Unsere Mission besteht darin, ein kulturelles Angebot zu schaffen, das über das Mémorial allein hinausgeht. Unser Ziel ist es, einen im gesamten Sektor einzigartigen Erinnerungstourismus anzubieten, und zwar zusammen mit dem Beinhaus, den Festungen von Douaumont und Vaux sowie der Zitadelle. Es geht um unser kulturelles Erbe, auf nationaler wie auf internationaler Ebene.

2017 und 2018 haben wir nachverfolgt, wie sich vor 100 Jahren die Kämpfe am linken Flussufer der Maas und die Offensiven entwickelten, besonders mit dem Eintritt der US-Truppen in den Krieg. Dies war insbesondere das Ziel des vorherigen Kurs-Moduls.

Unser Wirkungsbereich stützt sich auf ein anspruchsvolles Kulturprogramm. Wir kuratieren Sonderausstellungen, Vorträge und Filmabende und sind offen für andere künstlerische Ausdrucksformen wie Musik oder Theater. Wir tragen auf lokaler wie auf regionaler Ebene zum Kulturleben bei. Soweit das Ausstellungsthema es zulässt, folgen wir dem Lauf der Geschichte bis zur Gegenwart, so auch bei den Ausstellungen über Verwundete und Opferrettung im Krieg oder über Kriegsfotografen.

"Das neue Gesicht des Krieges" wurde mit dem Nationalen Museum des 1. Weltkriegs in Kansas City erstellt und trägt das Gütesiegel der US World War I Centennial Commission.

Wir planen ein Netzwerk von weltweiten Museen, die sich mit modernen Kriegen beschäftigen: London, Dresden, Ypres, Meaux, Péronne und einige andere. Wir bekommen auch Anfragen für Partnerschaften mit anderen Ländern. So fragte Weißrussland bei uns eine Ausstellung über die Ostfront an.

Unser Schwerpunkt für 2019 wird das Thema Kriegsgefangene. In Zusammenarbeit mit dem Internationalen Komitee vom Roten Kreuz in Genf gestalten wir das Jahresprogramm, das sich aus einer Ausstellung, einem Symposium und Vorträgen zusammensetzt.

Dank all dieser Entwicklungen wird Verdun auch über die Gedenkfeiern hinaus einen besonderen Reiz auf seine Besucher ausüben. Hier erleben sie an einem einzigartigen Ort ein kulturelles Angebot, das sie einem wichtigen Kapitel ihrer Geschichte näherbringt.